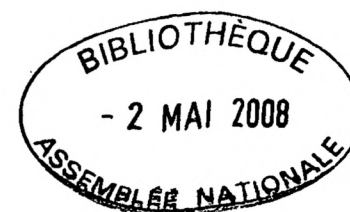
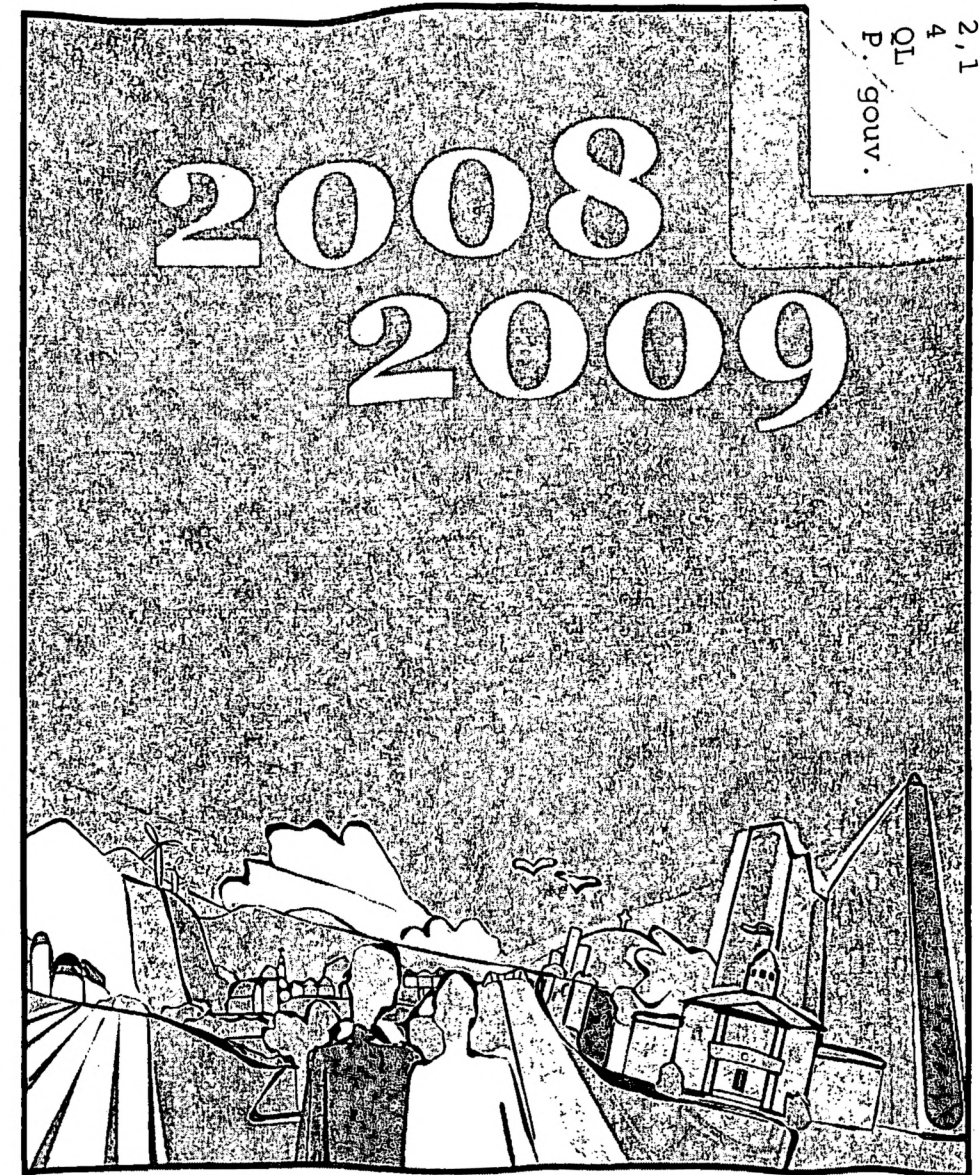


# Étude des crédits

## Demande de renseignements particuliers

Volume 4  
Questions 49 à 80

Avril 2008



Québec 



S.COMM.18APR'08 18:48



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

1) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente : le 2 avril 2007 à Québec

Participants : Jean-Maurice Latulippe et Benoit Longchamps (FQM), Peggy Bachman et Philippe Chénard (UMQ), Marc Grandisson et Gilles Lachance (MFQ), Carl Durand (MAMR-DFM), François-Michel Girard, Raymond Zaru et Bernard Guay (MAMR-DPFE)

Sujets abordés : Modalités d'application des mesures concernant les carrières et sablières et la péréquation.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

2) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente : le 30 avril 2007 à Québec

Participants : Benoit Longchamps (FQM), Peggy Bachman et Philippe Chénard (UMQ), Marc Grandisson et Gilles Lachance (MFQ), Carl Durand (MAMR-DFM), Raymond Zaru, François-Michel Girard et Bernard Guay (MAMR-DPFE).

Sujets abordés : Modalités d'application des mesures concernant les carrières et sablières et la péréquation.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

3) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente : le 23 mai 2007 à Québec

Participants : Benoit Longchamps (FQM), Gilles Lachance (MFQ), Peggy Bachman et Philippe Chénard (UMQ), Carl Durand (MAMR-DFM), Pierre Lambert, François-Michel Girard et Bernard Guay (MAMR-DPFE)

Sujets abordés : Modalités d'application des mesures concernant les carrières et sablières et la péréquation.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.



A36A1  
p74  
2008/09  
2.1  
4  
al  
p. 5000.  
lectures  
sur place

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

4) Comité d'orientation sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : le 6 juin 2007 à Québec

Participants à la réunion sous la présidence de Mme Suzanne Lévesque (MAMR) :

M. Denis Bergeron (FQM), M. Jacques Boivin (MAMR), M. Gérald Bolduc (CMM), M. Jean-Claude Cayla (Ville de Montréal), Mme Marie-Lise Côté (MAMR), Mme Johanne Dumont (MAMR), Mme Diane Fortin (UMQ), M. Claude Hallé (CMQ), M. Jacques Hardy (MAMR), M. Farid Harouni (FQM), M. Denis Jean (Ville de Québec), M. Fernand Martin (Ville de Québec), M. Louis Massicotte (MAMR), Mme Céline Soucy (MAMR)

Sujets abordés : Présentation et discussion entourant la proposition de modification législative relative aux pouvoirs réglementaires en matière d'urbanisme, prochaines étapes suites à donner à la première rencontre et varia.

Ordre du jour et compte rendu ci-joint.

5) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente / sous-groupe sur le financement des centres 9-1-1 : le 8 juin 2007, à Québec

Participants : François Bernier et Richard Boyer (Ville de Montréal), Richard Busque et Daniel Veilleux (CAUCA), Patrick Carrier et Patrick Lahaie (FQM), Marc Grandisson et Gilles Lachance (MFQ), Gilles Lemieux (MSP), Richard Montpetit (UMQ), André Labrie (MCC), Carole Raïche (ACUQ), François Girard (MAMR/DAJ), Bernard Guay, Ghislain K. Amega et Pierre Lambert (MAMR/DGPFE).

Sujets abordés : Modalités d'application de la mesure sur le financement des centres 9-1-1;

Le point sur la démarche entreprise par la CAUCA.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

6) Comité de suivi de l'application d'un taux de taxe distinct aux immeubles agricoles : Québec, le 18 juin 2007

Participants : Peggy Bachman (UMQ), Marie-Édith Dufresne, Michel Bonneau et Stéphane Leblanc (MAPAQ), Marlène Thiboutot et Denis Bilodeau (UPA), Jean-Maurice Latulippe et Benoit Longchamps (FQM), Suzanne Lévesque et Michel Myrand (MAMR)

Sujets abordés : Examen du rapport préliminaire sur l'application en 2007 par les municipalités d'un taux de taxe distinct aux exploitations agricoles;

Opportunité de se pencher sur le dossier des boisés privés.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

7) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente / sous-groupe sur le financement des centres 9-1-1 : le 23 août 2007, à Québec

Participants : Keith McIntosh (ACTS), Line Maheux et Stéphane Couture (Bell Mobilité), Simon-Pierre Olivier (Rogers sans fil), Parke Davis et Vincent Gagné (Telus Mobilité), Jean-François Bouchard (MSP), Richard Montpetit (UMQ), Patrick Carrier (FQM), Richard Boyer (Ville de Montréal), André Labrie (MCC), Gilles Lachance (MFQ), Bernard Guay et Pierre Lambert (MAMR/DGPFE).

Sujets abordés : Examen avec les représentants de l'industrie de la téléphonie cellulaire de leur intérêt pour la conclusion d'une entente volontaire de perception du tarif municipal.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

8) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente / sous-groupe sur le financement des centres 9-1-1 : le 7 septembre 2007, à Québec

Participants : Richard Boyer (ACUQ/Ville de Montréal), Richard Busque et Daniel Veilleux (CAUCA), Patrick Carrier (FQM), Marc Grandisson et Gilles Lachance (MFQ), Jean-François Bouchard (MSP), Richard Montpetit (UMQ), André Labrie (MCC), Carole Raïche (ACUQ), François Girard (MAMR/DAJ), Bernard Guay, Ghislain K. Amega et Pierre Lambert (MAMR/DGPFE), Pierre Prévost (consultant/UMQ)

Sujets abordés : Le point sur la réunion du 23 août avec les représentants de l'industrie de la téléphonie cellulaire.

Examen du rapport Prévost sur le coût des centres 9-1-1

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

9) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente : le 18 septembre 2007, à Québec

Participants : Benoit Longchamps (FQM), Peggy Bachman et Philippe Chénard (UMQ), Carl Durand (MAMR-DFM), Raymond Zaru et Bernard Guay (MAMR/DGPFE)

Sujets abordés : Examen des simulations sur les scénarios de révision de la formule de péréquation.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

10) Groupe de travail sur la mise en œuvre de l'Entente : 16 octobre 2007 à Québec

Participants : Benoit Longchamps (FQM), Peggy Bachman et Philippe Chénard (UMQ), Raymond Zaru et Bernard Guay (MAMR/DGPFE)

Sujets abordés : Modalités d'application de la mesure concernant les carrières et sablières;

Examen des scénarios de révision de la formule de péréquation.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

11) Rencontre UMQ-FQM-MAMR : le 13 novembre 2007, à Québec

Participants : Marc Croteau et Peggy Bachman (UMQ), Jean-Maurice Latulippe et Benoit Longchamps (FQM), Jean-Paul Beaulieu, Suzanne Lévesque et Bernard Guay (MAMR)

Sujets abordés : Finalisation de l'accord entre le MAMR et les associations municipales relativement à la formule de péréquation révisée et aux modalités d'application de droits aux carrières et sablières.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

12) Comité de suivi de l'application d'un taux de taxe distinct aux immeubles agricoles : Québec, le 19 novembre 2007

Participants : Peggy Bachman (UMQ), Marie-Édith Dufresne, Michel Bonneau et Jean Labbé (MAPAQ), Iddriss Ettabaâ et Denis Bilodeau (UPA), Jean-Maurice Latulippe et Benoit Longchamps (FQM), Michel Myrand (MAMR)

Sujets abordés : Contenu du rapport final sur l'application en 2007 du taxe distinct aux exploitations agricoles.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

13) Table Québec-municipalités (TQM) : le 7 décembre 2007

Sujets abordés : Voir ordre du jour ci-joint.

Le compte rendu sera déposé à la prochaine réunion de la TQM, pour adoption.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 49

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2007-2008.

14) Nouveaux pouvoirs en matière de développement économique prévus dans la Loi sur les compétences municipales (art. 92.1 et suivants) le 18 janvier 2008 par conférence téléphonique

Participants : Jean-Maurice Latulippe, Guy Charland, autre (FQM), Peggy Bachman (UMQ), Marc Croteau, Mario Boisvert et Carel Vachon (MAMR)

Sujet abordé : Sondage envisagé sur l'application de ces nouveaux pouvoirs en vue de la préparation du rapport de la ministre des Affaires municipales et des Régions requis en vertu de l'art 92.7 de la LCM.

Ni ordre du jour ni de compte rendu n'a été rédigé.

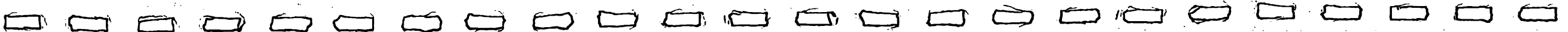
15) Comité d'orientation sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme : le 30 janvier 2008 à Québec

Participants à la réunion sous la présidence de M. Marc Croteau (MAMR) :

M. Jacques Boivin (MAMR), M. Jean-Claude Cayla (Ville de Montréal), Mme Marié-Lise Côté (MAMR), Mme Diane Fortin (UMQ), M. Claude Hallé (CMQ), M. Jacques Hardy (MAMR), M. Farid Harouni (FQM), M. Fernand Martin (Ville de Québec), M. Louis Massicotte (MAMR), Mme Odile Simard (MAMR), Mme Céline Soucy (MAMR)

Sujets abordés : Révision de l'échéancier de travail, discussion finale entourant la proposition de modification législative relative aux pouvoirs réglementaires en matière d'urbanisme, Varia. (Les représentants du milieu municipal ont également abordé la question du mandat du comité et son mode de fonctionnement)

Ordre du jour et compte rendu (préliminaire) ci-joint.





## **RÉVISION DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME**

---

Comité d'orientation  
Rencontre du 6 juin 2007, 14 heures

Salle de conférence RC 9 de la Tour Thaïs-Lacoste Frémont  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
10 rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec

---

### **ORDRE DU JOUR PROPOSÉ**

1. Mot de bienvenue
2. Présentation et discussion entourant la proposition de modification législative relative aux pouvoirs réglementaires en matière d'urbanisme
3. Prochaines étapes
4. Varia.

**Comité d'orientation**  
**sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

---

**Compte rendu**

Troisième rencontre : Mercredi, 6 juin 2007, 14 h — 17 h  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
Salle RC-9 de la Tour Thaïs Lacoste-Frémont  
10 rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec  
Québec

---

Étaient présents à la réunion sous la présidence de Mme Suzanne Lévesque (MAMR) :

M. Denis Bergeron (FQM)  
M. Jacques Boivin (MAMR)  
M. Gérald Bolduc (CMM)  
M. Jean-Claude Cayla (Ville de Montréal)  
Mme Marie-Lise Côté (MAMR)  
Mme Johanne Dumont (MAMR)  
Mme Diane Fortin (UMQ)  
M. Claude Hallé (CMQ)  
M. Jacques Hardy (MAMR)  
M. Farid Harouni (FQM)  
M. Denis Jean (Ville de Québec)  
M. Fernand Martin (Ville de Québec)  
M. Louis Massicotte (MAMR)  
Mme Céline Soucy (MAMR)

Absents :

Rédigé par Jacques Boivin, juin 2007

P.S. : Pour toute communication relative à cette rencontre, vous êtes invité à contacter M. Boivin au téléphone (418) 691-2015, poste 3044 ou par courriel [jacques.boivin@mamr.gouv.qc.ca](mailto:jacques.boivin@mamr.gouv.qc.ca)

## **Préambule**

La présidente, madame Lévesque, souhaite la bienvenue aux membres du comité d'orientation et présente l'ordre du jour.

### **1. Présentation de la proposition de modification législative relative aux pouvoirs réglementaires en matière d'urbanisme**

#### **1.1 Introduction**

Dans un premier temps, la présidente laisse la parole à M. Boivin qui expose brièvement les lignes directrices qui ont orienté les travaux et le contenu de la proposition législative.

#### **1.2 Commentaires généraux**

La présidente invite les participants à soumettre des commentaires d'ordre général et profite de l'occasion pour remercier la représentante de l'UMQ d'avoir transmis les commentaires de son organisation dans une lettre reçue la semaine précédente.

Parmi les points abordés, les discussions ont notamment porté sur :

- Le fait que les propositions et les allègements proposés vont dans le sens du virage amorcé par la Loi sur les compétences;
- La possibilité que soient mis en vigueur les modifications au fur et à mesure de leur acceptation
  - Il est indiqué que les propositions pourront faire l'objet de modifications législatives au fur et à mesure de leur acceptation. Toutefois, cette possibilité ne pourra se réaliser que si plusieurs conditions sont remplies dont, notamment, l'absence de ramifications dans les autres parties de la loi.

#### **1.3 Suggestions et commentaires particuliers**

La présidente invite les participants à formuler des commentaires et des suggestions relativement aux diverses parties de la proposition législative.

### **Chapitre I : Les comités d'urbanisme**

- Malgré certaines réserves exprimées, l'idée d'autoriser une municipalité à confier des pouvoirs décisionnels à un comité formé d'élus est généralement bien accueillie, considérant que l'initiative d'agir de la sorte revient au conseil, que ce comité sera formé exclusivement d'élus et, enfin, qu'il est possible à toute personne intéressée de demander une révision de la décision au conseil;
- Les participants s'interrogent sur :
  - la possibilité que soient précisés les objets et les territoires sur lesquels un comité décisionnel peut avoir juridiction;
  - la nécessité de préciser que seuls des élus puissent siéger sur un comité décisionnel;

- La possibilité de revoir ultérieurement les cas de Montréal et Québec en fonction de leur charte respective, l'idée dans ce cas n'étant pas de diminuer les pouvoirs actuels;

## **Chapitre II : Les pouvoirs réglementaires généraux**

Parmi les commentaires et questions, il ressort :

- Que les représentants du milieu municipal sont d'accord avec les principes et choix véhiculés dans cette section mais s'interrogent notamment :
  - sur les possibilités offertes par l'article 11 de réglementer certains objets liés au développement durable (ex : « toitures vertes »);
  - sur la possibilité que le paragraphe 8 de l'article 11 puisse mentionner l'activité « référendaire »;
  - sur l'éventualité que puisse être revu certains des termes employés à l'article 15, l'emploi de ces termes pouvant laisser l'impression d'une plus grande responsabilité du milieu municipal;
  - sur la possibilité que soit ajouté le mot « démolition » à l'article 16.

## **Chapitre IV : Pouvoirs réglementaires attributifs de pouvoirs discrétionnaires**

Les représentants du milieu municipal, à l'égard des dérogations mineures, font part :

- De leurs appréhensions et des conséquences susceptibles de se produire face à la possibilité que des dérogations mineures puissent être présentées à l'égard des questions de densité et des autres aspects qui risquent de l'affecter;
- De leur approbation à l'idée que soit resserré les conditions d'utilisation des dérogations mineures et de l'obligation de mieux justifier la décision autorisant ou non leur recours.

Pour ce qui est de la question de la démolition d'immeubles, il ressort:

- Que les participants conviennent de la nécessité de hausser les amendes en cas de non-respect des conditions liés à la démolition;
- Que le terme « audience publique » prévu à l'article 33 fasse plutôt référence à l'expression de « consultation publique ».

Pour ce qui est de la question des avis publics :

- Certains représentants s'interrogent sur la nouveauté que constitue l'affichage d'un avis sur l'immeuble en matière de dérogation mineure ainsi que sur le niveau de visibilité requis.

## **Chapitre V : Droits acquis**

Les participants s'interrogent relativement à l'article 44, sur la possibilité que :

- soit amputée l'expression « en conformité avec la réglementation applicable » que l'on juge inutile;
- soit supprimé le second paragraphe du même article ou d'élargir la liste des critères potentiels de manière à conférer plus de souplesse aux municipalités notamment au niveau de situations particulières tel que les bâtiments patrimoniaux ou de faire varier les règles selon le type de sinistre.

Les participants conviennent de revoir l'ensemble de cette disposition.

## **Chapitre VI : Conditions préalables à la délivrance d'un permis**

Il est demandé aux représentants du MAMR :

- D'évaluer la possibilité d'intégrer à la LAU les dispositions relatives à la problématique des usages qui ne sont pas assujettis à la LAU en vertu d'autres lois, comme c'est le cas notamment des garderies;
- D'envisager que soit augmenté le pourcentage des terrains cédés à des fins de parc qui peut être requis lors d'une opération cadastrale :
  - ces participants conviennent que des suggestions puissent être faites à ce sujet.
- D'envisager que les « pistes cyclables » puissent être assimilées à des parcs, de manière à ce que les argents obtenus « de la cession pour fins de parcs » puissent être versés pour leur aménagement;
- Que les dispositions prévues à l'article 64 qui font référence à l'expression « transport collectif » soit remplacé par ceux de « transport actif » ou de « transport utilitaire » de manière à englober divers mode de déplacement;
- Que l'article 65 précise que la cession de l'assiette d'une voie de circulation le sera à titre gratuit.

## **2. Prochaines étapes et varia**

Après avoir invité les participants à présenter d'autres suggestions, la présidente laisse au coordonnateur le soin de présenter les prochaines étapes. Ce dernier précise que le présent thème sera tout d'abord complété vraisemblablement d'ici l'automne notamment par la réalisation de certaines corrections à la lumière des suggestions faites ainsi que par l'introduction de nouveaux sujets comme le Règlement de contrôle intérimaire (RCI), les Plans d'aménagement d'ensemble (PAE) et les Plans particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Une fois ce travail exécuté, il sera accompagné d'une rencontre comme dans le cas présent.

La représentante de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) fait part aux autres participants d'une demande de cet organisme à l'effet de combiner le thème numéro 6 relatif à la participation et à la consultation des citoyens au processus de planification à celui portant sur les mécanismes d'adoption et de modification des règlements d'urbanisme. La présidente fait part aux participants de sa préférence à conserver l'ordre établi et de continuer à séparer les deux objets, bien qu'il s'agisse, dans les deux cas, de la consultation de citoyens. À son avis, ainsi que celui des autres représentants du MAMR, les mécanismes d'adoption et de modification des règlements d'urbanisme sont et demeurent le principal objet des problèmes soulevés par le milieu municipal et, à cet égard, mérite une attention spécifique.





**OBJET :** Groupe de travail sur la mise en œuvre de la mesure de financement du service 9-1-1 prévue à l'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 8 JUIN 2007**

**DATE :** Le 21 juin 2007

Étaient présents :

Monsieur Ghislain K. Amega (MAMR)  
Monsieur François Bernier (Ville de Montréal)  
Monsieur Richard Boyer (ACUQ/Ville de Montréal)  
Monsieur Richard Busque (CAUCA/FQM)  
Monsieur Patrick Carrier (FQM)  
Monsieur François Girard (MAMR)  
Monsieur Marc Grandisson (MFQ)  
Monsieur André Labrie (MCC)  
Monsieur Gilles Lachance (MFQ)  
Monsieur Patrick Lahaie (FQM)  
Monsieur Pierre Lambert (MAMR)  
Monsieur Gilles Lemieux (MSP)  
Monsieur Richard Montpetit (UMQ)  
Madame Carole Raîche (ACUQ/UMQ)  
Monsieur Daniel Veilleux (CAUCA/FQM)  
Monsieur Bernard Guay (MAMR)

**1. CONTEXTE GÉNÉRAL**

Dans le cadre de la démarche conjointe visant à mettre en œuvre la mesure concernant le financement des centres d'appels 9-1-1, prévue dans l'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités, le groupe de travail mandaté à cette fin s'est réuni pour la seconde fois. Les personnes provenant des organismes représentant les centres d'appels ont participé à la réunion à titre de représentants des partenaires municipaux (Union des municipalités du Québec - UMQ, Fédération québécoise des municipalités - FQM et Ville de Montréal).

**2. QUESTIONS ABORDÉES**

► **La démarche entreprise par la CAUCA et la FQM auprès des entreprises de téléphonie sans fil et du CRTC**

Les représentants de la Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA) et de la FQM ont fait état des objectifs de cette démarche, de son déroulement et de son état d'avancement.

Une lettre adressée le 30 mai 2007 à la ministre des Affaires municipales et des Régions par l'Association canadienne des télécommunications sans fil a été déposée par le MAMR. L'Association souhaite que la question de la contribution des entreprises de téléphonie cellulaire au coût des centres 9-1-1 soit traitée dans une perspective d'ensemble et être entendue par le groupe de travail. Le MAMR a indiqué qu'un projet de lettre répondant favorablement à cette demande a été soumis à la signature de la ministre<sup>1</sup>. Une réunion devra donc être prévue avec l'Association, si possible en juillet.

<sup>1</sup> Cette lettre a été signée le 21 juin 2007.

Les participants ont convenu que les discussions avec les entreprises de téléphonie concernant une possible adhésion aux ententes existantes et les travaux concernant la mise en place d'une taxe feraient l'objet d'une démarche intégrée conduite sous l'égide du groupe de travail. Cette démarche concernerait l'ensemble des entreprises et du territoire québécois et viserait à respecter, dans toute la mesure du possible, l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les représentants de la FQM confirment leur adhésion à cette orientation.

► **L'examen du rapport Prévost sur les dépenses des centres d'appels 9-1-1**

Pour pouvoir établir le taux d'un tarif municipal ou d'une taxe, il est nécessaire de s'appuyer sur une projection valable du nombre d'abonnés susceptibles de contribuer et des dépenses des centres 9-1-1 à financer. Le rapport Prévost déposé par l'UMQ apparaît constituer une base utile pour estimer le coût des centres 9-1-1. Étant donné que les participants n'ont pas eu le temps d'en faire un examen approfondi, il est convenu de reporter la discussion à une réunion ultérieure. L'UMQ s'assurera auprès de l'auteur, monsieur Pierre Prévost, que celui-ci puisse se rendre disponible pour cette discussion.

► **Les modalités proposées de la mesure**

Le MAMR dépose un document esquissant les modalités de la mesure envisagée, en demandant aux autres participants de lui faire part des corrections, précisions ou ajouts qu'ils souhaiteraient y voir apporter. Ce document sera ajusté au fur et à mesure de l'évolution des travaux et constituera, dans sa version finale, la proposition du groupe de travail quant aux modalités de la mesure.

Par ailleurs, afin d'éviter d'engorger les réunions du groupe de travail par une multitude de discussions visant à clarifier des questions factuelles, il est convenu que le MAMR, le ministère de la Santé publique (MSP) et le ministère des Finances du Québec (MFQ) élaboreront une liste de questions à clarifier et la transmettront aux autres participants pour obtenir leurs réponses. Il est également prévu que le ministère de la Culture et des Communications (MCC) poursuivra les démarches entreprises en vue d'obtenir des données aussi exhaustives que possible sur le nombre d'abonnés des divers types de téléphonie.

### **3. PRINCIPAUX SUIVIS**

- Convocation par le MAMR d'une rencontre avec l'Association des télécommunications sans fil dès que la ministre aura signé la lettre à son intention, idéalement d'ici la mi-juillet. Une délégation formée de membres du groupe de travail sera constituée en vue de cette rencontre;
- Prévoir une rencontre après la mi-août pour examiner le rapport Prévost, ainsi que les autres éléments d'information pertinents (ex. : statistiques sur les abonnés obtenues par le MCC);
- Transmission par le MAMR, le MSP et le MFQ d'une liste des questions factuelles et réponse des autres participants;
- Transmission par les participants de commentaires sur le document sur les modalités de la mesure, déposé par le MAMR à la réunion du 8 juin.

Par Ghislain K. Amega et Bernard Guay  
MAMR/DPFE

## Rencontre Table Québec-municipalités (TQM)

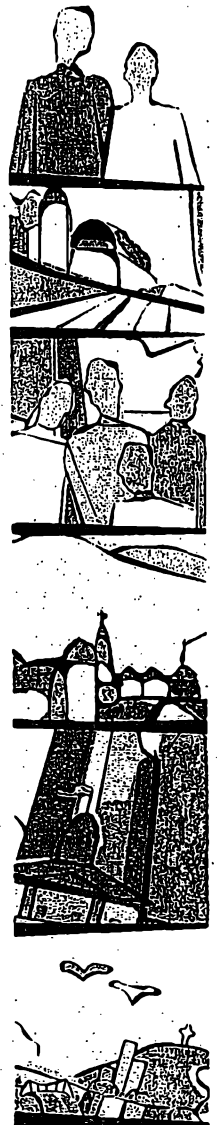
Le 7 décembre 2007

Château Frontenac, salon Frontenac

11h 15 à 15h 30

### Projet d'ordre du jour

1. Ouverture de la rencontre et adoption de l'ordre du jour
2. Bancs d'essai en décentralisation (sable et gravier, baux de villégiature) (Mme Nathalie Normandeau)
3. Information sur le volet municipal du montant de 30 MMS pour les infrastructures (Mme Nathalie Normandeau)
4. Sujets relevant du ministère des Transports (Mme Julie Boulet)
  - ✓ Rapport de la Table québécoise de la sécurité routière : recommandations pour améliorer la sécurité routière (rapport de Jean-Marie De Koninck)
  - ✓ Reprise par le gouvernement des ponts municipaux
  - ✓ Suivi de l'entente sur le déficit du métro
5. Politique internationale du Québec : Plan d'action 2006-2009 (Mme Monique Gagnon-Tremblay)
6. Sujets relevant du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
  - ✓ Présentation du Plan d'intervention sur la gestion des fleurs d'eau de cyanobactéries
  - ✓ Mise en œuvre de la Loi sur le développement durable :
    1. Implication des municipalités (assujettissement)
    2. Commission parlementaire sur la Stratégie de développement durable
7. Divers suivis et dépôt de documents
  - ✓ Suivi des travaux des comités de travail sectoriels :
    1. Comité permanent de liaison Environnement-Municipalités
    2. Comité de partenariat en transport avec le milieu municipal
  - ✓ Réunion de la TQM du 20 octobre 2006
    1. Compte rendu
    2. Modalités de fonctionnement de la TQM
    3. Stratégie de communication (proposition)
  - ✓ Dépôt du rapport de la Table Québec-régions sur la mise en œuvre du protocole d'entente avec les présidents des conférences régionales des élus (CRÉ)
8. Points d'information sur d'autres dossiers
  - ✓ Diversification des sources de revenus pour le monde municipal
  - ✓ Projet de modification législative sur les carrières et sablières
  - ✓ TQR : dépôt de documents (ordre du jour et compte rendu)



## RÉVISION DE LA LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

---

Comité d'orientation  
Rencontre du 30 janvier 2008, 13h30 à 16h30

Ministère des Affaires municipales et des Régions  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec  
Salle RC-09 Tour Thais-Lacoste Frémont

---

### ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

1. Mot de bienvenue.
2. Révision de l'échéancier de travail.
3. Discussion finale entourant la proposition de modification législative relative aux pouvoirs réglementaires en matière d'urbanisme.
4. Varia.

**Comité d'orientation**  
**sur la révision de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

---

**Compte rendu**

Troisième rencontre : Mercredi, 30 janvier 2008, 13.30 h — 17 h  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
Salle RC-9 de la Tour Thaïs Lacoste-Frémont  
10 rue Pierre-Olivier-Chauveau, Québec  
Québec

---

Étaient présents à la réunion sous la présidence de M. Marc Croteau (MAMR) :

M. Jacques Boivin (MAMR)  
M. Jean-Claude Cayla (Ville de Montréal)  
Mme Marie-Lise Côté (MAMR)  
Mme Diane Fortin (UMQ)  
M. Claude Hallé (CMQ)  
M. Jacques Hardy (MAMR)  
M. Farid Harouni (FQM)  
M. Fernand Martin (Ville de Québec)  
M. Louis Massicotte (MAMR)  
Mme Odile Simard (MAMR)  
Mme Céline Soucy (MAMR)

Absents : Gérald Bolduc (CMM)

Rédigé par Jacques Boivin, mars 2008

P.S : Pour toute communication relative à cette rencontre, vous êtes invité à contacter M. Boivin au téléphone (418) 691-2015, poste 3044 ou par courriel [jacques.boivin@mamr.gouv.qc.ca](mailto:jacques.boivin@mamr.gouv.qc.ca)

## Préambule

Le président, Monsieur Croteau, souhaite la bienvenue aux membres du comité d'orientation et présente l'ordre du jour.

### 1. Révision de l'échéancier de travail

Dans un premier temps, le président et M. Boivin exposent brièvement les changements apportés à l'échéancier de travail. Ainsi, il est précisé :

- Que l'échéancier doit dorénavant être considéré comme étant plus ferme et plus serré ce qui entraînera plus de pression pour l'ensemble des partenaires;
- Que les travaux sur le Bloc II (consultation et référendum) et le Bloc III (Intervention de l'État) seront démarrés d'une manière simultanée bien que la date du dépôt de la proposition législative puisse différer;
- Qu'il n'y aura dorénavant qu'une seule rencontre après le dépôt d'une proposition législative et non des rencontres de type « aller-retour ».

Le président invite les participants à soumettre des commentaires au fur et à mesure de la présentation. Parmi les points abordés, les discussions ont principalement porté sur :

- La nécessité de repenser le rôle du comité d'orientation. Les représentants du milieu municipal s'interrogent sur le moment de leur intervention, sur le fait qu'il ne semble pas exister de différence entre leur groupe et les autres tables de discussion de même que sur la nécessité de revoir point par point des objets sur lesquels des spécialistes se sont déjà prononcées. De plus, ils estiment préférable et plus profitable pour leurs autorités respectives d'axer leurs commentaires sur les orientations et les principes qui sous-tendent la proposition législative plutôt effectivement que de débattre leur contenu article par article.
- Les autorités du ministère précisent qu'il est préférable que le comité d'orientation continue d'être consulté en premier lieu puisque ce dernier dégage des lignes de travail et balise les discussions pour les deux autres tables de travail. De plus, les autorités s'engagent à évaluer si effectivement il ne serait pas approprié de soumettre et de discuter (préalablement ou non) avec le comité d'orientation les orientations et les principes qui servent de toile de fond aux choix législatifs plutôt que de s'attarder à son contenu.

### 2 Suggestions et commentaires particuliers sur la proposition législative

Le président invite les participants à formuler des commentaires et des suggestions relativement aux diverses parties de la proposition législative. L'ensemble du texte législatif est passé au crible et, hormis certaines interrogations et corrections suggérées, rien dans son contenu ne fait l'objet d'une véritable remise en question par les participants.

### 3 Varia

En guise de conclusion, le président invite les participants à échanger de manière informelle sur la question du référendum en matière de règlements d'urbanisme considérant que ce sujet fait l'objet de la prochaine proposition législative.

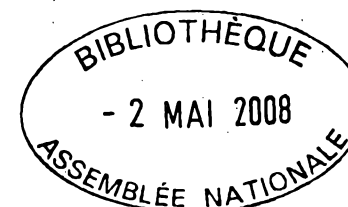


**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 50

Coûts relatifs au processus des défusions depuis 2003. Indiquer le montant global et ventiler les montants par année en indiquant l'objet de la dépense (études d'impact, fonctionnement, conseil d'agglomération, etc.)

Municipalités	Études	Campagne	Registres	Scrutins	Comités	Mandataires	Total		Grand Total
	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>									
Montréal, V	400 000		4 803 993	1 665 873			5 203 993	1 665 873	6 869 866
<b>Reconstituées</b>									
Baie-d'Urfé, V				61 287	255 080		0	316 367	316 367
Beaconsfield, V				135 941	741 109		0	877 050	877 050
Côte-Saint-Luc, Cité				204 666	1 132 286		0	1 336 952	1 336 952
Dollard-des-Ormeaux, V				297 860	1 322 125		0	1 619 985	1 619 985
Dorval, Cité				136 605	1 020 654		0	1 157 259	1 157 259
Hampstead, V				64 571	410 396		0	474 967	474 967
Kirkland, V				146 164	823 177		0	969 341	969 341
L'Île-Dorval, V				9 656	5 705		0	15 361	15 361
Montréal-Est, V				63 708	426 089		0	489 797	489 797
Montréal-Ouest, V				71 253	346 965		0	418 218	418 218
Mont-Royal, V				138 565	1 095 882		0	1 234 447	1 234 447
Pointe-Claire, V				203 397	1 241 644		0	1 445 041	1 445 041
Sainte-Anne-de-Bellevue, V				71 515	261 053		0	332 568	332 568
Senneville, VL				52 308	225 670		0	277 978	277 978
Westmount, V				145 636	1 447 663		0	1 593 299	1 593 299



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 50

Coûts relatifs au processus des défusions depuis 2003. Indiquer le montant global et ventiler les montants par année en indiquant l'objet de la dépense (études d'impact, fonctionnement, conseil d'agglomération, etc.)

Municipalités	Études	Campagne	Registres	Scrutins	Comités	Mandataires	Total		Grand Total
	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>									
Longueuil, V	198 000		1 131 929	132 792			1 329 929	132 792	1 462 721
<b>Reconstituées</b>									
Boucherville, V				239 400	1 319 370		0	1 558 770	1 558 770
Brossard, V				402 073	1 946 804		0	2 348 877	2 348 877
Saint-Bruno-de-Montarville, V				179 694	981 435		0	1 161 129	1 161 129
Saint-Lambert, V				170 563	896 662		0	1 067 225	1 067 225

<b>Actuelle</b>									
Québec, V	364 000		1 175 301	2 027 169			1 539 301	2 027 169	3 566 470
<b>Reconstituées</b>									
L'Ancienne-Lorette, V				118 319	737 512		0	855 831	855 831
Saint-Augustin-de-Desmaures, M				109 613	966 508		0	1 076 121	1 076 121

<b>Actuelle</b>									
La Tuque, V	75 000		30 969	38 253			105 969	38 253	144 222
<b>Reconstituées</b>									
La Bostonnais, M				26 340	127 867	39 624	0	193 831	193 831
Lac-Édouard, M				19 582	92 980	15 656	0	128 218	128 218

<b>Actuelle</b>									
Les Îles-de-la-Madeleine, M	64 000		57 544	50 707	406 878		121 544	457 585	579 130
<b>Reconstituée</b>									
Grosse-Île, M				37 385	205 395		0	242 780	242 780

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 50

Coûts relatifs au processus des défusions depuis 2003. Indiquer le montant global et ventiler les montants par année en indiquant l'objet de la dépense (études d'impact, fonctionnement, conseil d'agglomération, etc.)

Municipalités	Études	Campagne	Registres	Scrutins	Comités	Mandataires	Total		Grand Total
	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>									
Cookshire-Eaton, V	25 500		18 026				43 526	0	43 526
<b>Reconstituée</b>									
Newport, CT				31 388		78 703	0	110 091	110 091

<b>Actuelle</b>									
Rivière-Rouge, V	49 000		42 182	49 806			91 182	49 806	140 988
<b>Reconstituée</b>									
La Macaza, M				54 522		170 963	0	225 485	225 485

<b>Actuelle</b>									
Sainte-Agathe-des-Monts, V	39 000		59 829	59 064			98 829	59 064	157 893
<b>Reconstituée</b>									
Ivry-sur-le-Lac, M				41 427		146 019	0	187 446	187 446

<b>Actuelle</b>									
Sainte-Marguerite-Estérel, V	14 000		22 646				36 646	0	36 646
<b>Reconstituée</b>									
Estérel, V				35 117		191 530	0	226 647	226 647

<b>Actuelle</b>									
Mont-Tremblant, V	45 000		86 738	58 661			131 738	58 661	190 399
<b>Reconstituée</b>									
Lac-Tremblant-Nord, M				32 627		50 430	0	83 057	83 057

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 50

Coûts relatifs au processus des défusions depuis 2003. Indiquer le montant global et ventiler les montants par année en indiquant l'objet de la dépense (études d'impact, fonctionnement, conseil d'agglomération, etc.)

Municipalités	Études	Campagne	Registres	Scrutins	Comités	Mandataires	Total		Grand Total
	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>									
Mont-Laurier, V	49 000		50 710				99 710	0	99 710
<b>Reconstituée</b>									
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, M				34 882		100 405	0	135 287	135 287

<b>Actuelles (sans defusion)</b>									
Adstock, M	25 000		18 461				43 461	0	43 461
Alma, V	39 000		36 121				75 121	0	75 121
Beauharnois, V	38 000		62 298	99 925			100 298	99 925	200 223
Gatineau, V	225 000		396 228	783 629			621 228	783 629	1 404 857
Grenville-sur-la-Rouge, M	25 000		6 061				31 061	0	31 061
Lac-Etchemin, M	29 000		13 217				42 217	0	42 217
Lacolle, M	25 000		9 288	45 228			34 288	45 228	79 516
Lévis, V	235 000		297 673	351 588			532 673	351 588	884 261
Magog, V	59 000		76 416	73 192			135 416	73 192	208 608
Matane, V	64 000		37 005	55 180			101 005	55 180	156 185
Métis-sur-Mer, V	15 000		14 020	34 312			29 020	34 312	63 332
Mont-Joli, V	25 000		25 486	34 998			50 486	34 998	85 485
Port-Cartier, V	45 000		25 640				70 640	0	70 640
Rimouski, V	64 000		86 892				150 892	0	150 892
Rouyn-Noranda, V	95 000		73 467	63 375			168 467	63 375	231 843
Saguenay, V	249 000		267 163				516 163	0	516 163
Saint-Georges, V	44 000		53 293	35 017			97 293	35 017	132 310
Saint-Hyacinthe, V	44 000		90 741	50 819			134 741	50 819	185 560
Saint-Jean-sur-Richelieu, V	95 000		119 308	72 563			214 308	72 563	286 871
Saint-Jérôme, V	44 000		133 239				177 239	0	177 239
Saint-Pie, V	25 000		17 151				42 151	0	42 151

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 50

Coûts relatifs au processus des défusions depuis 2003. Indiquer le montant global et ventiler les montants par année en indiquant l'objet de la dépense (études d'impact, fonctionnement, conseil d'agglomération, etc.)

Municipalités	Études	Campagne	Registres	Scrutins	Comités	Mandataires	Total		Grand Total
	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge du Ministère	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	À la charge de la municipalité	Ministère	Municipalités	
<b>Actuelles (sans défusion)</b>									
Saint-Sauveur, V	24 750		21 490				46 240	0	46 240
Salaberry-de-Valleyfield, V	38 000		102 243	127 702			140 243	127 702	267 945
Sept-Îles, V	44 000		83 506	34 998			127 506	34 998	162 504
Shawinigan, V	95 000		126 569	270 304			221 569	270 304	491 874
Sherbrooke, V	225 000		458 660	237 404			683 660	237 404	921 063
Sutton, V	20 300		21 803	58 346			42 103	58 346	100 449
Terrebonne, V	46 000		134 431				180 431	0	180 431
Thetford Mines, V	65 000		73 405	100 956			138 405	100 956	239 362
Trois-Rivières, V	149 000		196 855				345 855	0	345 855
Val-d'Or, V	74 000		64 346				138 346	0	138 346

<b>Dépenses non réparties</b>	0	400 000	0	1 447 394	0	0	1 847 394	0	1 847 394
<b>Actuelles - Total</b>	3 612 550	0	10 622 343	6 611 862	406 878	0	14 234 893	7 018 740	21 253 632
<b>Reconstituées - Total</b>	0	0	0	3 336 063	18 030 031	793 330	0	22 159 424	22 159 424

<b>Grand Total</b>	3 612 550	400 000	10 622 343	11 395 319	18 436 909	793 330	16 082 287	29 178 164	45 260 451
--------------------	-----------	---------	------------	------------	------------	---------	------------	------------	------------

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 51

Liste des droits d'oppositions auxquels se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2007-2008. Indiquer l'objet du litige et les municipalités en cause. Fournir une copie de la correspondance adressée à la ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

Depuis le 14 décembre 2006, date de l'entrée en vigueur du Projet de loi 55, il appartient désormais à la Commission municipale du Québec de rendre une décision concernant les droits d'opposition

Voir tableau et pièces en annexe.



**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision Commentaires</b>
RCG 06-019-1 29 novembre 2007	Règlement modifiant le règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019)	Ville de Mont-Royal 07-1244 17 décembre 2007	27 décembre 2007 CM-62718	29 février 2008 (198200) Approbation
RCG 07-042 20 décembre 2007	Règlement autorisant un emprunt de 300 000 000 \$ pour l'acquisition de compteurs d'eau, de manomètres, de débitmètres et de vannes de régulation ainsi que des travaux de modification ou de construction de chambre de vanne	<p>Ville de Mont-Royal 07-1243 17 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>08-102 14 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007</p> <p>-----</p> <p>Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue 12-363-07 17 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>01-003-08 15 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Beaconsfield 2007-12-466 19 décembre 2007 (avis prématuré)</p> <p>-----</p>	<p>27 décembre 2007 CM-62719</p> <p>15 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>9 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>27 décembre 2007 (reçu du MAMR) CM-62719</p> <p>17 janvier 2008 CM-62719</p> <p>-----</p> <p>27 décembre 2007 (MAMR) CM-62719</p> <p>-----</p>	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision Commentaires</b>
		Ville de Baie d'Urfé 2008-01-11 8 janvier 2008	11 janvier 2008 CM-62179	
		----- Ville de Hampstead 2008-004 7 janvier 2008	----- 14 janvier 2008 CM-62719	
		----- Ville de Dollard-des-Ormeaux 08 0118 15 janvier 2008	----- 16 janvier 2008 (télécopie) 17 janvier 2008 (poste) CM-62719	
		----- Ville de Kirkland CM08 022 14 janvier 2008	----- 17 janvier 2008 (télécopie) 18 janvier 2008 (courrier) CM-62719	
		----- Village de Senneville 2008-01-377 16 janvier 2008	----- 17 janvier 2008 (télécopie) 22 janvier 2008 (poste) CM-62719	
		----- Ville de Montréal-Ouest 20080115-005 15 janvier 2008	----- 18 janvier 2008 CM-62719	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision Commentaires</b>
RCG 07-033 20 décembre 2007	Règlement sur la tarification de l'eau à certaines municipalités reconstituées (exercice financier 2008)	<p>Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007</p> <p>-----</p> <p>Mont-Royal 08-0103 14 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Kirkland CM08 023 14 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Montréal-Ouest 20080115-004 15 janvier 2008</p>	<p>9 janvier 2008 CM-62726</p> <p>-----</p> <p>15 janvier 2008 CM-62726</p> <p>-----</p> <p>17 janvier 2008 (télécopie) 18 janvier 2008 (courrier) CM-62726</p> <p>-----</p> <p>18 janvier 2008 CM-62726</p>	
RCG 07-034 20 décembre 2007	Règlement sur les taxes (exercice financier 2008)	<p>Pointe-Claire 2007-620 21 décembre 2007</p> <p>-----</p> <p>Ville de Baie d'Urfé 2008-01-10 8 janvier 2008</p> <p>-----</p> <p>Ville de Dorval CM08 002 14 janvier 2008</p> <p>-----</p>	<p>9 janvier 2008 CM-62727</p> <p>-----</p> <p>11 janvier 2008 CM-62727</p> <p>-----</p> <p>16 janvier 2008 CM-62727</p> <p>-----</p>	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision Commentaires</b>
		Ville de Kirkland CM08 0024 14 janvier 2008	17 janvier 2008 (télécopieur) 18 janvier 2008 (poste) CM-62727	
		----- Ville de Montréal-Ouest 20080115-003 15 janvier 2008	18 janvier 2008 CM-62727	
		----- Ville de Westmount 2008-01-02 16 janvier 2008	18 janvier 2008 (courrier recommandé) CM-62727	
		----- Ville de Dollard-des-Ormeaux 08-0119 15 janvier 2008	16 janvier 2008 (télécopie) 17 janvier 2008 (courrier recommandé) CM-62727	
		----- Ville de Côte-Saint-Luc 080101 14 janvier 2008	17 janvier 2008 CM-62727	
		----- Ville de Beaconsfield 2008-01-005 17 janvier 2008	21 janvier 2008 (télécopie) 22 janvier 2008 (poste prioritaire, transmise le 21 janvier 2008)	

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision Commentaires</b>
RCG 08-004 31 janvier 2008	Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)	Mont-Royal (V) 08-0212 25 février 2008	26 février 2008 CM-62768	

**Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Montréal**

<b>Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008</b>	<b>Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008</b>
Mont-Royal (4) Pointe-Claire (2) Sainte-Anne-de-Bellevue (1) Beasconfield (2) Hampstead (1) Dollard-des-Ormeaux (2) Kirkland (3) Senneville (1) Montréal-Ouest (1) Baie d'Urfé (1) Dorval (1) Westmount (1)	Une décision rendue approuvant le règlement. Quatre (4) dossiers à l'étude.

CM-62718

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 29 février 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Montréal a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro RCG-06-019-1, modifiant le règlement du conseil d'agglomération, numéro RCG-06-0191, sur la définition de l'aide à l'entreprise;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement numéro RCG-06-019-1 a été adopté le 29 novembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 21 décembre 2007, la Ville de Mont-Royal transmettait à la Commission municipale son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 07-1244, adoptée le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Montréal a soumis ses prétentions à l'effet que :

- l'opposition de la Ville de Mont-Royal ne lui a pas été transmise dans le délai légal prévu à la loi;
- le deuxième alinéa de l'article 115 de la loi impose qu'une copie vidimée de la résolution par laquelle cette opposition a été formulée devait être transmise simultanément, dans un délai de 30 jours de l'adoption du règlement à la Commission et à chaque autre municipalité liée;
- en vertu du troisième alinéa de l'article 115 de la loi, aucune opposition n'a ainsi été communiquée à la Ville de Montréal dans le délai imparti;
- le règlement numéro RCG-06-019-1 est en vigueur et bénéficie de la prescription de validité;
- la Commission n'a pas compétence pour entendre l'opposition au règlement numéro RCG-06-019-1.

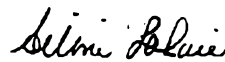
**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition de la Ville de Mont-Royal n'a pas été transmise à la Ville de Montréal dans le délai prévu à l'article 115 de la loi;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission n'a pas compétence pour traiter l'opposition de la Ville de Mont-Royal;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec rejette l'opposition de la Ville de Mont-Royal au sujet du règlement numéro RCG-06-019-1, adopté par le conseil d'agglomération de Montréal, puisque celle-ci n'a pas été transmise à la Ville de Montréal dans le délai légal.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
CA-2006-27 21 décembre 2006	Règlement modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-5 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-032 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62284 20 janvier 2007 CM-62284	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-46 21 décembre 2006	Règlement imposant des taxes foncières et des tarifs pour l'exercice financier 2007	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-4 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-034 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62283 20 janvier 2007 CM-62283	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-47 21 décembre 2006	Règlement prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts des municipalités liées pour le financement des dépenses de la société de transport de Longueuil pour l'exercice financier 2007	Saint-Bruno-de-Montarville 070115-7 15 janvier 2007 Saint-Lambert 2007-01-035 20 janvier 2007	16 janvier 2007 CM-62286 20 janvier 2007 CM-62286	14 mai 2007 Approbation
CA-2006-48 25 janvier 2007	Règlement modifiant la détermination des voies de circulation, des conduites d'aqueduc et des conduites d'égout sanitaire et pluvial constituant les réseaux qui font l'objet des articles 34, 35 et 36 du décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil pour l'exercice financier 2007 (SE-2007-48)	Saint-Bruno-de-Montarville 070219-4 19 février 2007	21 février 2007 CM-62338	14 mai 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
CA-2007-68 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-68 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 ----- Saint-Bruno-de-Montarville 080115-2 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62729 ----- courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62729	17 mars 2008 (198249) Approbation
CA-2007-69 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-69 modifiant le règlement CA02006-35 sur le partage des dépenses mixtes	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 ----- Saint-Bruno-de-Montarville 080115-3 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62730 ----- CM-62730 Par courriel le 16 janvier 2008 CM-62730	17 mars 2008 (198250) Approbation
CA-2007-70 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-70 prévoyant que des dépenses d'agglomération sont réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de l'article 118.3 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 ----- Saint-Bruno-de-Montarville 080115-4 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008-01-18 CM-62731 ----- courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62731	17 mars 2008 (198251) Approbation



**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL**  
**DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**  
**EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
CA-2007-71 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-71 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale pour l'exercice des compétences du conseil d'agglomération	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 -----	Courriel le 16 janvier 2008 Poste 18 janvier 2008 CM-62733 -----	17 mars 2008 (198253) Approbation
CA-2007-75 17 décembre 2007	Règlement CA-2007-75 déterminant le changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables découlant de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale (L.Q., 2007, c.10) et des décisions prises pour l'exercice financier 2008 suite à son adoption et prévoyant des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal	Saint-Lambert 2008-01-009 9 janvier 2008 ----- Saint-Bruno-de-Montarville 080115-5 15 janvier 2008	Par courriel le 16 janvier 2008 CM-62732 Poste : 18 janvier 2008 ----- courrier électronique 16 janvier 2008 CM-62732	17 mars 2008 (198252) Approbation

**Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Longueuil**

Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2006-2007	Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008
Saint-Lambert (3) Saint-Bruno-de-Montarville (4)	9 décisions approuvant les règlements.
Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008	
Saint-Lambert (5) Saint-Bruno-de-Montarville (4)	

CM-62284

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-27 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-27 a été adopté le 21 décembre 2006;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-5, adoptée le 15 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-032, adoptée le 20 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert soumettent que la décision de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant aux équipements d'intérêt collectif leur cause un préjudice, du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- La décision de l'agglomération en ce qui a trait à la modification du partage des responsabilités quant aux équipements d'intérêt collectif fut adoptée en vertu de l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés aux équipements d'intérêt collectif, en contrepartie, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'il** n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif;

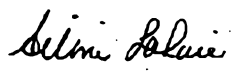
**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-27, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62283

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-46 imposant des taxes foncières et des tarifs pour l'exercice financier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-46 a été adopté le 21 décembre 2006;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-4, adoptée le 15 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-034, adoptée le 20 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif leur causent un préjudice, du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;
- Le traitement des factures du Réseau de transport de Longueuil devrait être le même que celui relatif aux factures concernant l'Agence métropolitaine de transport, l'École nationale de police du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec;
- Le fait que la Ville de Saint-Lambert n'a pas à assumer les coûts de plusieurs conduites d'égout et d'aqueduc qui traversent son territoire pour desservir le territoire des villes voisines;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération en ce qui a trait aux modifications du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif furent respectivement adoptées en vertu des articles 22, 27 et 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;

- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif, en contrepartie, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;
- Les factures du réseau de transport de Longueuil ne peuvent être traitées comme étant des frais d'administration devant faire l'objet d'un partage en vertu du règlement sur les dépenses mixtes, étant donné qu'il s'agit d'une dépense d'agglomération;
- La Ville de Saint-Lambert doit assumer une situation identique à toutes les autres municipalités de l'agglomération situées en aval de d'autres municipalités dans les différents réseaux d'égout;
- La quote-part de la Ville de Saint-Lambert sera diminuée d'un montant de 38 000 \$ par rapport au budget de l'année 2006, du fait de la délégation des réseaux d'aqueduc et d'égout aux villes de l'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 112 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que le Réseau de transport de Longueuil envoie directement ses factures aux villes liées concernant les quotes-parts devant être versées pour l'année 2007;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel, aux conduites d'égout et d'aqueduc, ainsi qu'aux équipements d'intérêt collectif;

**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-46, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-47 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts des municipalités liées pour le financement des dépenses de la Société de transport de Longueuil pour l'exercice financier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-47 a été adopté le 21 décembre 2006;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070115-7, adoptée le 15 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 20 janvier 2007, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-01-035, adoptée le 20 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités leur causent un préjudice du fait que leur budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas les dépenses relatives au Réseau de transport de Longueuil;
- Le traitement des factures du Réseau de transport de Longueuil devrait être le même que celui relatif aux factures concernant l'Agence métropolitaine de transport, l'École nationale de police du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- L'agglomération n'est pas responsable du fait que les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert ont adopté leur budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local des villes liées augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au Réseau de Transport de Longueuil, les contribuables de ces villes ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus cette dépense;
- Les factures du réseau de transport de Longueuil ne peuvent être traitées comme étant des frais d'administration devant faire l'objet d'un partage en vertu du règlement sur les dépenses mixtes, étant donné qu'il s'agit d'une dépense d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 112 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que le Réseau de transport de Longueuil envoie directement aux villes liées ses factures relatives aux quotes-parts pour l'année 2007;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-47, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm



CM-62338

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro CA-2006-48 modifiant la détermination des voies de circulation, des conduites d'aqueduc et des conduites d'égout sanitaire et pluvial constituant les réseaux qui font l'objet des articles 34, 35 et 36 du décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil pour l'exercice financier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2006-48 a été adopté le 25 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 21 février 2007, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 070219-4, adoptée le 19 février 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville soumet que les décisions de l'agglomération de modifier pour l'année 2007 le partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc lui causent un préjudice, du fait que son budget local pour l'année 2007 a été adopté avant celui de l'agglomération et ne prévoyait donc pas ces dépenses;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Les décisions de l'agglomération en ce qui a trait aux modifications du partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc furent respectivement adoptées en vertu des articles 22 et 27 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- L'agglomération n'est pas responsable du fait que la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a adopté son budget de l'année 2007 avant celui de l'agglomération;
- La Ville de Longueuil a avisé à l'avance les villes liées des changements potentiels au budget de l'agglomération;
- Si le budget local d'une ville liée augmente pour assurer le paiement des coûts reliés au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc, en contrepartie, les contribuables de cette ville ne sont pas pénalisés parce que la facture qu'ils devront payer à l'agglomération ne contient plus ces dépenses;

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération en regard du partage des responsabilités quant au réseau artériel et aux conduites d'égout et d'aqueduc;

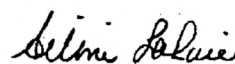
**CONSIDÉRANT QUE** la Ville Saint-Bruno-de-Montarville n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2006-48, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62729

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-68 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'agglomération de Longueuil;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-68 a été adopté le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-2, adoptée le 15 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Le règlement a pour effet de créer un nouveau réseau artériel situé presque en totalité sur le territoire de la Ville de Longueuil. Le retrait de certains éléments de la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif de l'agglomération ne modifie pas la charge fiscale des contribuables, qui continueraient à payer les règlements d'emprunt pour des équipements dont les bénéfices sont limités aux territoires des villes où ils sont situés.

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Le règlement a été adopté en vertu de l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, laquelle règle les questions soulevées par les opposantes.
- Le règlement élimine la péréquation pour les dépenses liées aux équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif, qui constituait un irritant décrié par les villes reconstituées.
- L'article 16 du règlement démontre que le partage des dettes passées n'est pas affecté par cette décision.

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu des articles 39 et suivants de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de modifier sa liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

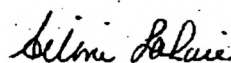
**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-68, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62730

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-69 modifiant le règlement CA-2006-35 sur le partage des dépenses mixtes;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-69 a été adopté le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-3, adoptée le 15 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les villes opposantes n'ont aucun droit de regard sur les dépenses encourues par la Ville de Longueuil ni sur leur répartition entre ses dépenses propres et ses dépenses mixtes.
- Les villes opposantes n'ont aucune certitude quant à l'imputation des dépenses administratives de la ville à l'agglomération.
- La vérification de ces dépenses échappe à toute vérification externe indépendante.
- La Ville de Saint-Lambert reconnaît spécifiquement que le règlement adopté respecte la décision de la Commission municipale rendue en 2006, mais n'accepte pas ses effets sur la charge fiscale des résidents de l'agglomération de Longueuil.

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- C'est la Commission municipale qui a décrété par résolution le 21 juillet 2006 le règlement sur le partage des dépenses mixtes de la Ville de Longueuil pour l'année 2006.
- Elle a pris acte de cette décision et s'en est tenue aux principes proposés en adoptant le règlement numéro CA-2006-35 sur le partage des dépenses mixtes pour l'année 2007.
- Le règlement numéro CA-2007-69 prolonge la période d'application du règlement numéro CA-2006-35 pour l'exercice financier 2008.

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 69 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit d'établir des critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

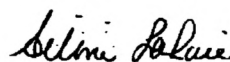
**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-69, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62731

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-70 prévoyant que des dépenses d'agglomération sont réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-70 a été adopté le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-4, adoptée le 15 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Le règlement remplace le coefficient de calcul du potentiel fiscal de 1,65 à 0,48 à compter de l'année 2008, contrairement aux intentions du législateur.
- Cette modification du coefficient de calcul a été établie sans concertation, et porte préjudice à la stabilisation de la fiscalité des municipalités, rendant difficile la planification structurée de développement.

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- La modification du coefficient prévu à l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* a été effectuée en concertation avec les villes liées.
- Les villes opposantes se sont volontairement exclues des discussions.

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 118.3 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider que des dépenses d'agglomération soient réparties en fonction d'un autre critère que ce qui est prévu au premier alinéa de cet article;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;


**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT** QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-70, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire



CM-62733

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-71 prévoyant les modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale pour l'exercice des compétences du conseil d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-71 a été adopté le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Lambert contient essentiellement les motifs suivants :

- La capacité de payer de ses citoyens connaît un sommet sans précédent depuis la reconstitution des villes.
- La ville est confrontée à une augmentation des quotes-parts.

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- Le législateur a amendé la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* pour y ajouter les articles 118.2 et suivants, afin de permettre au conseil d'agglomération de Longueuil de prévoir le financement des dépenses par des quotes-parts payées par les villes liées de l'agglomération.

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par la ville concernée doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de l'article 118.4 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, l'agglomération de Longueuil est en droit de décider des modalités d'établissement des quotes-parts et de leur paiement par les municipalités liées pour le financement des dépenses de la municipalité centrale dans le cadre de l'exercice des compétences du conseil d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Lambert n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers ses contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Ville de Saint-Lambert;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-71, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62732

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 17 mars 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-75 déterminant le changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables découlant de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (L.Q. 2007, c. 10) et des décisions prises pour l'exercice financier 2008 suite à son adoption et prévoyant des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération numéro CA-2007-75 a été adopté le 17 décembre 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 080115-5, adoptée le 15 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** le 16 janvier 2008, la Ville de Saint-Lambert transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2008-01-009, adoptée le 9 janvier 2008;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert contiennent essentiellement les motifs suivants :

- Les villes s'opposent au règlement qui introduit l'application du calcul de la fiscalité selon le potentiel fiscal et qui fixe le coefficient de calcul à 1,65 plutôt qu'à 0,48.
- Ces changements causent un préjudice financier réel et permanent aux villes opposantes.
- Le bénéfice du changement de méthodologie imposé pour le calcul de la répartition des quotes-parts n'apparaîtra pas avant une période de 7 ans.

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Longueuil a soumis les motifs suivants :

- L'article 52 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale* (L.Q. 2007, c. 10) permet à l'agglomération d'étaler dans le temps les effets des changements décidés par le conseil d'agglomération au sujet de son mode de fonctionnement.
- Pour l'année 2008, les quotes-parts ont été établies en s'assurant d'une neutralité fiscale pour le territoire de chaque ville liée, par rapport à l'imposition d'une taxe d'agglomération.
- Le règlement a été adopté conformément aux lois et décrets en vigueur et ne contient aucune mesure inéquitable envers les contribuables des villes opposantes.

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par les villes concernées doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale*, l'agglomération peut déterminer un changement du fardeau fiscal des municipalités liées et de leurs contribuables, et décider de prévoir des mesures d'étalement du changement de ce fardeau fiscal;

**CONSIDÉRANT QU'il** n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;

**CONSIDÉRANT QUE** les villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert n'ont pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition des villes de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro CA-2007-75, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Longueuil.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE COOKSHIRE-EATON  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Date d'adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission Commentaires</b>
80-2007-A 5 février 2007	Règlement décrétant et imposant les taux de taxes et de compensation de l'Agglomération de Cookshire-Eaton pour l'année 2007	Newport 2007-023 7 février 2007	1 <sup>er</sup> mars 2007 CM-62340	18 mai 2007 Approbation

CM-62340

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 18 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Cookshire-Eaton a transmis à la Commission municipale du Québec le règlement de l'agglomération, numéro 80-2007-A, décrétant et imposant les taux de taxes et de compensation de l'agglomération de Cookshire-Eaton pour l'année 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de l'agglomération, numéro 80-2007-A, a été adopté le 5 février 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 1<sup>er</sup> mars 2007, la Municipalité de Newport transmettait à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 2007-023 adoptée le 7 février 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux parties la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QU'**en vertu des dispositions de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Commission n'a pas à trancher sur :

- la couverture de risques en sécurité incendie,
- la fourniture d'information et de statistiques par la ville-centre,
- la proportion des dépenses d'administration dans le budget d'agglomération,
- le règlement traitant de la rémunération des élus,
- les valeurs foncières employées pour établir le partage de coûts,
- le mode de taxation employé par l'agglomération pour se procurer les revenus nécessaires afin de payer les dépenses et les activités prévues au budget.

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission n'a pas à intervenir en regard des choix effectués à l'intérieur du programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'agglomération, lesquelles décisions ne peuvent faire l'objet d'une opposition par la Municipalité de Newport;

**CONSIDÉRANT QUE** les motifs invoqués par la Municipalité de Newport doivent être pertinents au recours exercé en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**CONSIDÉRANT QU'**il n'est pas du pouvoir de la Commission d'intervenir au niveau de l'opportunité des choix effectués par le conseil d'agglomération;


**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Newport n'a pas établi que le règlement adopté par l'agglomération contenait des mesures inéquitables envers leurs contribuables;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition de la Municipalité de Newport;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST RÉSOLU QUE la Commission municipale du Québec approuve le règlement numéro 80-2007-A, adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Cookshire-Eaton.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 27 20 décembre 2006	Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement à certaines dépenses (R.A.V.Q. 38)	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-572 15 janvier 2007 L'Ancienne-Lorette 20-07 15 janvier 2007	19 janvier 2007 CM-62299 19 janvier 2007 CM-62299	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 107 22 décembre 2006	Règlement imposant des taxes et des compensations pour l'exercice financier 2007	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-571 15 janvier 2007 L'Ancienne-Lorette 19-07 15 janvier 2007	19 janvier 2007 CM-62300 19 janvier 2007 CM-62300	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 132 6 février 2007	Règlement décrétant des travaux de rénovation du Centre Michel-Labadie situé au parc Chauveau et un emprunt (500 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	L'Ancienne-Lorette 46-07 13 février 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-634 5 mars 2007	20 février 2007 CM-62344 6 mars 2007 CM-62344	Aucune décision Règlement abrogé par le règlement 229 Dossier clos – lettre transmise le 30 mai 2007
R.A.V.Q. 124 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux de nature mixte de rénovation et de réaménagement de l'Hôtel de ville et un emprunt (4 850 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-633 5 mars 2007 L'Ancienne-Lorette 65-07 13 mars 2007	6 mars 2007 CM-62363 15 mars 2007 CM-62363	11 avril 2007 Approbation



**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 134 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux d'aménagement du Parc de la Montagne-des-Roches et un emprunt (300 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-635 5 mars 2007	6 mars 2007 CM-62364	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 139 20 février 2007	Règlement décrétant des travaux de nature mixte de rénovation de l'édifice F.X. Drolet et un emprunt (150 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-636 5 mars 2007 L'Ancienne-Lorette 70-07 13 mars 2007	6 mars 2007 CM-62365 15 mars 2007 CM-62365	11 avril 2007 Approbation
R.A.V.Q. 148 20 février 2007	Règlement modifiant le règlement R.A.V.Q. 55 décrétant des travaux de réfection et de réaménagement de bâtiments et de certains ouvrages municipaux ainsi que les services professionnels et le personnel d'appoint y afférents et un emprunt (1 148 500\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Demaures RVSAD-2007-637 5 mars 2007	6 mars 2007 CM-62366	11 avril 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 163 6 mars 2007	Règlement décrétant l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et un emprunt(8 202 000\$) nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-683 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62406	15 mai 2007 Approbation
R.A.V.Q. 164 6 mars 2007	Règlement décrétant une dépense mixte pour l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et un emprunt (10 483 000\$) nécessaires au paiement des coûts qui y sont rattachés.	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-684 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62407 (suspendu en mai 2007 – en attente de modification du règlement)	7 février 2008 Approbation
R.A.V.Q. 143 20 mars 2007	Règlement modifiant la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement au stade de soccer intérieur dans le parc Chauveau	L'Ancienne-Lorette 79-07 21 mars 2007 <hr/> Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-686 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62389 <hr/> 5 avril 2007 CM-62389	14 mai 2007 Refus

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 167 20 mars 2007	Règlement décrétant l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV située dans l'arrondissement Beauport du réseau artériel	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-687 2 avril 2007	5 avril 2007 CM-62408	15 mai 2007 Approbation
R.A.V.Q. 170 20 mars 2007	Règlement modifiant la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement à la partie du Mont- Bélair située à l'extérieur de la Base de plein air de Val-Bélair.	L'Ancienne-Lorette 81-07 21 mars 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-689 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62391 5 avril 2007 CM-62391	4 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 169 20 mars 2007	Règlement décrétant des travaux d'aménagement au Mont-Bélair et un emprunt de 300 000\$	L'Ancienne-Lorette 80-07 21 mars 2007 Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-688 2 avril 2007	26 mars 2007 CM-62390 5 avril 2007 CM-62390	4 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 176 20 mars 2007	Règlement décrétant le versement d'une contribution financière à la fondation de la faune de Québec et un emprunt à ces fins	L'Ancienne-Lorette 82-07 21 mars 2007	26 mars 2007 CM-62392	14 mai 2007 Refus

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 168 3 avril 2007	Règlement décrétant des travaux pour la réalisation d'une partie des projets d'agglomération du programme triennal d'immobilisations 2007 à 2009 et un emprunt de 53 345 000\$	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-710 16 avril 2007  L'Ancienne-Lorette N : 100-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62441  1 <sup>er</sup> mai 2007 CM-62441	18 juin 2007 Approbation - 197865
R.A.V.Q. 154 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-705 16 avril 2007	27 avril 2007 CM-62436	7 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 155 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-706 16 avril 2007  L'Ancienne-Lorette N° 97-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62437  1 <sup>er</sup> mai 2007 CM-62437	7 juin 2007 Approbation

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 156 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-707 16 avril 2007  L'Ancienne-Lorette n° 98-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62438  1 <sup>er</sup> mai 2007 CM-62438	7 juin 2007 Approbation
R.A.V.Q. 157 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-708 16 avril 2007  L'Ancienne-Lorette N° 99-07 24 avril 2007	27 avril 2007 CM-62439  1 <sup>er</sup> mai 2007 CM-62439	11 juin 2007 Approbation - 197863
R.A.V.Q. 166 3 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur la réalisation du règlement sur le programme de subvention pour promouvoir la réalisation d'ouvrages de stabilisation des rives des cours d'eau et des lacs et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-2007-709 16 avril 2007	27 avril 2007 CM-62440	11 juin 2007 Approbation - 197864

**DROIT D'OPPOSITION – AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC –  
DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC  
EXERCICE FINANCIER 2007-2008**

<b>Règlement Adoption</b>	<b>Objet</b>	<b>Municipalité No de résolution Date d'adoption</b>	<b>Réception CMQ No de dossier CMQ</b>	<b>Date de la décision de la Commission municipale Commentaires</b>
R.A.V.Q. 150 17 avril 2007	Règlement de l'agglomération sur des interventions en matière de transport, de travaux routiers, de trottoirs et de pistes cyclables et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	L'Ancienne-Lorette 110-07 8 mai 2007	14 mai 2007 CM-62457	11 juin 2007 - 197862 Approbation
R.A.V.Q. 136 19 février 2008	Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le versement d'une subvention à la Commission de la capitale nationale pour l'aménagement et la mise en valeur de la fontaine de Tourny et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés	Saint-Augustin-de-Desmaures RVSAD-208-1198 3 mars 2008	20 mars 2008 CM-62815	

**Tableau Récapitulatif – Droit d'opposition – Agglomération de Québec**

Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2006-2007	Nombre de décisions rendues par la Commission durant l'exercice 2007-2008
L'Ancienne-Lorette (9) Saint-Augustin-de-Desmaures (7)	20 décisions dont 18 règlements approuvés et 2 désapprouvés; Un (1) dossier a été fermé sans aucune décision puisque le règlement a été abrogé; Un (1) dossier est en traitement.
Municipalité et nombre d'oppositions formulées durant l'exercice financier 2007-2008	
L'Ancienne-Lorette (5) Saint-Augustin-de-Desmaures (13)	

CM-62299

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 décembre 2006 le règlement R.A.V.Q. 27 intitulé : Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement à certaines dépenses;

**CONSIDÉRANT QUE** le 19 janvier 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-572 et 20-07 adoptées le 15 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les municipalités contiennent essentiellement les motifs suivants :

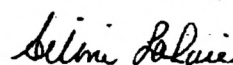
- l'utilisation de formules mathématiques au lieu de critères proprement dits;
- l'impossibilité de valider le règlement sur le partage des dépenses mixtes compte tenu de l'information fournie;
- la contestation de la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif et du réseau artériel et des montants en découlant;
- le coût d'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout établi à 19,7 % et non à 6,74 %;
- l'absence d'une comptabilité distincte pour les activités mixtes.

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque, malgré sa complexité, le règlement R.A.V.Q. 27 modifiant les règlements R.A.V.Q. 5 et R.A.V.Q. 38 détaille de manière plus pointue les dépenses mixtes;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 27 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire



CM-62300

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 20 décembre 2006 le règlement R.A.V.Q. 107 intitulé : « Règlement de l'agglomération sur l'imposition des taxes et des compensations pour l'exercice financier de 2007 »;

**CONSIDÉRANT QUE** le 19 janvier 2007, les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros 19-07 et RVSAD-2007-571 adoptées le 15 janvier 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures contiennent essentiellement les motifs suivants :

- les revenus d'agglomération sont incomplets à l'égard des amendes provenant des constats d'infraction, de la subvention à la Capitale et de la compensation pour les droits sur les divertissements;
- les documents fournis ne sont pas suffisamment détaillés pour valider l'application du règlement sur le partage des dépenses mixtes (R.A.V.Q. 27);
- le budget de l'agglomération a augmenté de 40 106 000 \$ transférant aux villes liées des dépenses de proximité de la Ville de Québec;
- les coûts du déneigement, de l'entretien du réseau artériel, du réseau d'aqueduc et d'égout et des activités qui en découlent sont exagérés. Il en est de même des dépenses relatives aux équipements d'intérêt collectif;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions puisque :

- l'imputation des revenus d'agglomération provenant des amendes reliées aux infractions relatives à la circulation et au stationnement, de la subvention à la Capitale et de la compensation pour les droits sur les divertissements est conforme à la loi;
- l'écart budgétaire qui est de 24 321 628 \$, est attribuable principalement à l'application du règlement R.A.V.Q. 27, à la sécurité publique, à l'administration générale, au transport collectif des personnes, aux équipements d'intérêt collectif et à la gestion des immeubles;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 107 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,

*Céline Lahaie*

Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62344

Québec, le 30 mai 2007

Monsieur Serge Morin, avocat  
Service des affaires juridiques  
Ville de Québec  
2, rue des Jardins  
Québec (Québec) G1R 4S9

**Objet : Règlement R.A.V.Q. 132**

---

Monsieur,

J'accuse réception du Règlement R.A.V.Q. 229 lequel abroge le Règlement R.A.V.Q. 132 pour lequel les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures se sont opposées.

En conséquence, la Commission municipale considère ce dossier comme étant clos.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La secrétaire de la Commission,

Céline Lahaie, notaire

CL/mfa

c. c. Ville de Québec  
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures  
Ville de L'Ancienne-Lorette

CM-62363

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 124 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de rénovation et de réaménagement de l'Hôtel de Ville et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 6 et 15 mars 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-633 et 65-07 adoptées respectivement les 5 et 13 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par les municipalités contient essentiellement les motifs suivants :

- la Ville de Québec n'a pas fait parvenir l'ordre du jour et les documents au plus tard le 10<sup>e</sup> jour précédant la séance du conseil d'agglomération;
- l'hôtel de ville n'est pas prévu à la liste des infrastructures et équipements d'intérêt collectif;
- les critères de répartition des dépenses mixtes sont inconnus;

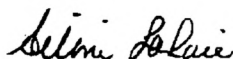
**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque :

- l'hôtel de ville de Québec est un bâtiment de nature mixte, puisqu'il est utilisé par des fonctionnaires qui y exécutent des tâches qui relèvent tant de l'agglomération que de la proximité;
- le partage de la dépense mixte relative aux travaux de rénovation et de réaménagement de l'hôtel de ville s'effectue suivant l'article 8.2 du règlement R.A.V.Q. 5 et ses amendements relatifs au partage des dépenses mixtes;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 124 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62364

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 134 intitulé : « Règlement de l'agglomération sur des travaux d'aménagement du Parc de la Montagne-des-Roches et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés »;

**CONSIDÉRANT QUE** le 6 mars 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-635 adoptée le 5 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- l'équipement ne rencontre pas les critères des articles 39 à 45 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- l'équipement a été arbitrairement inclus par la Ville de Québec comme étant une matière relevant de l'agglomération;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque le Parc de la Montagne-des-Roches est énuméré à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif en annexe du Décret 1211-2005 concernant l'agglomération de Québec.

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 134 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62365

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 139 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de rénovation de l'édifice F.X. Drolet et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 6 et 15 mars 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-636 et 70-07 adoptées respectivement les 5 et 13 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- l'édifice F.X. Drolet est une bâtisse de compétence de proximité;
- le règlement R.A.V.Q. 5 modifié par le règlement R.A.V.Q. 27 ne fait pas état de critères permettant de distinguer une dépense mixte d'une dépense de proximité;
- l'édifice F.X. Drolet n'étant pas utilisé par la Ville de L'Ancienne-Lorette ne répond pas aux critères de l'article 68 de la Loi;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement fait référence pour sa mise en œuvre au règlement R.A.V.Q. 5, lequel fait l'objet d'une contestation devant les tribunaux;
- l'affectation de dépenses relevant de l'agglomération pour cet immeuble n'est pas formellement prévue par une Loi, un décret ou autrement;

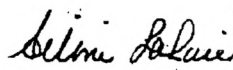
**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions puisque :

- l'édifice F.X. Drolet est utilisé à la fois par le service de la gestion des immeubles et le personnel de deux sections de la division des opérations de la Ville de Québec, et à ce titre, ce bâtiment sert tant pour les services de proximité que pour ceux de l'agglomération;
- l'article 3 du règlement R.A.V.Q. 139 prévoit le partage de la dépense suivant les dispositions du règlement R.A.V.Q. 5 et ses amendements relatifs au partage des dépenses mixtes;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 139 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62366

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 avril 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 février 2007 le règlement R.A.V.Q. 148 intitulé : « Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de réaménagement de bâtiments et de certains ouvrages municipaux ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint y afférents et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés »;

**CONSIDÉRANT QUE** le 6 mars 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition au règlement R.A.V.Q. 148 aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-637 adoptée le 5 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement est incompatible avec la législation;
- la mise en œuvre de la dépense relative à la réfection des infrastructures du 911 à Beauport aurait été acceptée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures si la dépense avait été ventilée des autres dépenses et adoptée séparément avant l'adoption définitive du règlement;

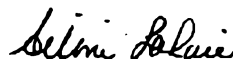
**CONSIDÉRANT QUE** le règlement R.A.V.Q. 148 a pour objet de redéfinir la nature de la dépense relative à la Centrale d'urgence 911, sise au 255, rue Clemenceau, dans l'arrondissement de Beauport, modifiant ainsi le règlement R.A.V.Q. 116;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement R.A.V.Q. 148 porte sur une matière constituant une compétence d'agglomération;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 148 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62406

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 15 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 6 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 163 intitulé : Règlement de l'agglomération sur l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 5 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-683 adoptée le 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la municipalité contient essentiellement les motifs suivants :

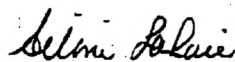
- Le manque d'information sur la répartition des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- Les équipements informatiques ne sont pas prévus à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition puisque les équipements informatiques et technologiques visés par ce règlement sont dédiés à certains services d'agglomération, dont la sécurité publique et l'évaluation municipale;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 163 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm



CM-62407

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 février 2008.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 6 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 164 intitulé : Règlement de l'agglomération sur une dépense mixte pour l'acquisition du matériel et de logiciels ainsi que sur les services professionnels et le personnel d'appoint requis pour les mises en service de solutions d'affaires en matière de technologie de l'information et de télécommunication et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 5 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-684 adoptée le 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la municipalité contenait essentiellement les motifs suivants :

- Le manque d'information sur la répartition des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- Les équipements informatiques ne sont pas prévus à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission informait le 30 mai 2007 les municipalités qu'elle suspendait l'étude du règlement R.A.V.Q. 164 jusqu'à ce que le règlement R.A.V.Q. 5 soit modifié pour prévoir la règle de partage des coûts d'immobilisation relatifs aux technologies de l'information et aux télécommunications;

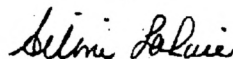
**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 18 décembre 2007, le règlement R.A.V.Q. 262 intitulé : Règlement modifiant le règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes relativement aux dépenses en matière de technologie de l'information et de télécommunication ainsi qu'en vérification législative et en administration générale, lequel modifie le R.A.V.Q. 5 et ses amendements et prévoit notamment à son article 3 la règle de partage;

**CONSIDÉRANT QU'**aucune opposition n'a été formulée à l'égard du règlement R.A.V.Q. 262;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 164 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire



CM-62389

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 143 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement au stade de soccer intérieur dans le parc Chauveau;

**CONSIDÉRANT QUE** les 23 mars et 5 avril 2007, les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros 79-07 et RVSAD-2007-686 adoptées les 21 mars et 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

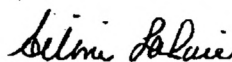
- L'équipement ne rencontre pas les conditions des articles de 39 à 45 de la Loi et particulièrement celles énoncées à l'article 40, puisqu'il n'est pas construit;
- Le projet de stade à construire ne tient pas compte des autres projets à l'étude dans les autres municipalités liées;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il y a lieu de retenir les oppositions, puisque le stade de soccer dans le parc Chauveau est à l'état de projet et de ce fait, il ne rencontre pas les critères de l'article 40 de la Loi et qu'il est prématuré de l'ajouter à la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif.

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec désapprouve le règlement R.A.V.Q. 143 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62408

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 15 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 167 intitulé : Règlement de l'agglomération sur l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV située dans l'arrondissement de Beauport du réseau artériel;

**CONSIDÉRANT QUE** le 2 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-687 adoptée le 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la municipalité contient essentiellement le motif suivant :

- L'exclusion d'une portion du réseau artériel dont le terrain sera vendu à un tiers rapportera des revenus; ceux-ci devraient obligatoirement profiter à l'agglomération;

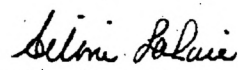
**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque le règlement R.A.V.Q. 167 ne porte que sur l'exclusion d'une partie du boulevard Louis-XIV, lequel fait partie du réseau artériel suivant le décret 1211-2005;

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 22 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* précise que le conseil d'agglomération peut modifier ponctuellement la détermination faisant l'objet d'une disposition du décret;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 167 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62391

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 4 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 170 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la liste des équipements, des infrastructures et des activités d'intérêt collectif relativement à la partie du Mont-Bélair située à l'extérieur de la Base de plein air de Val-Bélair;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 81-07 adoptée le 21 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-689 adoptée le 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- Que l'objet du règlement R.A.V.Q. 170 consiste à ajouter la totalité du Mont-Bélair à la liste des équipements, rendant ainsi possible le paiement des dépenses par les municipalités liées;
- Que la Ville de L'Ancienne-Lorette ne bénéficie pas dudit site;
- Qu'il est inapproprié de financer en commun avec la Ville de Québec les dépenses reliées au règlement R.A.V.Q. 170, puisque le Mont-Bélair n'a pas un caractère unique à l'échelle de l'agglomération et ne rencontre pas les conditions de l'article 40 de la Loi;
- Que le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 40 réfère à un équipement, alors que le Mont-Bélair n'est pas un équipement, mais une élévation se détachant du relief environnant;

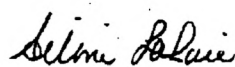
**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures s'oppose à l'inclusion à la liste des équipements de la partie du Mont-Bélair à la Base de plein air de Val-Bélair;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, car l'ajout à la liste des équipements d'intérêt collectif de la totalité du Mont-Bélair s'inscrit dans la consolidation des acquisitions de terrains effectuées depuis 2002 par la Ville de Québec;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 170 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62390

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 4 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007, le règlement R.A.V.Q. 169 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux d'aménagement du Mont-Bélair et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 21 mars 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 80-07 adoptée le 21 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** le 2 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-688 adoptée le 2 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

- Que les travaux sont situés à l'extérieur de la Base de plein air de Val Bélair, équipement reconnu au décret 1211-2005;
- Que le Mont-Bélair n'est pas mentionné à l'annexe du décret et que les coûts ne peuvent être imputés à l'agglomération mais plutôt à la proximité;
- Que le Mont-Bélair ne rencontre pas les conditions prévues à l'article 40 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* et qu'il n'est pas un équipement mais un phénomène naturel se détachant du relief environnemental;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

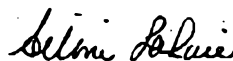
- Le Mont-Bélair ne rencontre pas les critères énumérés à l'article 40 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- Le Mont-Bélair ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 40 pour figurer sur la liste des équipements d'intérêt collectif, à savoir que la municipalité centrale et au moins une municipalité reconstituée financent en commun les dépenses reliées à l'équipement ou partagent les revenus produits par celui-ci;
- Les autres parcs d'agglomération ne comprennent pas les aménagements envisagés.

**CONSIDÉRANT** QU'après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque la dépense projetée par ce règlement constitue une dépense d'agglomération, car cette partie du Mont-Bélair a été ajoutée à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif en vertu du règlement R.A.V.Q. 170;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 169 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62392

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 14 mai 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 20 mars 2007 le règlement R.A.V.Q. 176 intitulé : Règlement de l'agglomération sur le versement d'une contribution financière à la Fondation de la faune du Québec en application de la convention relative à l'acquisition de différents milieux naturels et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 23 mars 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 82-07 adoptée le 21 mars 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce qu'elles ont fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de L'Ancienne-Lorette contient essentiellement les motifs suivants :

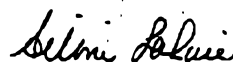
- L'objet du règlement est d'autoriser l'acquisition des terrains au Mont-Bélair par la Fondation de la faune du Québec et une opposition est déjà formulée en regard du règlement visant à inclure la totalité du Mont-Bélair à la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- L'aide financière est versée à une entreprise qui n'est pas visée au paragraphe 11° de l'article 19 de la Loi; paragraphe qui s'applique aux entreprises liées au développement économique;
- Le Mont-Bélair n'est pas un équipement, une infrastructure ou une activité d'intérêt collectif et ne rencontre donc pas les conditions des articles 39 à 45 de la Loi et particulièrement celles énoncées à l'article 40.

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il y a lieu de rétenir l'opposition, puisque cette aide financière n'est pas assujettie à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001).

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec désapprouve le règlement R.A.V.Q. 176 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62441

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 18 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 168 intitulé : Règlement de l'agglomération sur les travaux requis pour la réalisation d'une partie des projets d'agglomération du programme triennal d'immobilisations 2007 à 2009 et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 27 avril et 1<sup>er</sup> mai 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-710 et 100-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

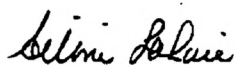
- L'affectation des dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les informations sont insuffisantes concernant le partage des dépenses entre la proximité et l'agglomération;
- La Ville de L'Ancienne-Lorette estime que le pourcentage des travaux décrétés par ce règlement sur son territoire devrait être similaire à sa quote-part, soit 6,12 %;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus et des explications fournies par la Ville de Québec, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir ces oppositions, puisque les travaux visés par ce règlement concernent des matières relevant de l'agglomération;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 168 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

CM-62436

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 154 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 27 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-705 adoptée le 16 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

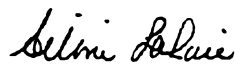
- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise en ce qui a trait aux compétences de proximité ou d'agglomération;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les informations sont insuffisantes concernant le partage des dépenses entre la proximité et l'agglomération;

**CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas lieu de retenir cette opposition**, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 154 relèvent de l'agglomération;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 154 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire



CM-62437

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 155 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 27 avril et 1<sup>er</sup> mai 2007, les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-706 et 97-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

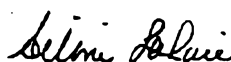
- L'affectation des dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- Les garages des travaux publics situés à Val-Bélair et à Beauport, l'hôtel de ville de Charlesbourg, l'édifice Chauveau, l'atelier municipal, la nouvelle remise au Centre Montmorency, l'installation d'un séparateur d'huile, la protection d'incendie et accès extérieurs à l'hôtel de ville, le programme de réfection des finis extérieurs, l'installation de contrôle de télégestion-equipements de mécanique, l'installation de fournaies à haut rendement et la réfection de pavage de stationnements, ne sont pas des ouvrages d'art municipaux de nature mixte et à l'égard des autres éléments, l'information disponible ne permet pas de le déterminer;
- L'article 3 de ce règlement prévoit que le partage des dépenses doit se faire en conformité avec le règlement sur le partage des dépenses mixtes et ses amendements, règlement contesté par la Ville de L'Ancienne-Lorette principalement en raison des pourcentages qui y sont mentionnés;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 155 sont de nature mixte;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 155 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62438

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 7 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 156 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de réfection et de rénovation de bâtiments, d'équipements et de structures relevant de la compétence d'agglomération et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 27 avril et 1<sup>er</sup> mai 2007, les Villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leurs oppositions à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-707 et 98-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les Villes de Saint-Augustin-de-Desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- La liste des divers équipements mécaniques et électriques, des divers projets d'architecture, de structures et diverses demandes pour des équipements d'agglomération, n'est pas connue;

**CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque le règlement vise des équipements, structures et bâtiments de compétence d'agglomération;**  
**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 156 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62439

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté, le 3 avril 2007, le règlement R.A.V.Q. 157 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des travaux de nature mixte de réfection, de rénovation et de construction de bâtiments, d'équipements et de structures et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** les 27 avril et 1<sup>er</sup> mai 2007, les villes de Saint-Augustin-desmaures et de L'Ancienne-Lorette ont fait connaître à la Commission leur opposition à ce règlement aux termes des résolutions numéros RVSAD-2007-708 et 99-07 adoptées les 16 et 24 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** les oppositions formulées par les villes de Saint-Augustin-desmaures et de L'Ancienne-Lorette contiennent essentiellement les motifs suivants :

- L'affectation de ces dépenses n'est pas prévue précisément par une loi, un décret ou autrement et la ventilation des coûts est imprécise;
- L'adoption d'un règlement d'emprunt ne peut modifier indirectement la liste des infrastructures et activités d'intérêt collectif;
- L'article 3 de ce règlement prévoit que le partage des dépenses doit se faire en conformité du règlement sur le partage des dépenses mixtes et ses amendements, lequel est contesté par la Ville de L'Ancienne-Lorette principalement en raison des pourcentages qui y sont mentionnés;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des réponses reçues de la Ville de Québec concernant la nature mixte des bâtiments et ouvrages d'art ainsi que la localisation des travaux, il n'y a pas lieu de retenir les oppositions, puisque les équipements, structures et bâtiments visés par le règlement R.A.V.Q. 157 sont de nature mixte;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 157 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,

Silmi Lahaie

Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62440

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 3 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 166 intitulé : Règlement de l'agglomération sur la réalisation du règlement sur le programme de subvention pour promouvoir la réalisation d'ouvrages de stabilisation des rives des cours d'eau et des lacs et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 27 avril 2007, la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro RVSAD-2007-709 adoptée le 16 avril 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures contient essentiellement les motifs suivants :

- le règlement n'inclut pas les zones agricoles et forestières qui prédominent sur le territoire de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures;
- ce règlement ne tient pas compte de toute l'agglomération alors que le financement incombe à l'ensemble;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération n'a pas encore adopté le règlement créant le programme de subvention auquel réfère l'article 1 de ce règlement;

**CONSIDÉRANT QUE** la matière visée par ce règlement relève de la compétence de l'agglomération;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse, la Commission considère qu'il n'a pas lieu de retenir l'opposition;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 166 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

CM-62457

**EXTRAIT VÉRITABLE** des minutes de la Commission municipale du Québec, séance du 11 juin 2007.

**CONSIDÉRANT** l'article 115 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001);

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil d'agglomération de la Ville de Québec a adopté le 17 avril 2007 le règlement R.A.V.Q. 150 intitulé : Règlement de l'agglomération sur des interventions en matière de transport, de travaux routiers, de trottoirs et de pistes cyclables et sur l'emprunt nécessaire au paiement des coûts qui y sont rattachés;

**CONSIDÉRANT QUE** le 10 mai 2007, la Ville de L'Ancienne-Lorette a fait connaître à la Commission son opposition à ce règlement aux termes de la résolution numéro 110-07 adoptée le 8 mai 2007;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission a donné aux municipalités la possibilité de présenter leurs observations respectives, ce que la Ville de Québec a fait;

**CONSIDÉRANT QUE** l'opposition formulée par la municipalité liée contient essentiellement le motif suivant :

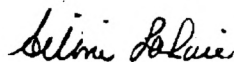
- L'absence d'indications précises de la localisation des travaux effectués;

**CONSIDÉRANT QU'**après analyse des commentaires reçus et la réponse de la Ville de Québec du 1<sup>er</sup> juin 2007, la Commission considère qu'il n'y a pas lieu de retenir l'opposition, puisque les interventions visées concernent le réseau artériel et les pistes cyclables qui sont par le fait même des services d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;

**EN CONSÉQUENCE,**

**IL EST RÉSOLU QUE** la Commission municipale du Québec approuve le règlement R.A.V.Q. 150 adopté par le conseil d'agglomération de la Ville de Québec.

La secrétaire de la Commission,



Céline Lahaie, notaire

/hm

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 52

Liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par la ministre en 2007-2008. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui seront versées.

Fournisseur	Objet du mandat	Coûts (\$)
Les services de médiation et d'arbitrage R.M. inc.	Examiner, de concert avec les personnes désignées respectivement par la Ville de Québec et conjointement par les villes de l'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures, la problématique des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif ainsi que les réseaux artériels de voirie, d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux sur lesquels le conseil d'agglomération de Québec a compétence. Remettre un rapport à la ministre des Affaires municipales et des Régions pour lui faire part des résultats des discussions et, le cas échéant, des recommandations pour solutionner ce dossier.	20 819

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 53

Copie d'état de situation, scénario, tableau comparatif, analyse et/ou rapport concernant les hausses de taxes des municipalités reconstituées et les prévisions contenues dans les rapports (SECOR).

Lors de l'étude des crédits 2006-2007, l'information concernant la comparaison entre la hausse des comptes de taxes constatée en 2006 dans les municipalités reconstituées des agglomérations de Montréal et de Longueuil et ce qui avait été prévu dans les études réalisées en 2004 par la firme SECOR a été fournie.

Quant à l'évolution observée au cours des années suivantes, les documents joints en annexe présentent l'évolution constatée entre 2006 et 2007, selon les informations finales. Celles-ci n'ont été disponibles qu'à l'automne 2007, compte tenu du retard de certaines municipalités à produire leurs prévisions budgétaires corrigées pour l'année 2007. Le ministère n'a pas terminé d'analyser l'évolution constatée entre 2007 et 2008, compte tenu que certaines données sont encore manquantes.

# **Taxes municipales d'une résidence unifamiliale moyenne située dans l'agglomération de Montréal**

Compte de taxes, en \$				
Municipalité	Année		Écart	
	2006	2007	\$	%
Baie-D'Urfe	3 146	3 161	15	0,5
Beaconsfield	4 642	4 772	130	2,8
Côte-Saint-Luc	4 654	4 814	160	3,4
Dollard-Des Ormeaux	3 180	3 260	79	2,5
Dorval	2 587	2 695	108	4,2
Hampstead *	9 312	9 704	392	4,2
Kirkland	3 471	3 523	52	1,5
L'île-Dorval	5 409	5 476	67	1,2
Montréal	2 727	2 772	46	1,7
Montréal-Est	1 500	1 445	-55	-3,7
Montréal-Ouest	5 747	5 938	191	3,3
Mont-Royal	5 837	6 023	186	3,2
Pointe-Clair	2 886	2 985	99	3,4
Sainte-Anne-de-Bellevue	2 670	2 737	68	2,5
Senneville	5 660	5 664	5	0,1
Westmount	9 564	9 753	188	2,0

\* La ville de Hampstead s'est prévaluée en 2007 de la possibilité d'emprunter une somme et de la verser à la ville centrale afin de diminuer, au moyen d'un crédit, les taxes de l'agglomération pour les années 2006 et 2007. Le taux de base de la taxe foncière générale d'agglomération applicable à la catégorie résiduelle en 2007 a été réduit de 0,7172 \$ à 0,4453 \$, soit une baisse de 0,2719 \$ (0,1577 \$ pour 2006 et 0,1142 \$ pour 2007).



# **Taxes municipales d'une résidence unifamiliale moyenne située dans l'agglomération de Longueuil**

Compte de taxes, en \$				
Municipalité	Année		Écart	
	2006	2007	\$	%
Boucherville *	2 284	2 440	157	6,9
Brossard *	2 340	2 080	-260	-11,1
Saint-Bruno-de-Montarville **	2 543	2 504	-39	-1,5
Saint-Lambert **	4 089	4 471	382	9,3
Longueuil	1 856	2 013	157	8,5

\* Les villes de Boucherville en 2006 et Brossard en 2007 se sont prévaluées de la possibilité d'emprunter une somme et de la verser à la ville centrale afin de diminuer au moyen d'un crédit, les taxes de l'agglomération.

\*\* Villes ayant dû déposer un budget supplémentaire pour l'année 2007 afin de financer les transferts de responsabilité effectués par l'agglomération vers le secteur local pour cette année.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 54

Estimation, scénario ou analyse des coûts inhérents au remboursement de la TVQ sur les achats des municipalités. Indiquer le montant global et préciser les montants qui seront versés par année. Indiquer, par municipalité, les sommes qui leur seront versées.

L'Entente 2007-2013 sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités, signée le 27 avril 2006, comprend une mesure de remboursement de la taxe de vente (TVQ) payée par les municipalités, dont la répartition entre les municipalités tient compte d'une règle prévoyant un gain minimal par rapport aux sommes obtenues en 2006 dans le cadre du pacte fiscal précédent. La répartition entre les années des montants prévus par l'Entente pour cette mesure a cependant été modifiée en décembre 2007, avec l'accord des associations municipales et de la Ville de Montréal, afin de tenir compte du coût plus élevé que prévu en 2007 et en 2008 de la règle du gain minimal. L'augmentation de 0,6 M\$ en 2007 et de 2,0 M\$ en 2008 a été compensée par une soustraction de 1,2 M\$ en 2010 et de 1,4 M\$ en 2011.

(M\$)	Montant prévu par l'Entente du 27 avril 2006	Répartition révisée convenue en décembre 2007
2007	144,8	145,4
2008	170,0	172,0
2009	210,0	210,0
2010	255,0	253,8
2011	295,0	293,6
2012	380,0	380,0
2013	472,0	472,0

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 55

Dans le cadre du pacte fiscal, fournir une copie de l'entente intervenue entre les municipalités et le gouvernement.

Le texte de l'Entente 2007-2013 conclue en avril 2006 est jointe en annexe.

**ENTENTE SUR UN NOUVEAU PARTENARIAT  
FISCAL ET FINANCIER AVEC LES MUNICIPALITÉS**

entre

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Jean Charest, premier ministre, par monsieur Michel Audet, ministre des Finances, et par madame Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions

et

LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS, représentée par monsieur Bernard Généreux, président, monsieur Jean-Guy Poirier, premier vice-président, et par monsieur Charles Garnier, second vice-président

et

L'UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC, représentée par Monsieur Jean Perrault, président, monsieur Gilles Vaillancourt, président de la Commission des finances, et madame Andrée Boucher, mairesse de la Ville de Québec

et

LA VILLE DE MONTRÉAL, représentée par monsieur Gérard Tremblay, maire, et monsieur Frank Zampino, président du Comité exécutif

## PRÉAMBULE

La présente entente sur un partenariat fiscal et financier s'inscrit dans une volonté commune de modifier, dans un esprit de partenariat, les relations et les façons de faire entre le gouvernement et les municipalités et de doter les municipalités de revenus prévisibles et stables.

## LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. MESURES FINANCIÈRES

#### 1.1 Engagement financier gouvernemental

Les municipalités<sup>1</sup> bénéficieront des sommes prévues à l'égard de chacune des mesures apparaissant dans le tableau qui suit, pour la période comprenant les années 2007 à 2013. Les montants présentés dans ce tableau constituent l'ensemble de l'engagement financier du gouvernement du Québec en vertu de la présente entente.

(en M\$)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics	166,5	166,5	166,5	166,5	166,5	166,5	166,5
Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7	20,7
Subventions tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Péréquation (incluant la neutralité)	46,8	50,0	50,0	50,0	60,0	60,0	60,0
Taxation des centrales thermiques	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
Aide aux MRC	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Aide aux équipements métropolitains désignés sur le territoire de la CMM	13,3	13,3	13,3	13,3	13,3	13,3	13,3
Remboursement de la TVQ payée par les municipalités	144,8	170,0	210,0	255,0	295,0	380,0	472,0
Total	406,6*	435,0	475,0	520,0	570,0	655,0	747,0
Grand total	3 808,6						

Cette somme sera majorée d'un montant de 3 M\$ pris à même les crédits réguliers du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) pour compléter le financement de la règle du gain minimal (voir 1.2.8 ci-dessous) dans le cas des villes qui bénéficient en 2006 de la mesure périphérique au pacte fiscal 2000-2005 intitulée « Aide aux autres centres urbains ».

<sup>1</sup> Dans la présente entente, le terme de municipalité réfère, à moins d'une mention contraire, aux municipalités locales et, dans le cas des territoires non organisés, aux MRC qui en assurent l'administration.

## 1.2 Mesures et règles d'allocation

- 1.2.1 La mesure visant la bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics sera dotée, pour la durée de l'entente, d'une enveloppe de 166,5 M\$ par année, soit la reconduction de celle allouée en 2006. La répartition de cette enveloppe entre le montant qui s'applique aux immeubles des réseaux supérieurs (santé, services sociaux et enseignement collégial et universitaire), celui qui s'applique aux réseaux primaire et secondaire et celui qui s'applique aux seules écoles primaires demeurera la même qu'en 2006. Les modalités de répartition de ces montants entre les municipalités demeureront les mêmes qu'en 2006, soit une répartition proportionnelle aux compensations obtenues pour les immeubles selon les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 255 de la Loi sur la fiscalité municipale (LFM), étant entendu que la répartition ainsi effectuée reflétera les modifications apportées au calcul de ces compensations pour neutraliser les situations où la réduction du taux global de taxation d'une municipalité se serait traduite par la réduction de ces compensations (voir 2.6 ci-dessous).

Les sommes reliées à la mesure de neutralité des compensations appliquée à la suite d'un regroupement municipal seront, à leur échéance, réaffectées proportionnellement à la bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sous réserve que le pourcentage de compensation de 100 % ne soit excédé pour aucune catégorie d'immeubles.

- 1.2.2 La mesure relative aux compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques sera dotée d'une enveloppe de 20,7 M\$ par année pour la durée de l'entente, soit la reconduction de celle allouée en 2006. La répartition de ce montant entre les municipalités demeurera la même que celle découlant de l'application de la mesure en 2006.
- 1.2.3 La mesure relative aux subventions tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles sera dotée d'une enveloppe de 10,2 M\$ par année pour la durée de l'entente, soit la reconduction de celle allouée en 2006. La répartition de ce montant entre les MRC et les municipalités locales ne faisant pas partie d'une MRC demeurera la même que celle découlant de l'application de la mesure en 2006.
- 1.2.4 La mesure relative à la subvention de péréquation bénéficiera d'une enveloppe, incluant les montants attribués à titre de neutralité financière à la suite d'un regroupement, de 46,8 M\$ en 2007, de 50 M\$ en 2008, 2009 et 2010 et de 60 M\$ par année à compter de 2011. La répartition de l'enveloppe annuelle de péréquation entre les municipalités locales admissibles continuera de s'effectuer suivant les règles et normes prévues dans le *Règlement sur le régime de péréquation* ou suivant celles gouvernant la mesure de neutralité de péréquation, selon le cas. Les sommes allouées à la mesure de neutralité seront, à leur échéance, réaffectées à la mesure de péréquation proprement dite.

Les parties conviennent de réexaminer la formule de péréquation actuelle et que les modifications convenues entre les parties, le cas échéant, entreront en vigueur pour l'exercice 2008 des municipalités, au plus tard.

- 1.2.5 La mesure de taxation des centrales thermiques privées est une mesure fiscale. Une modification législative sera proposée à l'Assemblée nationale afin de permettre aux municipalités ayant des centrales thermiques privées sur leur territoire de les porter à leur rôle d'évaluation dès l'exercice 2007 et de percevoir à leur égard les mêmes taxes et tarifications que pour les autres immeubles non résidentiels.

Note : Le montant annuel de 1,1 M\$ indiqué pour cette mesure correspond à la perte estimée, pour le gouvernement, de revenus de la taxe sur les services publics (TSP) concomitante à l'inscription des immeubles visés au rôle municipal, et non aux revenus que peuvent escompter les municipalités concernées.

- 1.2.6 Le programme d'aide financière aux MRC se verra maintenir une enveloppe de 3,2 M\$ par année pour la durée de l'entente, incluant la reconduction de la somme réservée pour la Table des préfets;
- 1.2.7 La mesure concernant l'aide aux équipements métropolitains désignés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) sera dotée d'un montant annuel de 13,3 M\$ pour la durée de l'entente, lequel sera versé à la CMM aux conditions précisées dans une entente convenue entre le gouvernement du Québec et la CMM.
- 1.2.8 La mesure relative à la taxe de vente du Québec (TVQ) consiste en un remboursement aux municipalités des montants de TVQ qu'elles paient sur leurs achats de biens et services, lequel devrait atteindre un pourcentage de 100 % en 2013, mais pourra représenter un pourcentage variable des dépenses taxables des municipalités au cours de la période antérieure à 2013.

Pour les années de 2007 à 2012 inclusivement, les sommes prévues par l'entente pour chacune des années seront réparties selon la formule décrite dans les paragraphes qui suivent entre les municipalités locales et les MRC qui assurent l'administration de territoires non organisés.

Cette formule consistera à répartir entre ces dernières, dans une première étape, les sommes prévues au prorata des dépenses taxables de fonctionnement et d'immobilisations estimées par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR). Les dépenses taxables considérées seront des dépenses taxables consolidées, soit la somme des dépenses taxables des municipalités locales et des organismes supramunicipaux (MRC, sociétés de transport, etc.) qui en dépendent. Pour éviter l'instabilité des montants alloués en raison de la fluctuation des dépenses d'immobilisations, les dépenses considérées à cette rubrique seront, sauf pour les municipalités de 100 000 habitants et plus, établies selon des moyennes par catégories de municipalités. Les dépenses taxables seront calculées chaque année à partir des rapports financiers municipaux de l'année la plus récente pour laquelle ceux-ci seront disponibles. Pour l'année 2007, des règles particulières seront prévues pour évaluer les dépenses taxables à considérer dans le cas des municipalités liées des agglomérations touchées par des reconstitutions de municipalités.

Cependant, les sommes à allouer selon la méthode précédente seront réduites de celles nécessaires pour assurer à toutes les municipalités un gain minimal par rapport au montant total reçu en 2006, selon les pourcentages suivants :

2007 :	3,69 %
2008 :	9,95 %
2009 :	20,00 %
2010 :	30,00 %
2011 :	40,00 %
2012 :	45,00 %

Le calcul du gain minimal tiendra compte, pour les villes qui bénéficiaient de la mesure périphérique au pacte fiscal intitulée « Aide aux autres centres urbains », du montant obtenu en 2006 dans le cadre de cette mesure.

Enfin, le montant total obtenu par une municipalité pour une année donnée ne pourra excéder celui qu'elle aurait obtenu de la répartition du montant de 747 M\$ prévu pour l'année 2013 selon le tableau de la section 1.1.

Pour 2013, les règles suivantes s'appliqueront à la mesure de remboursement de la TVQ. Advenant que le montant de 472 M\$ prévu pour le remboursement de la TVQ en 2013, dans le tableau de la section 1.1 de la présente entente, soit égal ou supérieur au coût estimé d'un remboursement à 100 % de la TVQ payée pour cette année, tel qu'évalué au plus tard, le 1<sup>er</sup> décembre 2011, la mesure prendra désormais entièrement la forme d'un remboursement complet de la TVQ effectivement payée par chaque organisme municipal. L'écart, s'il en est, entre le coût estimé d'un remboursement complet de la TVQ et le montant de 472 M\$ sera alors réparti entre les municipalités proportionnellement à ce qu'aurait donné la répartition du montant total de 747 M\$ prévu pour l'année 2013 selon le tableau de la section 1.1. Advenant par contre que le montant de 472 M\$ prévu pour le remboursement de la TVQ en 2013 soit inférieur au coût estimé d'un remboursement à 100 % de la TVQ payée, le montant de 472 M\$ sera réparti selon les règles décrites dans les paragraphes qui précèdent et ce n'est qu'en 2014 que la mesure prendra entièrement la forme d'un remboursement complet de la TVQ effectivement payée par chaque organisme municipal.

## 2. AUTRES ÉLÉMENTS

Les parties conviennent :

- 2.1 que des dispositions législatives seront proposées à l'Assemblée nationale afin d'instituer un droit gouvernemental applicable à l'ensemble des services de téléphonie avec ou sans fil, incluant les services Internet, dont le produit sera redistribué aux municipalités pour le financement du service 911. Cette mesure remplacerait l'entente de 1995 concernant le financement de ce service conclue entre les associations municipales et les entreprises de téléphonie par fil;
- 2.2 que des modifications réglementaires seront proposées afin de faire en sorte que les municipalités et les organismes municipaux ne soient plus tenus, à compter de l'année 2007, d'effectuer les versements actuellement requis pour résorber les déficits de solvabilité de leurs régimes de retraite, mais que ces régimes demeureront assujettis aux autres normes de financement. De plus, des règles plus strictes s'appliqueront aux décisions de prendre un congé de colisation ou de bonifier un régime;
- 2.3 qu'à la suite de la mise en place du régime de compensation des coûts nets de la collecte sélective et à la lumière des nouvelles données qui proviendront de la réalisation de l'étude sur les coûts de cette collecte convenue dans le cadre des négociations du régime de compensation, des moyens seront développés pour permettre de pousser plus loin les principes qui soutiennent l'action gouvernementale et ainsi tendre vers une indemnisation complète des coûts de la collecte sélective d'ici 2010, conformément à l'engagement du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Cet objectif pourra concorder avec celui visant à revoir la contribution des médias écrits d'ici cette même année;
- 2.4 que conformément à l'entente convenue à ce sujet avec les associations municipales, les redevances perçues pour l'élimination des matières résiduelles seront, dans une proportion de 85%, remboursées aux municipalités;
- 2.5 que des modifications législatives seront proposées à l'Assemblée nationale afin de prévoir que, selon l'orientation annoncée dans le Discours sur le budget 2006-2007, les immeubles des musées d'État, du Grand Théâtre de Québec, de la Bibliothèque et des Archives nationales du Québec soient assujettis aux taxes municipales et scolaires normalement payables, à compter de l'exercice 2007 des municipalités et de l'année scolaire 2007-2008, respectivement;

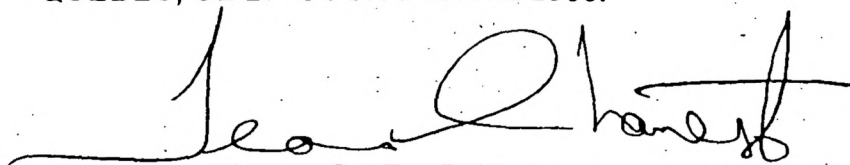


- 2.6 que des modifications législatives seront proposées à l'Assemblée nationale afin que la formule de calcul des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, prévue par les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 255 de la LFM, soit modifiée de manière à neutraliser les situations où la réduction du taux global de taxation (TGT) d'une municipalité faisant suite à une hausse rapide de ses valeurs résidentielles dans le rôle d'évaluation entré en vigueur en 2006 ou dans le prochain rôle d'évaluation entrant en vigueur après 2006, selon le cas, serait susceptible de se traduire par une réduction des compensations versées.

Cette modification prendra la forme d'un coefficient applicable au TGT d'une municipalité afin de neutraliser l'effet d'une évolution différente, dans le rôle entré en vigueur en 2006 ou dans le prochain rôle entrant en vigueur après 2006, selon le cas, de la valeur de l'assiette foncière résidentielle et de celle des immeubles parapublics. Ce coefficient sera récurrent d'un rôle à l'autre et sera ajusté lorsqu'une municipalité applique la mesure d'étalement des valeurs;

- 2.7 que le montant de 6 M\$ actuellement affecté au programme d'aide aux MRC à même les crédits réguliers du MAMR sera reconduit pour chaque année de la présente entente, en sus du montant annuel de 3,2 M\$ prévu pour le même programme au tableau de la section 1.1 et à la rubrique 1.2.6 de la présente entente;
- 2.8 que des dispositions législatives seront proposées à l'Assemblée nationale, afin de permettre l'imposition de droits aux exploitants de carrières et sablières qui ne sont pas situées sur des terres publiques, pour remédier à certaines conséquences négatives de l'exploitation de ces sites, notamment aux dommages causés aux voies municipales;
- 2.9 qu'un comité conjoint sera mis en place afin d'examiner les modalités requises pour s'assurer que les montants représentant un remboursement de TVQ payée par les organismes municipaux soient considérés comme des revenus généraux pour toute fin municipale. S'il y a lieu, des modifications législatives seront proposées à l'Assemblée nationale à cet effet;
- 2.10 qu'un protocole sera conclu entre le gouvernement et la Ville de Québec afin qu'une somme de 7,8 M\$ soit versée à la Ville pour chacune des années 2007 à 2013 à titre de subvention à la Capitale nationale;
- 2.11 que le rôle de la TQM sera revalorisé, en favorisant la consultation des municipalités sur les mesures les concernant et la discussion de ces mesures dans un esprit de partenariat.

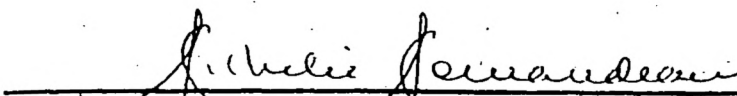
LES PARTIES ONT ACCEPTÉ LES TERMES ET SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE À  
QUÉBEC, CE 27<sup>e</sup> JOUR D'AVRIL 2006.



Le premier ministre



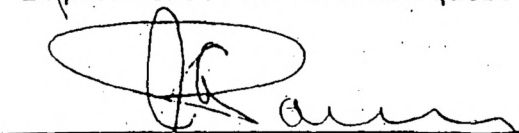
Le ministre des Finances



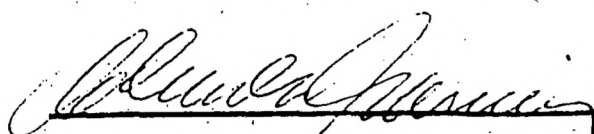
La ministre des Affaires municipales et des Régions



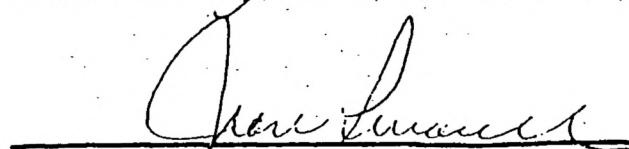
Le président de la Fédération québécoise des municipalités



Le premier vice-président de la Fédération québécoise des municipalités



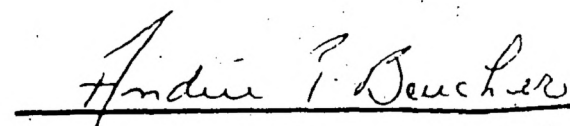
Le second vice-président de la Fédération québécoise des municipalités



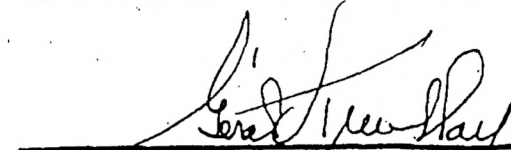
Le président de l'Union des municipalités du Québec



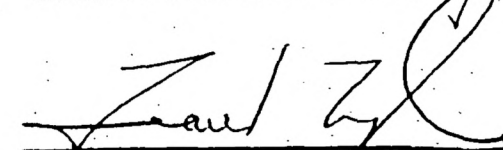
Le président de la Commission des finances de l'Union des municipalités du Québec



La mairesse de la Ville de Québec



Le maire de la Ville de Montréal



Le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 56

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2007-2008 et chacune des 10 dernières années.

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leurs rapports financiers, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies organismes publics de transport et communautés métropolitaines). Les données relatives aux 14 villages nordiques ne sont pas disponibles et ne sont pas compilées dans le tableau.

	ANNÉE MUNICIPALE <sup>(1)</sup>									
	1998 \$	1999 \$	2000 \$	2001 \$	2002 \$	2003 \$	2004 \$	2005 \$	2006 \$	2007 <sup>(1)</sup> \$
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités	856 815 360	783 585 209	755 652 560	731 672 220	733 744 387	679 171 123	678 774 694	655 350 191	657 466 789	725 335 889

(1) Pour les années 1998 à 2006, les données proviennent des documents «Rapport financier» et représentent la dépense réelle. Pour l'année 2007, les données proviennent des documents «Prévisions budgétaires» et représentent les dépenses estimées.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 57

Ventilation des montants accordés à Montréal en 2007-2008 en vertu du contrat de ville. Détailler les sommes par mesure et prévisions pour 2008-2009.

Le contrat de ville de Montréal, d'une durée de cinq ans, prend fin en mars 2008. En date du 13 mars, les résultats pour l'année 2007-2008 ne sont pas disponibles, étant actuellement compilés par les ministères concernés.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 58

Sommes versées à Montréal en vertu du Pacte fiscal en 2007-2008, 2006-2007 et 2005-2006. Ventiler les sommes par mesure et prévisions pour 2008-2009.

Nom du programme	Montant versé					Montant prévu 2008-2009 ,000 \$	
	2005-2006 ,000 \$	2006-2007 <sup>1</sup> ,000 \$		2007-2008 ,000 \$			
			Centrale	Agglomération	Centrale	Agglomération	Centrale
Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics <sup>2, 3</sup>	44 009,1	19 794,3 <sup>4</sup>	29 271,1 <sup>4</sup>	20 849,2	29 365,9	20 419,3	28 652,6
Perte TGE-FFAL et 23,3% FFAL <sup>5</sup>	20 165,8	20 153,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide particulière							
- Péréquation et neutralité de péréquation	233,3	198,2	0,0	131,1	0,0	64,1	0,0
- Aide aux villes-centres <sup>5</sup>	7 937,8	8 120,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diversification des revenus municipaux <sup>5</sup>	17 898,7	16 016,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réorganisation municipale (compensation de mise à niveau) <sup>6</sup>	500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	90 744,7	64 283,0	29 271,1	20 980,3	29 365,9	20 483,4	28 652,6

<sup>1</sup> L'enveloppe budgétaire a été reconduite en considérant une indexation de 2,3 %.

<sup>2</sup> Cette mesure financière s'est intitulée *Hausse des compensations tenant lieu de taxes* jusqu'en 2006.

<sup>3</sup> Le montant versé comprend également la neutralité financière – bonification des compensations tenant lieu de taxes.

<sup>4</sup> En plus, de l'indexation de 2,3 %, les montants de cette mesure financière sont majorés en y affectant, au prorata des sommes allouées à ces compensations en 2005-2006, les sommes auparavant allouées aux mesures non récurrentes de la réorganisation municipale.

<sup>5</sup> Cette mesure financière n'est pas reconduite dans le cadre de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier.

<sup>6</sup> À partir de 2006-2007, l'enveloppe budgétaire de la réorganisation municipale est maintenant constituée uniquement du programme de compensation de mise à niveau pour lequel la Ville de Montréal n'est pas admissible. Cette mesure financière n'est pas reconduite dans le cadre de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 59

Montants versés à la Ville de Montréal, en raison de son statut de Métropole, pour la prise en charge de services offerts par le gouvernement, en vertu du partenariat fiscal et financier ou en vertu de toute entente spécifique avec le gouvernement en 2007-2008.

Aucun montant n'a été versé à la Ville de Montréal en raison de son statut de métropole en 2007-2008.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Question # 60

Sommes allouées en 2007-2008 pour le Fonds de développement de la métropole et prévisions pour 2008-2009. Liste des demandes reçues pour le Fonds, avec pour chacune d'entre elle la décision du ministère et motif du refus, le cas échéant.

- Sommes allouées pour 2007-2008 (Note 1): 17 793 464 \$ (Annexe 1)
  
- Prévisions pour 2008-2009 : 17 500 000 \$
  
- Liste des demandes reçues en 2007-2008 :
  - Projets annoncés 2007-2008 (Annexe 2)
  - Projets refusés 2007-2008 (Annexe 3)

Note 1 : Le montant des engagements 2007-2008 est de 18 500 000 \$.

**Fonds de développement de la métropole**  
**UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES**  
**2007-2008**

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Alchimies, créations et cultures	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du Festival du monde arabe	7 500 \$
Alchimies, créations et cultures	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival du monde arabe	60 000 \$
AlterGo	Réaliser l'édition 2007 du Défi sportif	15 000 \$
AlterGo	Réaliser la promotion et le développement de l'édition 2008 du Défi sportif	68 000 \$
Amis de la montagne (Les) (Mont-Royal)	Réaliser les phases I et II du projet d'intervention pour le <i>Contrôle des vélos de montagne sur le Mont-Royal</i>	45 000 \$
Arcadia, Festival des Jeux vidéo	Réaliser la seconde édition 2006 du Festival Arcadia	6 000 \$
Arcadia, Festival des Jeux vidéo	Réaliser la 3e édition 2007 de Arcadia, Festival des jeux vidéo	28 000 \$
Association des écoles supérieures d'art de Montréal (ADÉSAM)	Réaliser le <i>Laboratoire d'exploration et de recherche interdisciplinaire en art</i>	10 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 d'Elektra	7 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 d'Elektra	28 000 \$
Ateliers créatifs Centre-Sud / Plateau Mont-Royal	Réaliser les travaux d'aménagement lors de l'acquisition de l'immeuble situé au 2205, rue Parthenais à Montréal à des fins d'espaces de production et d'ateliers pour des artistes et des artisans, lequel sera connu sous le nom <i>Le chat des artistes</i>	160 000 \$
ATSA	Réaliser l'édition 2007 de l'événement État d'Urgence	10 000 \$
Auguste Théâtre, L'	Réaliser la mise en marché de l'édition 2006 de l'événement Noël dans le parc	5 000 \$
Auguste Théâtre, L'	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de l'événement Noël dans le parc	20 000 \$
Bach-Académie de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec et aide au démarrage de la 2e édition du Festival Bach de Montréal 2007	20 000 \$
Bouquinistes du Saint-Laurent (Les)	Réaliser la promotion et la mise en marché de l'édition 2007 "Au cœur du livre" des Bouquinistes du Saint-Laurent à Montréal et préparer l'événement de Laval	30 000 \$
Bureau du Cinéma et de la Télévision du Québec	Mise en place du Bureau du Cinéma et de la Télévision du Québec	250 000 \$
CACTUS Montréal	Finaliser les aménagements relatifs à la construction d'un immeuble adapté aux besoins de l'organisme	56 175 \$
Centre d'art public	Réaliser la mise en marché hors Québec d'Artefact Montréal 2007 - Sculptures urbaines	5 000 \$
Centre de création et de diffusion multidimensionnel	Réaliser une étude de faisabilité pour l'implantation d'un centre de création et de diffusion dédié au spectacle équestre multidimensionnel.	9 000 \$
Centre de création interdisciplinaire en art Champ Libre	Réaliser la Manifestation internationale vidéo et art électronique 2006	8 000 \$
Centre de l'entrepreneuriat technologique de l'ETS (CENTECH)	Accroître la capacité du centre à démarrer des entreprises technologiques et industrielles	100 000 \$
Centre d'excellence de Montréal en réhabilitation des sites	Mise en place du Centre	175 000 \$
Centre d'information Arttexte (annonce: Vidéographe distribution)	Réaliser le dernier volet de la planification IMAGO	10 000 \$
Centre international d'art contemporain de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 5e édition 2007 de la Biennale de Montréal	5 000 \$
Challenge Volley-ball extérieur de Repentigny	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Challenge de Volley-ball de Repentigny	20 000 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Achever les travaux relatifs à la composante "Tableau de bord et tableau de bord en ligne" - Aide additionnelle	275 000 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Réaliser la composante Tableau de bord en ligne	35 000 \$
Championnat canadien senior de ballon sur glace 2008	Réaliser les activités du Championnat canadien senior de ballon sur glace 2008	8 000 \$
Circuit mondial volleyball de plage - Montréal	Organiser l'Omniom de Montréal 2007	200 000 \$
Cité des Arts du cirque (TOHU)	Réaliser le Plan de promotion et de mise en valeur de la TOHU (an 2)	50 000 \$
Cité des Arts du cirque (TOHU)	Finaliser la mise en œuvre de la troisième phase du plan de développement de la TOHU (2005-2008).	160 000 \$
Club de Yacht de Montréal (yacht club)	Marina du bassin de l'horloge	25 000 \$
Comité de la Fête nationale de la St-Jean inc.	Réaliser la mise en marché du défilé 2007 de la Fête nationale du Québec	80 000 \$
Comité du secteur aérospatial	Mise en place du Secrétariat de la grappe aérospatiale	80 000 \$
Comité organisateur de la finale Jeux du Québec MRC L'Assomption hiver 2007	Réaliser la 42e finale des Jeux du Québec, hiver 2007	10 000 \$
Comité participation Haïti-Québec-Canada (CPHQC) inc.	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 des fêtes créoles Internationales de Montréal	25 000 \$
Communauté Hellénique de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 du Festival de La Flamme hellénique de Montréal	20 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Réaliser le troisième plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu	600 000 \$
Communauté sépharade unifiée du Québec (CSUQ)	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 du Festival Sefarad de Montréal	5 000 \$
Communication Design Montréal	Soutenir les activités de mise en marché de la 1ère édition du Concours créativité Montréal, novembre 2006	10 000 \$



**Fonds de développement de la métropole**  
**UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES**  
**2007-2008**

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Communication Design Montréal	Réaliser les principales activités 2007 de Créativité Montréal (le concours, le gala, le bulletin électronique hebdomadaire bilingue et la mise à jour du site Internet)	48 000 \$
Conciliation travail-famille Commodus	Réaliser la mise sur pied de la plateforme Web transactionnelle	20 000 \$
Concours hippiques de Blainville (Les)	Réaliser la 19e édition de la Classique internationale de Blainville	16 000 \$
Concours québécois en entrepreneuriat	Concours québécois en entrepreneuriat 8e et 9e édition, 2006 et 2007	5 000 \$
Concours Musical International de Montréal	Concours Musical International de Montréal. Éditions 2006, 2007 et 2008	150 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du Commerce international des arts de la scène (CINARS)	5 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Participations collectives aux marchés internationaux	12 000 \$
Conférence Adapt	Réaliser la seconde édition de la conférence Adapt 2007.	50 000 \$
Conférence interprofessionnelle du design du Québec	Réaliser le forum Valorisation design	16 500 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil	Mettre en place une Table régionale de la filière bioalimentaire à Longueuil	5 000 \$
Congrès National des Italo-Canadiens	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 La Semaine italienne de Montréal	15 000 \$
Conseil de l'industrie des communications du Québec (CICO)	Réaliser le plan d'affaires pour l'industrie de communications au Québec	20 000 \$
Convercité / Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ)	Réaliser l'étude "Impacts et meilleures pratiques des sociétés de développement commercial (SDC et des business improvement areas (BIA) au Québec et au Canada"	8 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Outiller la relève artistique	20 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Réaliser le projet Rendez-vous des sciences et de l'innovation	50 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Des outils d'action pour le développement social à Montréal	33 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Réaliser le projet "Réseau d'échange sur le développement durable"	38 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Réaliser le projet <i>Trousse de bienvenue à Montréal pour les étudiants internationaux</i>	6 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Réaliser la seconde édition du Festival Euréka! en 2008	40 000 \$
Corporation du Centre du Sablon	Réaliser le projet de mise en place d'un centre de conditionnement physique au Centre du Sablon	93 600 \$
Corporation du cinéma Beauvien	Réaliser le projet d'agrandissement et d'amélioration des infrastructures de votre établissement	100 000 \$
Corporation du Mondial Choral	Réaliser la 3e édition du Mondial Choral Loto-Québec	40 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du Festival Coup de cœur francophone	10 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	40 000 \$
CRÉ de Laval	Projet de revitalisation urbaine intégrée dans un secteur qui concentre des problématiques urbaines et sociales	150 000 \$
Créations ETC...	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2007 du Festival Vue sur la relève	5 000 \$
Créations ETC...	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2008 du Festival Vue sur la relève	20 000 \$
Culture pour tous	Réaliser l'édition 2007 des Journées de la Culture	100 000 \$
Cyclo Club Lachine	Mettre sur pied les activités entourant le 30e anniversaire des Mardis cyclistes de Lachine	20 000 \$
Dada Diffusion Art Actuel	Réaliser l'événement Expérience urbaine	25 000 \$
Diagramme gestion culturelle	Réaliser la vitrine en danse contemporaine à la conférence de l'Association of performing art presenters 2008	9 000 \$
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du festival Image+Nation	5 000 \$
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 20e édition du Festival international Image + Nation 2007	20 000 \$
Divers Cité Montréal 94 inc.	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2007 du Festival Divers/Cité	100 000 \$
École de cirque de Verdun	Réaliser le projet Horizon 2006	25 000 \$
Épreuves de la Coupe du Monde de cyclisme féminine	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2007 de la Coupe de Monde de cyclisme féminin de Montréal et du Tour du Grand Montréal	20 000 \$
Escales improbables de Montréal (Les)	Réaliser la mise en marché hors Montréal de l'édition 2007 des Escales Improbables de Montréal	28 000 \$
F.I.P. le Festival international de percussions	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2006 du Festival international de percussions de Longueuil. Du 13 au 15 juillet 2006	3 000 \$
F.I.P. le Festival international de percussions	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2007 du Festival	10 000 \$
Fédération de soccer du Québec	Candidature de Montréal pour l'accueil du championnat du monde de soccer masculin U20 en 2007.	200 000 \$
Fédération internationale du vieillissement	Développer l'Exposition Mondiale de l'innovation: Aménageons une société pour tous les âges	30 000 \$

**Fonds de développement de la métropole**  
**UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES**  
**2007-2008**

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Féeries de Noël du Vieux-Montréal (Les)	Réaliser l'édition 2006 des Féeries de Noël du Vieux-Montréal	5 000 \$
Féeries de Noël du Vieux-Montréal / Édition 2007	Réaliser l'édition 2007 des féeries de Noël du Vieux-Montréal	20 000 \$
Festiblues	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du Festiblues international de Montréal	4 500 \$
FestiBlues	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festiblues international de Montréal	45 000 \$
Festival culturel ibéro-latinoaméricain de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 de Festivalissimo	10 000 \$
Festival culturel ibéro-latinoaméricain de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 de Festivalissimo	40 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 du Marathon international de Montréal du Festival de la santé	9 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Marathon international de Montréal	90 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival de musique de chambre de Montréal	10 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival de musique de chambre de Montréal	40 000 \$
Festival des Films du Monde	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	115 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 35e édition du Festival du nouveau cinéma de Montréal 2006.	10 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	60 000 \$
Festival Fantasia / 11e édition 2007	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival Fantasia	7 000 \$
Festival interculturel du conte de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival interculturel du conte de Montréal	25 000 \$
Festival international de jazz de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival et la 3e édition du Salon des instruments de musique et des musiciens de Montréal	350 000 \$
Festival international de la littérature (FIL), édition 2007	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	15 000 \$
Festival international de Lanaudière	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival de Lanaudière	10 000 \$
Festival international de Musique Pop Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	24 000 \$
Festival international du film sur l'art (FIFA)	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 25e édition 2007 du Festival	10 000 \$
Festival international du film sur l'art (FIFA)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival international du Film sur l'Art (FIFA)	40 000 \$
Festival Juste pour rire	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival Juste pour rire	264 200 \$
Festival Montréal en Lumière	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 8e édition 2007 du Festival	50 000 \$
Festival Montréal en Lumière	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 9e édition 2008 du Festival Montréal en Lumière	400 000 \$
Festival Orgue et couleurs	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival d'automne	20 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser la mise en marché hors Québec de la première édition du Festival TransAmérique (2007)	15 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival TransAmérique	20 000 \$
Fondation BBCM	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival Black and Blue	100 000 \$
Fondation de la tolérance	Procéder à la mise à niveau des équipements de la Caravane de la tolérance	10 000 \$
Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse	Mise en œuvre du plan de promotion et mise en valeur de la fondation	30 000 \$
Fondation Images Lumière Mouvement et Son (FILMS)	Réaliser le projet Série Boulevard Saint-Laurent	12 000 \$
Fondation Métropolis Bleu	Réaliser la mise en marché hors Québec du Festival littéraire international Métropolis bleu 2007	5 000 \$
Fondation Métropolis Bleu	Réaliser la mise en marché hors Québec du Festival littéraire international Métropolis Bleu 2008	20 000 \$
Fonds de promotion canadien la coupe des présidents 2007	Tenue de l'édition 2007 de la Coupe des Présidents par la PGA	75 000 \$
Francofolies de Montréal (Les )	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 des Francofolies de Montréal	435 000 \$
IETM Montréal 2007	Tenir la 31e Réunion plénière de l'IETM Montréal 2007	17 000 \$
Institut de design de Montréal	Réaliser Prix de l'IDM, le mois du design 2007	50 000 \$
Institut de l'événement (IDÉ)	Mettre en place l'Institut de l'événement de Montréal	40 000 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2007 du Forum économique international des Amériques	10 000 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc	Réaliser la promotion hors Québec des éditions 2008 et 2009 du Forum économique international des Amériques	45 000 \$
LABoratoire créatif	Réaliser la mise en œuvre du plan de développement et du plan d'action de l'organisme échelonné sur trois ans	110 000 \$
Maison de quartier de Fabreville	Amélioration des infrastructures	26 000 \$

**Fonds de développement de la métropole**  
**UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES**  
**2007-2008**

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Maison Saint-Gabriel	Réaliser la phase IV du projet de l'aménagement horticole et arboricole du site historique de la Maison Saint-Gabriel	3 000 \$
Médiathèque du Design (La )	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2007 du Salon international du design d'intérieur de Montréal (SIDIM)	20 000 \$
Médiathèque du Design (La )	Réaliser la mise en marché hors Québec du Salon international du design d'intérieur de Montréal (SIDIM), édition 2008	90 000 \$
MEG : Le Montréal Électronique Groove	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du MEG Montréal	50 000 \$
Moisson Montréal	Réaliser une étude de faisabilité et un plan d'affaires pour la mise en place d'installations de cuisine ainsi que pour la mise en marché de produits transformés	24 500 \$
Mondial de Soccer de Laval	Réaliser l'édition 2006 du Mondial de Soccer de Laval	5 000 \$
Mondial de Soccer de Laval	Réaliser l'édition 2007 du Mondial de Soccer de Laval	25 000 \$
Montréal en histoire	Réaliser la conception et la planification de l'événement <i>Montréal en histoire</i>	24 000 \$
Montréal International	Réaliser le plan d'affaires 2005-2007 de la grappe des <i>Sicences de la vie du Montréal métropolitain</i>	100 000 \$
Montréal International	Poursuivre la mise en place du Secrétariat de la grappe des TIC du Montréal métropolitain pour les années 2006-2007 et 2007-2008	110 000 \$
Montréal International	Fonctionnement 2006 et 2007	94 000 \$
Montréal International	Réaliser les activités de promotion internationale, de prospection des investissements étrangers et d'innovation pour les années 2008, 2009 et 2010	1 000 000 \$
Musée des beaux-arts de Montréal	Réaliser la promotion à l'étranger de l'exposition "Il était une fois Walt Disney: aux sources de l'art des studios Disney"	50 000 \$
Musée des enfants de Laval (Le)	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 des <i>Grandes Fêtes du Vieux Sainte-Rose</i>	25 000 \$
MUTEK	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	10 000 \$
Nano Québec	Mettre en œuvre des stratégies du Plan d'action québécois en nano technologie	30 000 \$
Oboro Goboro	Réaliser le projet Télélab	28 000 \$
OFF Festival de Jazz inc. (L' )	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de l'Off Festival de jazz	15 000 \$
Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal (Tourisme Montréal)	Réaliser le Congrès National Tour Association / Crosssphere 2010	30 000 \$
Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal (OCTGM) Tourisme Montréal	Accueillir à Montréal le World Education Congress and Meetingplace du Meeting Professionals International	25 000 \$
Orchestre la Sinfonia de Lanaudière (L' )	Mise en place d'une série de concerts populaires	75 000 \$
Orchestre symphonique de Laval	Réalisation des éditions 2003, 2004 et 2005 des "Concerts champêtres"	5 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser le plan de mise en marché de la série "Les Week ends Pop de l'OSM" de la saison 2006-2007	25 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser les Tournées internationales 2008 et 2009 et la Refonte des saisons estivales pour les étés 2008 et 2009	160 000 \$
Organisation de la jeunesse Chabad Lubavitch	Réaliser la construction d'un nouveau centre communautaire	500 000 \$
Parachute Revue d'art contemporain	Tenir le Congrès de l'Association internationale de conservateurs d'art IKT 2008	20 000 \$
Productions l'Entracte inc.	Réaliser l'édition 2007 de La Grande Mascarade	40 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival international Nuits d'Afrique	10 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival international Nuits d'Afrique	40 000 \$
Quartier des arts du Cheval Blanc	Réaliser la 9e édition 2007 du Symposium des artistes sur la route des fleurs	10 000 \$
Quartier éphémère - Centre d'Arts visuels	Réaliser le projet Plan large	6 000 \$
Régie intermunicipale du canal de Soulanges	Projet de réouverture du canal de Soulanges	20 000 \$
Régie intermunicipale du canal de Soulanges	Fonctionnement de la Régie pour une période de six mois	70 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	24 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2006 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal	5 000 \$
Rendez-vous du cinéma québécois (Les)	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 25e édition 2007 du Festival et réaliser une étude de positionnement de l'organisme dans l'industrie des festivals de films au Québec	20 000 \$
Rendez-vous du cinéma québécois (Les)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 des Rendez-vous du cinéma québécois	45 000 \$
Répercussion Théâtre	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 de Theatre in the Parks/Théâtre en plein air	25 000 \$
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie du Montréal métropolitain / Montréal International	Réaliser le plan d'affaires 2005-2007 de la grappe des Sciences de la vie du Montréal métropolitain	80 000 \$
Sensation mode	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec des 11e et 12e éditions de Semaine de la Mode de Montréal	10 000 \$
Sensation mode	Réaliser la mise en marché hors Québec des 13e et 14e éditions de la Semaine de la mode de Montréal. Automne 2007 et printemps 2008	90 000 \$

**Fonds de développement de la métropole**  
**UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES**  
**2007-2008**

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
Sensation mode	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec du Festival mode et design de Montréal 2007	15 000 \$
Société de développement Angus (SDA)	Réaliser la phase II du Pôle santé Angus	50 000 \$
Société de développement de Montréal	Réalisation des éditions 2004 et 2005 du Concours Commerce design	10 000 \$
Société de promotion du Canal de Lachine	Afin de réaliser, à titre de fonds de démarrage, un plan stratégique 2003-2006 (addenda 2005-10)	5 000 \$
Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC) inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 8e édition du Festival international Montréal en arts 2007	5 000 \$
Société des arts libres et actuels (La)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival Suoni per il popolo	2 000 \$
Société du Havre de Montréal	Réaliser la phase de transition devant mener à la mise en œuvre de la Vision 2025	25 000 \$
Société du Havre de Montréal	Réaliser l'avant-projet du réaménagement de l'autoroute Bonaventure - Phase 1 de la Société du Havre	320 000 \$
Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal "Pointe-à-Callières"	Réaliser la première édition de <i>Histoires gourmandes, les douceurs de Montréal</i>	6 000 \$
Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal "Pointe-à-Callières"	Procéder au renouvellement du spectacle multimédia du musée	300 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ)	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de "La grande rencontre"	24 000 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal (United Irish Societies of Montréal Inc.)	Réaliser le Défilé de la Saint-Patrick 2007	5 000 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal (United Irish Societies of Montréal Inc.)	Réaliser la mise en marché des éditions 2008, 2009 et 2010 du Défilé de la Saint-Patrick	18 000 \$
Sous-Traitance Industrielle du Québec (STIQ)	Journées donateurs d'ordre / Fournisseurs 2007	20 000 \$
TechnoMontréal	Réaliser les deux activités de réseautage pour la première conférence Red Herring Canada 2007	28 000 \$
TechnoMontréal / Montréal International	Poursuivre la mise en place du Secrétariat de la grappe des TIC du Montréal métropolitain pour les années 2006-2007 et 2007-2008	90 000 \$
Terres en vues, Société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser le Festival Présence autochtone 2007	10 000 \$
Terres en vues, Société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2008 du Festival Présence autochtone	40 000 \$
Théâtre du Nouveau Monde	Réaliser le projet d'accueil de Piccolo Teatro et de la production <i>Arlecchino, servitore di due Padroni</i>	20 000 \$
Théâtre Mainline	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival Saint-Ambroise Fringe de Montréal	20 000 \$
Tour Montréal - Boston	Organiser et réaliser le tour cycliste Montréal-Boston. Du 4 au 11 août 2007	150 000 \$
Université Concordia	Réaliser le projet de pré-valorisation du procédé H.E.L.P. (Holo Editorial Layering Process)	33 000 \$
Université de Montréal - Chaire en paysage et aménagement	Réaliser le projet "Le développement durable: 5 projets de paysage pour Longueuil et la Rive-Sud"	20 000 \$
Université du Québec à Montréal	Création d'une Chaire d'étude sur les écosystème	15 000 \$
Université du Québec à Montréal / Groupe de recherche en sociologie des œuvres (GRESO)	Réaliser l'étude / répertoire intitulée <i>Montréal, ville numérique: Création, innovation, diffusion</i>	12 800 \$
Usine C	Réaliser la deuxième édition du Festival Temps d'images 2007	2 000 \$
Usine C	Réaliser la 3e édition du Festival Temps d'images (2008)	9 500 \$
Vélo Québec Événements / Féria du vélo de Montréal édition 2007	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2007 de la Féria du vélo de Montréal	40 000 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 de la Féria du vélo de Montréal	160 000 \$
Vieux-Métiers, les métiers vivants (Les) inc.	Réaliser l'édition 2007 du Festival métiers et traditions de Longueuil	24 000 \$
Vieux-Métiers, les métiers vivants (Les) inc.	Réaliser la première édition (2007) du Marché de Noël et des traditions de Longueuil	24 000 \$
Ville de Longueuil	Projet de revitalisation urbaine intégrée dans une partie du territoire de l'Agglomération de Longueuil qui concentre des problématiques urbaines et sociales	150 000 \$
Ville de Montréal	Tenir le colloque "Villes, savoirs et développement local" de l'association internationale des maires francophones (AIMF)	5 000 \$
Ville de Montréal	Réaliser l'Expo 67 - Passeport pour le monde, une exposition rétrospective pour commémorer le 40e anniversaire de la tenue de l'exposition universelle à Montréal	50 000 \$
Ville de Montréal	Réaliser le plan d'action intégré en entrepreneuriat	5 000 \$
Ville de Montréal	Réaliser l'édition 2006 de la Fête des enfants de Montréal	10 000 \$
Vitrine culturelle de Montréal	Mise en place de la Vitrine culturelle de Montréal	160 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 des 23e journées du cinéma africain et créole	7 500 \$
Vues d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 des 24e journées du cinéma africain et créole	32 000 \$
<b>TOTAL PARTIEL</b>		<b>12 006 775 \$</b>

Fonds de développement de la métropole  
UTILISATION DES SOMMES ALLOUÉES  
2007-2008

Question 60  
Annexe 1

Organisme	Projets	Montant du versement
<b>Service de dette</b>		
Place Cité Internationale (6,365% sur 10 ans)		581 521,80 \$
YMCA (6,40% sur 10 ans)		415 363,26 \$
Quartier international 1er au 4e emprunts(sur 20 ans)		2 245 982,34 \$
Quartier international de Montréal - 5e emprunt (5,657 % sur 10 ans)		401 000,00 \$
Centre St-Pierre (6,5% sur 5 ans)		137 374,03 \$
Chic Resto Pop (6,5% sur 10 ans)		214 573,14 \$
Société des Arts Technologiques (5,221 % sur 10 ans)		106 027,06 \$
Le Mainbourg (6,8% sur 10 ans) 1er emprunt		107 631,89 \$
Le Mainbourg (6,5% sur 10 ans) 2e emprunt		67 065,70 \$
Dév. Cult.- Bibliot. Rosemont/Petite-Patrie (5,545% sur 10 ans)		70 693,07 \$
Biblio.William-Hingston (5,0% sur 10 ans)		177 984,00 \$
Caty/Bruneau (5,657 % sur 10 ans)		646 193,97 \$
Dév. cult- Biblio. Côte-des-Neiges (5,5% sur 10 ans)		208 389,60 \$
V.Montréal (Biblio H-Maisonneuve) (6,5% sur 10 ans)		42 216,60 \$
V.Longueuil - Projet structurants (6,5% sur 10 ans)		364 673,00 \$
<b>Total partiel - service de dette</b>		<b>5 786 689 \$</b>
<b>TOTAL</b>		<b>17 793 464 \$</b>

**Fonds de développement de la Métropole**  
Projets annoncés  
**Exercice 2007-2008**

Promoteurs	Projets	Annoncé
Agence métropolitaine de transport (AMT)	Réaliser l'enquête origine-Destination 2008 pour la région métropolitaine de Montréal	250 000 \$
Alchimies, créations et cultures	Réaliser la mise en marché hors-Québec de l'édition 2007 du Festival du monde arabe	75 000 \$
AlterGo	Réaliser la promotion et le développement de l'édition 2008 du Défi sportif	85 000 \$
Amis de la montagne (Les) (Mont-Royal)	Tenir l'exposition Territoire de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal	62 370 \$
Amis de la montagne (Les) (Mont-Royal)	Réaliser les phases I et II du projet d'intervention pour le <i>Contrôle des vélos de montagne sur le Mont-Royal</i>	75 000 \$
Arcadia, Festival des Jeux vidéo	Réaliser la 3e édition 2007 de Arcadia, Festival des jeux vidéo	35 000 \$
Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 d'Elektra	35 000 \$
Ateliers créatifs Centre-Sud / Plateau Mont-Royal	Réaliser les travaux d'aménagement lors de l'acquisition de l'immeuble situé au 2205, rue Parthenais à Montréal à des fins d'espaces de production et d'ateliers pour des artistes et des artisans, lequel sera connu sous le nom <i>Le chat des artistes</i>	200 000 \$
ATSA	Réaliser l'édition 2007 de l'événement État d'Urgence	10 000 \$
Auguste Théâtre, L'	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de l'événement Noël dans le parc	25 000 \$
Bach-Académie de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec et aide au démarrage de la 2e édition du Festival Bach de Montréal 2007	25 000 \$
Bouquinistes du Saint-Laurent (Les)	Réaliser la promotion et la mise en marché de l'édition 2007 "Au cœur du livre" des Bouquinistes du Saint-Laurent à Montréal et préparer l'événement de Laval	35 000 \$
Challenge Volley-ball	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Challenge de volley-ball	25 000 \$
Challenge Volley-ball extérieur de Repentigny	Réaliser les activités de mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Challenge de Volley-ball de Repentigny	20 000 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Achever les travaux relatifs à la composante "Tableau de bord et tableau de bord en ligne" - Aide additionnelle	310 000 \$
Championnat canadien senior de ballon sur glace 2008	Réaliser les activités du Championnat canadien senior de ballon sur glace 2008	10 000 \$
Championnat international de balle rapide de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Championnat international de balle rapide de Montréal	20 000 \$
Cité des Arts du cirque (TOHU)	Finaliser la mise en œuvre de la troisième phase du plan de développement de la TOHU (2005-2008).	200 000 \$
Comité de la Fête nationale de la St-Jean inc.	Réaliser la mise en marché du défilé 2007 de la Fête nationale du Québec	80 000 \$
Comité participation Haïti-Québec-Canada (CPHQC) inc.	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 des fêtes créoles internationales de Montréal	25 000 \$
Communauté Hellénique de Montréal	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 du Festival de La Flamme hellénique de Montréal	20 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Réaliser le troisième plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu	1 500 000 \$
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Soutenir la candidature de Montréal pour accueillir, en 2010, le congrès annuel "The Competitiveness Institute" (TCI), une organisation internationale qui fait la promotion des grappes industrielles comme instrument du développement des régions.	30 000 \$
Communauté sépharade unifiée du Québec (CSUQ)	Réaliser la mise en marché de l'édition 2008 du Festival Séfarad de Montréal	25 000 \$
Communication Design Montréal	Réaliser les principales activités 2007 de Créativité Montréal (le concours, le gala, le bulletin électronique hebdomadaire bilingue et la mise à jour du site Internet)	60 000 \$
Conférence internationale des arts de la scène (CINARS)	Participations collectives aux marchés internationaux	15 000 \$
Conférence Adapt	Réaliser la seconde édition de la conférence Adapt 2007.	50 000 \$
Conférence interprofessionnelle du design du Québec	Réaliser le forum Valorisation design	22 500 \$
Congrès National des Italo-Canadiens	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 La Semaine italienne de Montréal	20 000 \$
Conseil de l'industrie des communications du Québec (CICQ)	Réaliser le plan d'affaires pour l'industrie de communications au Québec	25 000 \$
Conseil des arts de Montréal	Réaliser le projet Mentorat culturel de Montréal	45 000 \$
Convercité / Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ)	Réaliser l'étude "Impacts et meilleures pratiques des sociétés de développement commercial (SDC et des business improvement areas (BIA) au Québec et au Canada"	10 000 \$
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Réaliser la seconde édition du Festival Euréka! en 2008	50 000 \$
Corporation de promotion et de développement Lincoln-Tupper	Réaliser le projet Charrette d'idéation pour le développement et l'aménagement des abords du square Cabot	15 000 \$
Corporation du Centre du Sablon	Réaliser le projet de mise en place d'un centre de conditionnement physique au Centre du Sablon	117 000 \$
Corporation du cinéma Beaubien	Réaliser le projet d'agrandissement et d'amélioration des infrastructures de votre établissement	150 000 \$
Coup de cœur francophone	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	50 000 \$
CRÉ de Laval	Projet de revitalisation urbaine intégrée dans un secteur qui concentre des problématiques urbaines et sociales	450 000 \$
Créations ETC...	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2008 du Festival Vue sur la relève	25 000 \$
Culture pour tous	Réaliser l'édition 2007 des Journées de la Culture	100 000 \$
Dada Diffusion Art Actuel	Réaliser l'événement Expérience urbaine	25 000 \$
Diagramme gestion culturelle	Réaliser la vitrine en danse contemporaine à la conférence de l'Association of performing art presenters 2008	12 000 \$
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	Réaliser la mise en marché hors Québec de la 20e édition du Festival international Image + Nation 2007	25 000 \$
Divers Cité Montréal 94 inc.	Réaliser la promotion hors-Québec de l'édition 2007 du Festival Divers/Cité	100 000 \$

**Fonds de développement de la Métropole**  
Projets annoncés  
**Exercice 2007-2008**

Promoteurs	Projets	Annoncé
Divers Cité Montréal 94 inc.	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2008 du Festival Divers/Cité	100 000 \$
Escales improbables de Montréal (Les)	Réaliser la mise en marché hors Montréal de l'édition 2007 des Escales Improbables de Montréal	35 000 \$
F.I.P. le Festival international de percussions	Réaliser la promotion hors-Québec de l'édition 2007 du Festival	10 000 \$
Féeries de Noël du Vieux-Montréal (Les) / Édition 2007	Réaliser l'édition 2007 des féeries de Noël du Vieux-Montréal	25 000 \$
FestiBlues	Réaliser la promotion et le développement du volet international des éditions 2008 et 2009 du FestiBlues international de Montréal (convention unique pour 2007, 2008 et 2009. annonce pour 2007 faite dans l'année 2006-2007)	90 000 \$
Festival culturel ibéro-latinoaméricain de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 de Festivalissimo	50 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser la mise en marché hors-Québec de l'édition 2007 du Marathon international de Montréal	90 000 \$
Festival de la santé inc.	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Marathon international de Montréal	90 000 \$
Festival de musique de chambre de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival de musique de chambre de Montréal	50 000 \$
Festival des Films du Monde	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival. Saisie par Revenu Québec	115 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	75 000 \$
Festival international de jazz de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec des éditions 2008, 2009 et 2010 du Festival et réaliser le Salon des instruments de musique et des musiciens de Montréal	1 125 000 \$
Festival international de la littérature (FIL), édition 2007	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	15 000 \$
Festival international de Musique Pop Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival	30 000 \$
Festival international du film sur l'art (FIFA)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival international du Film sur l'Art (FIFA)	50 000 \$
Festival Montréal en Lumière	Réaliser la mise en marché hors-Québec de la 9e édition 2008 du Festival Montréal en lumière	450 000 \$
Festival Orgue et couleurs	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du Festival d'automne	20 000 \$
Festival TransAmériques	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival TransAmérique	25 000 \$
Fondation BBCM	Réaliser la mise en marché hors-Québec de l'édition 2007 du Festival Black and Blue	100 000 \$
Fondation Images Lumière Mouvement et Son (FILMS)	Réaliser le projet Série Boulevard Saint-Laurent	15 000 \$
Fondation Métropolis Bleu	Réaliser la mise en marché hors Québec du Festival littéraire international Métropolis Bleu 2008	25 000 \$
Francofoles de Montréal (Les)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 des FrancoFoles de Montréal	435 000 \$
Grappe métropolitaine de transformation des métaux	Première phase de développement: Réalisation d'un plan d'affaires et tenue d'un forum de mobilisation	33 333 \$
Grand Prix du Canada	Moderniser les installations du secteur des équipes F1 sur le circuit Gilles-Villeneuve de l'Île Notre-Dame	750 000 \$
Institut de l'événement (IDÉ)	Mettre en place l'Institut de l'événement de Montréal	50 000 \$
Institut international d'études administratives de Montréal inc	Réaliser la promotion hors Québec des éditions 2008 et 2009 du Forum économique international des Amériques	100 000 \$
LABoratoire créatif	Réaliser la mise en œuvre du plan de développement et du plan d'action de l'organisme échelonné sur trois ans	150 000 \$
Maison de quartier de Fabreville	Amélioration des infrastructures	26 000 \$
Médiathèque du Design (La)	Réaliser la mise en marché hors Québec du Salon international du design d'intérieur de Montréal (SIDIM), édition 2008 et évaluation du salon et des ses différentes composantes	125 000 \$
MEG : Le Montréal Électronique Groove	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 du MEG Montréal. Saisie par Revenu Québec	50 000 \$
Moisson Montréal	Réaliser une étude de faisabilité et un plan d'affaires pour la mise en place d'installations de cuisine ainsi que pour la mise en marché de produits transformés	32 000 \$
Mondial de Soccer de Laval	Réaliser l'édition 2007 du Mondial de Soccer de Laval	30 000 \$
Montréal en histoire	Réaliser la conception et la planification de l'événement <i>Montréal en histoire</i>	30 000 \$
Montréal International	Réaliser les activités de promotion internationale, de prospection des investissements étrangers et d'innovation pour les années 2008, 2009 et 2010	3 282 000 \$
Musée des enfants de Laval (Le)	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 des Grandes Fêtes du Vieux Sainte-Rose	25 000 \$
MUTEK	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival.	50 000 \$
Oboro Goboro	Réaliser le projet Télélab	32 500 \$
OFF Festival de Jazz inc. (L')	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de l'Off Festival de jazz	15 000 \$
Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal (Tourisme Montréal)	Réaliser le Congrès National Tour Association / Crosssphere 2010	100 000 \$
Orchestre symphonique de Montréal	Réaliser les Tournées internationales 2008 et 2009 et la Refonte des saisons estivales pour les étés 2008 et 2009	400 000 \$
Parachute Revue d'art contemporain	Tenir le Congrès de l'Association internationale de conservateurs d'art IKT 2008	25 000 \$
Productions Nuits d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 du Festival international Nuits d'Afrique	50 000 \$
Quartier des arts du Cheval Blanc	Réaliser la 9e édition 2007 du Symposium des artistes sur la route des fleurs	10 000 \$
Quartier des arts du Cheval Blanc	Réaliser la mise en marché de l'édition 2008 du Symposium sur la Route des fleurs	10 000 \$
Régie Intermunicipale du canal de Soulanges	Fonctionnement de la Régie pour une période de six mois	75 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	30 000 \$

**Fonds de développement de la Métropole**  
Projets annoncés  
**Exercice 2007-2008**

Promoteurs	Projets	Annoncé
Rendez-vous du cinéma québécois (Les)	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 des Rendez-vous du cinéma québécois	60 000 \$
Répercussion Théâtre	Réaliser les activités de mise en marché de l'édition 2007 de Theatre in the Parks / Théâtre en plein air	25 000 \$
SAJE Montréal métro	Réaliser la 10e édition du Concours québécois en entrepreneuriat à Montréal	30 000 \$
Sensation mode	Réaliser la mise en marché hors Québec des 13e et 14e édition de la Semaine de la mode de Montréal. Automne 2007 et printemps 2008	100 000 \$
Sensation mode	Réaliser la mise en marché hors Québec du Festival mode et design de Montréal 2008	100 000 \$
Société du Havre de Montréal	Réaliser l'avant-projet du réaménagement de l'autoroute Bonaventure - Phase 1 de la Société du Havre	400 000 \$
Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal "Pointe-à-Callières"	Procéder au renouvellement du spectacle multimédia du musée	500 000 \$
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise (SPDTQ)	Réaliser la mise en marché de l'édition 2007 de "La grande rencontre"	30 000 \$
Sociétés irlandaises unies de Montréal (United Irish Societies of Montréal Inc.)	Réaliser la mise en marché des éditions 2008, 2009 et 2010 du Défilé de la Saint-Partick	75 000 \$
Sous-traitance industrielle du Québec (STIQ)	Réaliser la Journée donneurs d'ordres/fournisseurs 2007	20 000 \$
TechnoMontréal	Réaliser les deux activités de réseautage pour la première conférence Red Herring Canada 2007	35 000 \$
Terres en vues, Société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser la promotion hors Québec de l'édition 2008 du Festival Présence autochtone	50 000 \$
Théâtre du Nouveau Monde	Réaliser le projet d'accueil de Piccolo Teatro et de la production <i>Arlechino, servitore di due Padroni</i>	25 000 \$
Théâtre Mainline	Réaliser la mise en marché hors-Québec de l'édition 2007 du Festival Saint-Ambroise Fringe de Montréal	25 000 \$
Université Concordia	Réaliser le projet de pré-valorisation du procédé H.E.L.P. (Holo Editorial Layering Process)	33 000 \$
Université du Québec à Montréal / Groupe de recherche en sociologie des œuvres (GRESO)	Réaliser l'étude / répertoire intitulée <i>Montréal, ville numérique: Création, innovation, diffusion</i>	16 000 \$
Usiné C	Réaliser la 3e édition du Festival Temps d'images (2008)	12 000 \$
Vélo Québec Événements	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 de la Féria du vélo de Montréal	200 000 \$
Vieux-Métiers, les métiers vivants (Les) inc.	Réaliser l'édition 2007 du Festival métiers et traditions de Longueuil	30 000 \$
Vieux-Métiers, les métiers vivants (Les) inc.	Réaliser la première édition (2007) du Marché de Noël et des traditions de Longueuil	30 000 \$
Ville de Longueuil	Projet de revitalisation urbaine intégrée dans une partie du territoire de l'Agglomération de Longueuil qui concentre des problématiques urbaines et sociales	450 000 \$
Ville de Montréal	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2007 de la Fête des enfants de Montréal	50 000 \$
Vues d'Afrique	Réaliser la mise en marché hors Québec de l'édition 2008 des 24e journées du cinéma africain et créole	40 000 \$
<b>TOTAL</b>		<b>15 380 703 \$</b>



## Projets non acceptés

2007-2008

Promoteur	Projet
Abstraction média	Peur noire! Festival axé sur les arts technologiques
Association canadienne pour l'organisation du concours international des jeunes créateurs de mode	Concours international des jeunes créateurs de mode 25e édition 2007
Association des Festivités culturelles des Caraïbes	Carifesta 2007
Association des Festivités culturelles des Caraïbes	Carifesta 2008
Association sportive et communautaire du Centre-sud	Piscine intérieure. Centre communautaire de loisirs. Phase II
L'Avenue inc.	Arrondissement.com
C.A.F.E. Paradoxe (Centre d'animation, formation, échange)	Projet PIVOT Construction de nouvelles infrastructures
Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ)	Étude de développement du secteur Maguire
Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse	Fonctionnement pour 5 ans (2007 à 2011)
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	Sommet sur le développement des universités et écoles d'enseignement supérieur
Collège de Maisonneuve	Création de l'institut de technologie des emballage et du génie alimentaire
Communication Design Montréal	Production d'un magazine "Créative Montréal" pour promouvoir le savoir-faire des industries de la communication du Québec sur la scène internationale
Compagnie F, Entrepreneurship pour femmes	Recherche-action pour l'initiative FIGR: Intégration économique des femmes immigrantes et des groupes racisés par l'entreprenariat
Conseil de développement bioalimentaire de l'agglomération de Longueuil (CDBAL)	Réalisation d'une étude de caractérisation de la filière bioalimentaire de l'agglomération de Longueuil
Corporation de développement de l'Île de Montréal (CODIM)	Phase III - (2e et 3e année) du plan d'action stratégique du Comité interrégional pour le transport des marchandises (CITM)
Développement économique Longueuil	Plate-forme logistique agroalimentaire de Longueuil - Étude sur la gestion des systèmes de suivi de l'information et sur la traçabilité
Entreprises Athéna inc.	Champ des Arts
Festival de courses de bateaux dragons de Montréal	Festival international de courses de bateaux dragons de Montréal 12e édition 2007
Festival de musique de chambre de Montréal	Aide ponctuelle pour un déficit du Festival
Festival international de la musique haïtienne de Montréal	Festival international de la musique haïtienne de Montréal. Édition 2007
Groupe plein air Terrebonne	Acquisition d'embarcations et construction d'un hangar à bateaux
Institut de design de Montréal	Suspension des activités de l'Institut de Design Montréal
International Flora Montréal inc.	International Flora Montréal. 2e édition 2007
L'international Soccer Musique et Cinéma de Montréal (ISMCM)	La lucarne. Rencontres internationales Cinéma et Sport de Montréal
L'Avenue inc.	Arrondissement.com
Mode@Montréal.inc	Démarrage d'un incubateur d'entreprise de mode à Montréal
Observatoire du documentaire	Forum 2007. Reconnaissance, rayonnement et financement du documentaire
Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal	Volet 1: Ouverture de nouveaux marchés Volet 2: Refonte du site Web Volet 3: Augmentation des ressources aux États-Unis
Opéra de Montréal (1980) inc.	Phase II du projet triennal de développement de la clientèle
Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec - RCAAQ	Mise en place "Portail d'art actuel"
Société de promotion du canal de Lachine	Le canal de Lachine... de l'eau à la bouche
Vision art de vivre	Marché des saveurs du Vieux-Montréal
Vision Diversité	Plan d'action d'octobre 2007 à octobre 2008

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 61

Pour le programme Promotion et développement de la Métropole, détailler la baisse de crédit prévue pour 2008-2009 par élément. Indiquer les mesures affectées par cette baisse de provision.

Aucune baisse de crédit n'est prévue en 2008-2009.



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 62

Liste des projets, ententes, subventions ou dépenses effectués dans le cadre de l'élément « Aide au développement de la Métropole » du programme « Promotion et développement de la Métropole » pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Nom du programme	Montant versé	Montant prévu
	2007-2008	2008-2009
Fonds de développement de la Métropole (voir question # 61)	18 500 000 \$*	17 500 000 \$
Équipements scientifiques – Société de gestion Marie-Victorin	15 752 617 \$	15 121 400 \$
Déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 368 954 \$	21 610 600 \$
Grand Montréal Bleu	414 904 \$	314 100 \$
Soutien au développement économique de Montréal	6 000 000 \$*	18 000 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>62 036 475 \$</b>	<b>72 546 100 \$</b>

\* Montants engagés en date du 13 mars 2008

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 63

Liste des projets, ententes, subventions ou dépenses effectuées dans le cadre de l'élément «Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval» du programme «Promotion et développement de la Métropole» pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

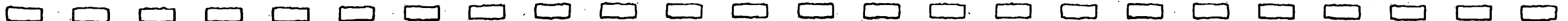
**CLD**

**2007-2008**

Entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal :	12 676 450 \$
Avenant pour un ajout à l'entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal dans le cadre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions :	752 400 \$
Contrats de prêt et avenants pour ajouts aux fonds locaux d'investissements (FLI) des CLD de Montréal (en date du 28.02.08) :	530 347 \$
Entente de gestion avec la MRC de Laval :	1 710 989 \$
Avenant pour un ajout à l'entente de gestion avec la MRC de Laval dans le cadre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions :	102 600 \$
Avenant pour un ajout au fond local d'investissement (FLI) du CLD de Laval (en date du 28.02.08) :	0 \$
Provision pour créances douteuses :	828 000 \$
<b>Montant versé en 2007-2008 :</b>	<b>16 600 786 \$</b>

**Prévisions 2008-2009 selon les ententes signées**

Entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal :	12 676 450 \$
Avenant pour un ajout à l'entente de gestion avec le conseil d'agglomération de Montréal dans le cadre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions :	1 320 000 \$
Contrats de prêt et avenants pour ajouts aux fonds locaux d'investissements (FLI) des CLD de Montréal :	3 636 015 \$
Entente de gestion avec la MRC de Laval :	1 710 989 \$
Avenant pour un ajout à l'entente de gestion avec la MRC de Laval dans le cadre de la Stratégie pour le développement de toutes les régions :	180 000 \$
Avenant pour un ajout au fond local d'investissement du CLD de Laval :	349 333 \$
Provision pour créances douteuses :	828 000 \$
<b>Montant prévu en 2008-2009 :</b>	<b>20 700 787 \$</b>



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 64

Les dépenses assumées par la Société Marie-Victorin en 2007-2008 et les montants que versera le gouvernement en 2008-2009 pour ces mêmes équipements.

Les dépenses de fonctionnement de la Société, en 2007-2008, ont été de 15,8 K\$, entièrement financées par la Ville de Montréal.

Concernant les trois tranches d'emprunt de 53,6 M\$ effectués en 1998, 1999 et 2000 et représentant une subvention de 160,8 M\$ à la Ville de Montréal, le Ministère devra rembourser en 2008-2009, en capital et intérêts, les montants suivants :

Première tranche	4 691 042,76 \$
Deuxième tranche	5 271 680,03 \$
Troisième tranche	5 158 591,90 \$

---

**POUR UN TOTAL DE :     15 121 314,69 \$**

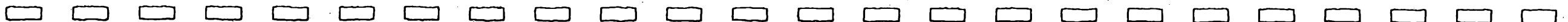
**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Question # 65

Budget et effectifs par catégorie d'emploi et par direction du secteur «Métropole» du MAMR au 31 mars 2008

<b>Budget par supercatégorie</b>	<b>Budget 2007-2008</b>
Rémunération	2 616 900
Fonctionnement	146 100
Transfert	77 233 916
Créances douteuses et autres	828 000
Prêts, placements et avances	<u>2 760 000</u>
	<b><u>83 584 916</u></b>

	<b>Cadres</b>	<b>Professionnels</b>	<b>Fonctionnaires</b>	<b>Total</b>
<b>Sous-ministériat à la Métropole</b>				
Bureau du sous-ministre adjoint	2	4	3	<b>9</b>
Direction métropolitaine de l'aménagement et des affaires municipales	0	7	3	<b>10</b>
Direction du développement régional et métropolitain	1	17	4	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>41</b>



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 66

Pour 2007-2008, total des sommes distribuées aux CLD et ventilation par CLD (CDEC) et prévisions pour 2008-2009.

Le MAMR a signé en 2004 des ententes avec la Ville de Montréal et la MRC de Laval par lesquelles il leur a délégué sa compétence en matière de développement local et de soutien en entrepreneuriat, incluant le transfert de la contribution gouvernementale au financement des CLD. Selon les ententes signées, le conseil d'agglomération de Montréal et la MRC de Laval doivent remettre au MAMR les rapports et documents reçus des CLD au plus tard 60 jours suivant la fin des exercices financiers des CLD. C'est pourquoi le Ministère ne saura pas le total des sommes distribuées aux CLD en 2007-2008 et leur ventilation avant le mois de juillet 2008, incluant les montants versés en 2007-2008 en vertu de la Stratégie pour le développement de toutes les régions.

Quant aux prévisions pour 2008-2009, le Ministère sera en mesure de les connaître lorsque les arrondissements et les conseils municipaux auront approuvé les programmations d'activités 2008-2009 soumises aux CLD.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 67

Concernant la Conférence régionale des élus de Montréal : a) ventilation budgétaire détaillée pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009; b) budget alloué en 2007-2008; c) fournir la liste des membres de chacun des conseils d'administration (date de nomination, échéance du mandat).

**MONTREAL**

A. Ventilation budgétaire détaillée 2007-2008 (selon les prévisions) :

Budget de fonctionnement :	1 658 500 \$
Budget pour les projets et ententes spécifiques :	3 402 332 \$

Prévisions budgétaires 2008-2009 :

Les sommes allouées au Fonds de développement régional en 2008-2009 demeurent les mêmes qu'en 2007-2008 pour l'ensemble du Québec.

B. Budget total alloué pour 2007-2008 :

Octroyé par le biais du Fonds de développement régional (FDR) : 4 994 510 \$

C. Liste des membres du conseil d'administration en 2007-2008 (voir annexe) :

Les élus municipaux sont membres du C.A. tant qu'ils conservent leur statut d'élus municipaux. Les représentants socio-économiques sont élus pour 2 ans.



# Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

## Composition du conseil d'administration

### CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION		
<b>M. Claude Dauphin</b> Président	Vice-président du comité exécutif et maire de l'arrondissement de Lachine	Ville de Montréal
<b>Mme Manon Barbe</b> 1 <sup>re</sup> Vice-présidente	Mairesse, arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
<b>Mme Carole Lamoureux</b> 2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Vice-rectrice aux études et à la vie étudiante	Université du Québec à Montréal
<b>Mme Monique Worth</b> Trésorière	Mairesse, arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
<b>M. Gaétan Châteauneuf</b> Secrétaire	Vice-président	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
ÉLU-E-S MUNICIPAUX		
<b>M. Warren Allmand</b>	Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal
<b>M. Michael Applebaum</b>	Conseiller associé et maire de l'arrondissement CDN/NDG	Ville de Montréal
<b>Mme Marie-Andrée Beaudoin</b>	Membre du comité exécutif et mairesse, arrondissement Ahuntsic-Cartierville	Ville de Montréal
<b>M. Richard Bélanger</b>	Maire, arrondissement L'île-Bizard/Ste-Geneviève	Ville de Montréal
<b>M. André Bélisle</b>	Arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
<b>M. Bob Benedetti</b>	Maire	Ville de Beaconsfield
<b>M. Richard Bergeron</b>	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
<b>M. Carle Bernier-Genest</b>	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie	Ville de Montréal
<b>Mme Yvette Bissonnet</b>	Arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal
<b>Mme Patricia Bittar</b>	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
<b>M. Laurent Blanchard</b>	Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
<b>Mme Jocelyn-Ann Campbell</b>	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal
<b>M. Jean-Yves Cartier</b>	Mairesse	Ville de Montréal
<b>Mme Marie Cinq Mars</b>	Mairesse de l'arrondissement Outremont	Ville de Montréal
<b>Mme Jane Cowell-Poitrass</b>	Arrondissement Lachine	Ville de Montréal
<b>Mme Vera Danyluk</b>	Mairesse	Ville Mont-Royal
<b>M. Laval Demers</b>	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
<b>Mme Mary Deros</b>	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc Extension	Ville de Montréal
<b>M. Richard Deschamps</b>	Arrondissement de LaSalle	Ville de Montréal
<b>M. Alan DeSousa</b>	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
<b>M. Richer Dompierre</b>	Arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
<b>Mme Carole Du Sault</b>	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
<b>M. Christian G.Dubois</b>	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
<b>M. Noushig Eloyan</b>	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Cartierville)	Ville de Montréal
<b>M. Alvaro Farinacci</b>	Arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
<b>M. Sammy Forcillo</b>	Membre du comité exécutif et conseiller de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
<b>Mme Helen Fotopulos</b>	Membre du Comité exécutif et mairesse, arrondissement Plateau Mont-Royal (Mile-End)	Ville de Montréal

## Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

### Composition du conseil d'administration

<b>M. Jean-Marc Gibeau</b>	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
<b>M. Gilles Grondin</b>	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
<b>Mme Line Hamel</b>	Arrondissement Sud-Ouest (Louis-Cyr)	Ville de Montréal
<b>Mme Andrée Hénault</b>	Arrondissement d'Anjou	Ville de Montréal
<b>M. Anthony Housefather</b>	Maire	Ville de Côte Saint-Luc
<b>M. James V. Infantino</b>	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
<b>M. Edward Janiszewski</b>	Maire	Ville de Dollard-des-Ormeaux
<b>M. Benoît Labonté</b>	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
<b>M. Michel Labrecque</b>	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
<b>M. Yvon Labrosse</b>	Maire	Ville de Montréal-Est
<b>M. Sylvain Lachance</b>	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Villeray)	Ville de Montréal
<b>M. Pierre Lapointe</b>	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Ahuntsic)	Ville de Montréal
<b>M. André Lavallée</b>	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
<b>M. Cosmo Maciocia</b>	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement RDP/PAT/Montréal-Est	Ville de Montréal
<b>M. Joe Magri</b>	Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
<b>Mme Karin Marks</b>	Mairesse	Ville de Westmount
<b>Mme Ginette Marotte</b>	Arrondissement Verdun	Ville de Montréal
<b>Mme Soraya Martinez</b>	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal
<b>M. George McLeish</b>	Maire	Ville de Sennéville
<b>M. Bill McMurchie</b>	Maire	Ville de Pointe-Claire
<b>M. John W. Meaney</b>	Maire	Ville de Kirkland
<b>M. Luis Miranda</b>	Maire de l'arrondissement Anjou	Ville de Montréal
<b>M. Nicolas Montmorency</b>	Arrondissement de Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
<b>Mme Jacqueline Montpetit</b>	Mairesse de l'arrondissement Sud-Ouest	Ville de Montréal
<b>M. Marcel Parent</b>	Maire de l'arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
<b>M. Dominic Perri</b>	Conseiller associé, arrondissement de Saint-Léonard	Ville de Montréal
<b>M. Michel Prescott</b>	Arrondissement du Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
<b>M. Gaetan Primeau</b>	Arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonnette	Ville de Montréal
<b>M. François Purcell</b>	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie / District Saint-Édouard	Ville de Montréal
<b>M. Marvin Rotrand</b>	Leader de la majorité et substitut, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce / District Snowdon	Ville de Montréal
<b>M. Edgard Rouleau</b>	Maire	Ville de Dorval
<b>Mme Claire Saint-Arnaud</b>	Leader de l'opposition officielle, Arrondissement Mercier / Hochelaga / Maisonnette (Longue-Pointe)	Ville de Montréal
<b>Mme Anie Samson</b>	Mairesse, Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Jarry)	Ville de Montréal
<b>Mme Francine Sénécal</b>	Vice-présidente du comité exécutif, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (Loyola)	Ville de Montréal
<b>Mme Catherine Sévigny</b>	Arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
<b>M. William Steinberg</b>	Maire	Ville d'Hampstead
<b>M. Jean-François Saint-Onge</b>	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal
<b>M. Campbell Stuart</b>	Maire	Ville de Montréal-Ouest
<b>M. Alain Tassé</b>	Arrondissement de Verdun	Ville de Montréal

## Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

### Composition du conseil d'administration

Mme Lyn Thériault-Faust	Mairesse, arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve	Ville de Montréal
M. Bill Tierney	Maire	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
M. Gérald Tremblay	Maire	Ville de Montréal
M. Marcel Tremblay	Membre du comité exécutif, arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal
M. Claude Trudel	Maire, arrondissement de Verdun	Ville de Montréal
Mme Maria Tutino	Mairesse	Ville de Baie d'Urfé
M. Frank Venneri	Arrondissement Villéray/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal
M. Bertrand A. Ward	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
M. Saulie Zajdel	Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG	Ville de Montréal
M. Frank Zampino	Président du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal
<b>REPRÉSENTANT-E-S SOCIOÉCONOMIQUES</b>		
M. Gerry Arsenault	Affaires	Directeur général
Mme Rivka Augenfeld	Relations interculturelles	Présidente
M. Claude Bégin	Communautaire	Directrice générale
M. Frantz Benjamin	Relations interculturelles	Président
M. Michel Boudreault	Affaires	Directeur régional des ventes
Mme Édith Cyr	Affaires - Économie sociale	Directrice générale
Mme Diane De Courcy	Éducation primaire et secondaire	Présidente
Mme Véronique De Sève	Syndical	Vice-Présidente
Mme Claudette Demers-Godley	Femmes	Directrice générale
M. Denis Deschamps	CRPMT	Président, chef de la direction
M. Michel Ducharme	Syndical	Président
M. André Dudemaine	Arts et culture	Directeur général
M. Jean-Sébastien Dufresne	Jeunes	Président
Mme Nada Elkouzi	Affaires	Agente de développement
M. Jean-Paul Faniel	Communautaire	Coordonnateur
M. Henri Gervais	Aînés	Président
M. Victor C. Goldbloom	Santé	Président
M. André Grandchamps	Syndical	Directeur syndical
Mme Isabelle Hudon	Affaires-industries manufacturières	Présidente et chef de la direction
Mme Francine Labelle	Affaires-commerce et services	Directrice générale
		CLD West Island
		Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes-TCRI
		Centre de recherche d'emploi de l'Est
		Conseil interculturel de Montréal
		Bell Canada
		GRT - Bâtir son quartier
		Commission scolaire de Montréal
		Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
		Y des femmes (YWCA)
		Drakkar & Associés inc. - Services-conseils et placement en ressources humaines
		Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
		Société pour la diffusion de la culture autochtone - Terres en vue
		Réseau citoyen de solidarité Iciéla
		Coopérative de développement régional de Montréal-Laval
		Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
		Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
		Agence de la santé et des services sociaux
		Syndicat canadien de la fonction publique
		Chambre de commerce du Montréal métropolitain
		Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de l'île de Montréal

## Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

### Composition du conseil d'administration

M. Jean-François Lalonde	Communautaire	Directeur général	CDEC - Rosemont/Petite-Patrie
M. Charles Lapointe	Affaires - Tourisme	Président - Directeur général	Tourisme Montréal
M. André Leclerc	Arts et culture	Président	Gagné Leclerc Groupe conseil
M. Éric Léouzon	Affaires	Président	Maestro Communications inc.
M. David Levine	Santé	Président - directeur général	Agence de la santé et des services sociaux
M. Laurent McCutcheon	Gais et lesbiennes	Président	Gai Écoute inc.
Mme Louise Millette	Environnement	Directrice - Département des génies civil, géologique et des mines	École polytechnique
M. Gilles Paquette	Syndical	Conseiller régional	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Mme Manon Perron	Syndical - CSN	Trésorière du conseil central	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Mme Josée Scott	Loisir et sport	Directrice générale	Sport et Loisir de l'île de Montréal
Mme Louise Sicuro	Arts et culture	Directrice générale	Les journées de la culture
M. Marcus Tabachnick	Éducation	Président	Commission scolaire Lester B. Pearson
M. Michel Taylor	Syndical	Président	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
M. Roch Tremblay	Éducation-Collégial	Directeur général	Cégep de Ahuntsic
M. Denis Turcotte	Syndicat	Président régional	Syndicat de la fonction publique du Québec
Mme Marie Turcotte	Personnes handicapées	Adjointe à la direction	Ex æquo
M. Denis Plante	Affaires - Environnement	Président	Conseil régional de l'environnement
<b>DÉPUTATION QUÉBÉCOISE</b>			
M. Pierre Arcand		Député	Circ. de Mont-Royal
M. Raymond Bachand		Député, ministre responsable de la région de Montréal	Circ. d'Outremont
Mme Line Beauchamp		Députée	Circ. de Bourassa-Sauvé
M. Lawrence S. Bergman		Député	Circ. de D'Arcy-McGee
M. Michel Bissonnet		Député	Circ. de Jeanne-Mance/Viger
Mme Marguerite Blais		Députée	Circ. de Saint-Henri-Sainte-Anne
M. Jacques Chagnon		Député	Circ. de Westmount/St-Louis
M. Russell Copeman		Député	Circ. de Notre-Dame-de-Grâce
Mme Rita Dionne-Marsolais		Députée	Circ. de Rosemont
M. Emmanuel Dubourg		Député	Circ. de Viau
M. Jacques P. Dupuis		Député	Circ. de Saint-Laurent
M. Henri-François Gautrin		Député	Circ. de Verdun
M. Nicolas Girard		Député	Circ. de Gouin
Mme Louise Harel		Députée	Circ. Hochelaga-Maisonneuve
Mme Yolande James		Députée	Circ. de Nelligan
Mme Monique Jérôme-Forget		Députée	Circ. Marguerite-Bourgeoys
M. Geoffrey Kelley		Député	Circ. de Jacques-Cartier
Mme Lisette Lapointe		Députée	Circ. de Crémazie
M. Martin Lemay		Député	Circ. Sainte-Marie-Saint-Jacques
M. Pierre Marsan		Député	Circ. de Robert-Baldwin
M. François Ouimet		Député	Circ. de Marquette
M. Gerry Sklavounos		Députée	Circ. de Laurier-Dorion
Mme Christine St-Pierre		Députée	Circ. de l'Acadie
Mme Lise Thériault		Députée	Circ. d'Anjou
M. Tony Tomassi		Député	Circ. de LaFontaine

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

Composition du conseil d'administration

M. Daniel Turp	Député	Circ. de Mercier
Vacant		Circ. de Bourget
Vacant		Circ. de Pointe-aux-Trembles

- 79 élu-e-s municipaux
- 39 représentant-e-s socioéconomiques
- 26 député-e-s provinciaux (2 circonscriptions vacantes)

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 68

Toute subvention accordée à la Communauté métropolitaine de Montréal avec, pour chaque montant, le programme impliqué et la raison de la subvention pour 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Fonds bleu :

Second plan d'action

2007-2008 : Aucune somme n'a été versée.

2008-2009 : 50 000 \$ à verser pour compléter le financement du second plan.

Troisième plan d'action

2007-2008 : 600 000\$.

2008-2009 : 800 000\$ à verser.

Aide financière pour le financement des équipements à caractère métropolitain :

2007-2008 : 13,3 M\$ pour les équipements scientifiques.

2008-2009 : 13,3 M\$ pour ces mêmes équipements.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Question # 69

Montants totaux accordés à Montréal International pour ses activités en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

**Montants totaux accordés pour 2007-2008 : 1 304 000 \$** (Fonds de développement de la métropole)

- ▶ Réalisation des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers et de services corporatifs **1 094 000\$**
- ▶ *Grappe des sciences de la vie* **100 000 \$**
  - Soutien au Secrétariat de la grappe des sciences de la vie
- ▶ *Grappe des technologies de l'information et des communications* **110 000 \$**
  - Soutien au Secrétariat de la grappe des technologies de l'information et des communications (TIC)

**Prévision 2008-2009 : 1 094 000 \$** (Fonds de développement de la métropole)

- ▶ *Réalisation* des activités de promotion internationale, de prospection d'investissements étrangers et de services corporatifs *(1 094 000 \$)*
- ▶ *Le financement des grappes ne transite plus par Montréal International*

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 70

Liste des projets structurants pour la Métropole en indiquant les projets annoncés et les projets à l'étude pour 2007-2008. Préciser les projets pilotés par la Ville de Montréal.  
Fournir la liste des projets annoncés depuis mai 2003 pour la Métropole.

La liste des projets annoncés en 2007-2008 pour la Métropole se retrouve à la demande de renseignements particuliers n° 60.

La liste des principaux projets structurants à l'étude pour 2008-2009 se retrouvent à l'annexe 1.

Les projets pilotés par la Ville de Montréal se retrouve à la demande de renseignements particuliers n° 60.

Les projets annoncés depuis mai 2003 ont été étudiés dans les années antérieures.





# Fonds de développement de la métropole

## Projets structurants à l'étude

Question 70  
Annexe 1

Promoteur / projet	Demande
Les 7 doigts de la main / Réalisation d'un programme fonctionnel et technique (PFT) dans le but de trouver un toit à l'organisme	6 290 \$
ATSA / État d'urgence 2008	20 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi Montréal centre-ville / Portrait de la population jeunesse du centre-ville de Montréal	20 000 \$
CDEC Rosemont-Petite-Patrie / Création du Campus des technologies de la santé (CTS)	200 000 \$
Centre international d'art contemporain de Montréal / Biennal de Montréal. Édition 2009 (+2008 année préparatoire)	70 000 \$
Centre québécois d'innovation en biotechnologie (CQIB) / Financement général des opérations 2008 et 2009	400 000 \$
Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc. / Défilé et marche populaire dans le cadre de la fête nationale 2008	100 000 \$
Communauté Hellénique de Montréal / Festival La Flamme Hellénique, 6e édition 2008	25 000 \$
Culture Montréal / Plan de développement de la grappe métropolitaine de la Culture	66 666 \$
Dîners-rencontres St-Louis-de-Gonzague / Déménagement, achat d'immeuble et aménagement de 7 logements sociaux	480 000 \$
Épreuves de la Coupe du monde de cyclisme féminine / Épreuves de la coupe du monde cycliste féminine et Tour du Grand Montréal 2008	130 000 \$
F.I.P. le Festival international de percussions / Festival international de percussions de Longueuil, édition 2008	100 000 \$
Les féeries de Noël du Vieux-Montréal / Les Féeries du Vieux-Montréal 2008	50 000 \$
Festival Fantasia / Festival Fantasia. Édition 2008	50 000 \$
Festival Juste pour rire / Festival juste pour rire. Éditions 2008, 2009 et 2010	975 000 \$
Festival Juste pour rire / Just comedy	175 000 \$
Fondation BBCM / Festival Black and Blue. Édition 2008	100 000 \$
Grappe de l'énergie du Montréal métropolitain / Mise en place d'un secrétariat de la grappe de l'Énergie du Montréal Métropolitain	33 333 \$
Groupe communautaire l'itinéraire / Amélioration des locaux de l'organisme	100 000 \$
L'international Soccer Musique et Cinéma de Montréal (ISMCM) / La lucarne. Édition 2008	40 000 \$
Mission bon accueil (La) / Plan d'affaires de transformation alimentaire	57 708 \$
Montréal International / Tenue du Congrès World Information Technology and Services Alliance WITSA Montréal 2012	68 750 \$
Musée McCord d'histoire canadienne / Étude de faisabilité pour le développement d'un complexe muséal international au Vieux-Port de Montréal	143 000 \$
OFF Festival de Jazz inc. (L') / L'OFF festival de jazz de Montréal. 9e édition 2008	20 000 \$
Opéra de Montréal (1980) inc. / Madame Butterfly sous les étoiles	50 000 \$
Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) / Service de 2e ligne en économie sociale. Phase 2	100 000 \$
Réseau d'entreprises d'économie sociale et solidaire / Création de la "Chambre de commerce solidaire de Mtl"	260 000 \$
Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC) inc. / Festival international Montréal en arts. 9e Édition 2008	50 000 \$
La société des arts libres et actuels / Festival Suoni Per Il Popolo. Édition 2008	25 000 \$
Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal "Pointe-à-Callières" / Le rendez-vous des cultures gourmandes. Édition 2008	65 000 \$
Université du Québec à Montréal / Plan d'affaires du Centre d'entrepreneuriat ESG UQAM 2007-2008	162 000 \$

**TOTAL**

**4 142 747 \$**

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 71

Pour la métropole, indiquer et ventiler les montants reçus à titre de compensation des en-lieux de taxe pour 2007-2008. Prévisions pour 2008-2009.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 40.



**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 72

Pour la région métropolitaine, indiquer le coût total des défusions depuis 2003 en incluant les coûts relatifs à la mise sur pied et au fonctionnement des comités de transition. Ventiler le montant.

Municipalités	Études À la charge du Ministère	Registres À la charge du Ministère	Scrutins À la charge de la municipalité	Comités À la charge de la municipalité	Total		Grand Total
					Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>							
Montréal, V	400 000	4 803 993	1 665 873		5 203 993	1 665 873	6 869 866
<b>Reconstituées</b>							
Baie-d'Urfé, V			61 287	255 080	0	316 367	316 367
Beaconsfield, V			135 941	741 109	0	877 050	877 050
Côte-Saint-Luc, Cité			204 666	1 132 286	0	1 336 952	1 336 952
Dollard-des-Ormeaux, V			297 860	1 322 125	0	1 619 985	1 619 985
Dorval, Cité			136 605	1 020 654	0	1 157 259	1 157 259
Hampstead, V			64 571	410 396	0	474 967	474 967
Kirkland, V			146 164	823 177	0	969 341	969 341
L'Île-Dorval, V			9 656	5 705	0	15 361	15 361
Montréal-Est, V			63 708	426 089	0	489 797	489 797
Montréal-Ouest, V			71 253	346 965	0	418 218	418 218
Mont-Royal, V			138 565	1 095 882	0	1 234 447	1 234 447
Pointe-Claire, V			203 397	1 241 644	0	1 445 041	1 445 041
Sainte-Anne-de-Bellevue, V			71 515	261 053	0	332 568	332 568
Senneville, VL			52 308	225 670	0	277 978	277 978
Westmount, V			145 636	1 447 663	0	1 593 299	1 593 299

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 72

Pour la région métropolitaine, indiquer le coût total des défusions depuis 2003 en incluant les coûts relatifs à la mise sur pied et au fonctionnement des comités de transition. Ventiler le montant.

Municipalités	Études À la charge du Ministère	Registres À la charge du Ministère	Scrutins À la charge de la municipalité	Comités À la charge de la municipalité	Total		Grand Total
					Ministère	Municipalités	
<b>Actuelle</b>							
Longueuil, V	198 000	1 131 929	132 792		1 329 929	132 792	1 462 721
<b>Reconstituées</b>							
Boucherville, V			239 400	1 319 370	0	1 558 770	1 558 770
Brossard, V			402 073	1 946 804	0	2 348 877	2 348 877
Saint-Bruno-de-Montarville, V			179 694	981 435	0	1 161 129	1 161 129
Saint-Lambert, V			170 563	896 662	0	1 067 225	1 067 225
<b>Actuelles - Total</b>	598 000	5 935 922	1 798 665	0	6 533 922	1 798 665	8 332 587
<b>Reconstituées - Total</b>	0	0	2 794 861	15 899 769	0	18 694 630	18 694 630
<b>Grand Total</b>	598 000	5 935 922	4 593 526	15 899 769	6 533 922	20 493 295	27 027 217

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 73

Solde des sommes non engagées en 2007-2008 par région et par programme. Crédits alloués en 2007-2008, par région et par programme et prévisions pour 2008-2009.

Fonds d'initiatives pour l'avenir rural : Les crédits alloués totalisaient 1 551 935 \$ en 2007-2008. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 1 267 000 \$.

Les Pactes ruraux : Les crédits alloués totalisaient 22 000 000 \$ en 2007-2008 (soit 20 778 617 \$ pour le MAMR et 1 221 383 \$ pour le bureau de la Capitale-Nationale) et l'ensemble des crédits a été utilisé. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 26 000 000 \$.

Les Agents ruraux : Les crédits alloués totalisaient 3 400 000 \$ en 2007-2008 (soit 3 200 000 \$ pour le MAMR et 200 000 \$ pour le bureau de la Capitale-Nationale) et l'ensemble des crédits a été utilisé. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 3 468 000 \$.

Solidarité rurale du Québec : Les crédits alloués totalisaient 750 000 \$ en 2007-2008 et l'ensemble des crédits a été utilisé. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 765 000 \$.

Les laboratoires ruraux : Les crédits alloués totalisaient 1 000 000 \$ en 2007-2008 et l'ensemble des crédits a été utilisé. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 2 000 000 \$.

Les produits de spécialités : Les crédits alloués totalisaient 1 119 750 \$ en 2007-2008. Les crédits alloués pour 2008-2009 seront de 1 500 000 \$.

Fonds conjoncturel de développement : Aucune somme disponible sur le budget 2007-2008. Le budget de ce programme qui totalisait 2 934 000 \$ en 2007-2008, n'est pas ventilé par région. Une enveloppe de crédits de 2 934 000 \$ est disponible pour l'année financière 2008-2009.

Fonds de diversification économique régional de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : Ce programme est réservé à la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les crédits alloués en 2007-2008 totalisaient 1,4 M\$ et l'ensemble des crédits a été utilisé. Ce programme prévu pour une durée de trois ans se termine en 2007-2008.

Fonds de création d'emplois municipaux : Ce programme est réservé à la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les crédits alloués en 2007-2008 totalisaient 2,6 M\$ et l'ensemble des crédits a été utilisé. Ce programme prévu pour une durée de trois ans se termine en 2007-2008.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés : Le budget de ce programme qui totalisait 5,0 M\$ en 2007-2008 n'est pas ventilé par région et l'ensemble des crédits a été utilisé.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 74

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2007-2008 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2008-2009.

**Aides accordées en 2007-2008 :**

- a) Fonds conjoncturel de développement : référer au tableau 1 ci-joint pour la situation au 7 mars 2008
- b) Fonds de diversification économique régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (FDER) : voir la question 92
- c) Fonds de création d'emplois municipaux : voir question 92
- d) Fonds de soutien aux territoires en difficultés : voir la question 82
- e) Ruralité : les réponses sont présentées aux questions 73 et 108
- f) Solidarité rurale du Québec : voir la question 107

**Prévisions 2008-2009 :**

- a) Fonds conjoncturel de développement : 2 934 000 \$
- b) Fonds de diversification économique régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (FDER) : Cette mesure se termine en 2007-2008.
- c) Fonds de création d'emplois municipaux : Cette mesure se termine en 2007-2008.
- d) Fonds de soutien aux territoires en difficultés : voir la question 82
- e) Ruralité : les réponses sont présentées aux questions 73 et 108
- f) Solidarité rurale du Québec : voir la question 107

Demande #74	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2007-2008 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2008-2009.
FONDS CONJONCTUREL DE DEVELOPPEMENT DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SOMMES DÉPENSÉES EN 2007-2008	
	État de situation au 7 mars 2008
<b>Bas Saint-Laurent</b>	
Hétéroclite, la boîte à culture	1 000 \$
Corporation Sentier Rivière-du-Loup / Témiscouata	2 000 \$
Centre international du loisir culturel de Trois-Pistoles	5 000 \$
CRÉ Bas-Saint-Laurent	5 000 \$
Tourisme Rimouski	15 000 \$
Centre d'accueil, de développement et de formation en langues de Trois-Pistoles	30 000 \$
Télévision communautaire de la Vallée-de-La-Matapédia	9 500 \$
Fondation de l'Économusée de l'Est du Québec	45 000 \$
Municipalité de Packington	54 000 \$
Corporation de développement économique local de Sainte-Florence inc.	5 818 \$
Centre-Ressources pour la Vie autonome du Bas-Saint-Laurent	15 000 \$
Corporation de l'Opéra théâtre de Rimouski	23 500 \$
<b>Saguenay Lac-Saint-Jean</b>	
Chambre de commerce et d'industrie de La-Baie	100 000 \$
Les Grands Jardins de Normandin	90 000
Commission scolaire du Pays-des-Bleuets (MRC du Domaine-du-Roy)	8 000
Comité des Loisirs de Rivière-Éternité inc.	10 000
Club de ski de fonds Perce-Neige de Bégin	51 300
<b>Mauricie</b>	
Ressource Parent-Aïles	20 000 \$
Club de baseball Les Saints de Sainte-Thècle	7 500 \$
Comité ZIP du Lac Saint-Pierre	8 000 \$
OTJ - Saint-Roch de Mékinac	10 735 \$
Chevaliers de Colomb de Sainte-Thècle	10 000 \$
<b>Estrie</b>	
Ville de Lac-Mégantic	5 000 \$
La Relève Coopérative de solidarité	2 500 \$
Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke	10 000 \$
Municipalité de Saint-Camille	25 000 \$
MRC de Memphrémagog	26 400 \$
Corporation de développement économique social et communautaire de Rock Forest inc.	11 610 \$
<b>Outaouais</b>	
Conférence régionale des élus de l'Outaouais	15 000 \$
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>	
CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue	3 000 \$
Ville de La Sarre	5 000 \$
Refuge Pageau	27 500 \$
Club Carrefour Tennis Val-d'Or	65 000 \$

Demande # 74	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2007-2008 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2008-2009.
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SOMMES DÉPENSÉES EN 2007-2008	
Municipalité de Lorrainville	10 000 \$
Centre communautaire de La Motte	27 050 \$
Club de ski de fond Evain	10 000 \$
<i>Côte-Nord</i>	
MRC de Manicouagan	2 000 \$
MRC de la Haute-Côte-Nord	2 000 \$
MRC de la Minganie	10 000 \$
Golf Le Méandre de Forestville	30 000 \$
MRC La Haute-Côte-Nord	20 000 \$
MRC de Manicouagan	20 000 \$
Centre de recherche Les Buissons et Municipalité d'Aguanish	25 000 \$
Comité ZIP de la rive nord de l'estuaire et l'Association de la route bleue des baleines	20 000 \$
Association de développement touristique Tête-à-la-Baleine	47 618 \$
Municipalité de Sept-Iles	50 000 \$
<i>Nord-du-Québec</i>	
FauneNord	15 000 \$
Conférence régionale des élus de la Baie-James	75 000 \$
Coproportion de développement économique de Val-Paradis, Villebois et Beaucanton	20 000 \$
<i>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</i>	
MRC du Rocher Percé	10 000 \$
Conseil régional de l'environnement Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 500 \$
CIGIL	10 000 \$
Marina de Paspébiac inc.	5 000 \$
Club de l'âge d'or Trois Étoiles	72 400 \$
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie	22 700 \$
Centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	20 000 \$
Société de gestion des rivières de Gaspé	20 000 \$
Secrétariat à la mise en marché pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	1 666 \$
Conseil de la culture de la Gaspésie	34 000 \$
Accès Micro-crédit Baie-des-Chaleurs	20 000 \$
Secrétariat à la mise en marché pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine	24 000 \$
Bioparc de la Gaspésie inc.	200 000 \$
Technopole maritime du Québec	30 000 \$
Municipalité de Nouvelle	60 000 \$
Club de l'âge d'or Trois Étoiles	86 986 \$
Exploramer	150 000 \$
Société de restauration et de gestion - Rivière Nouvelle	28 000 \$
MRC de la Haute-Gaspésie	50 000 \$
Club nautique de Percé	30 000 \$
Ville de Paspébiac	15 000 \$
Association des pêcheurs côtiers de St-Godefroi inc.	37 500 \$
Cégep de la Gaspésie et des Îles	15 000 \$



Demande #74	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2007-2008 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2008-2009.	
FONDS CONJONCTUREL DE DÉVELOPPEMENT DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS SOMMES DÉPENSÉES EN 2007-2008		
Village gaspésien de l'héritage britannique		45 000 \$
<b>Chaudière-Appalaches</b>		
Village des défricheurs		5 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland		10 000 \$
Ville de Thetford-Mines		10 000 \$
<b>Lanaudière</b>		
Municipalité de Saint-Donat		55 000 \$
Les fêtes gourmandes de Lanaudière		20 000 \$
<b>Laurentides</b>		
Ville de Mont-Laurier		5 000 \$
Bureau du cinéma et de la télévision Argenteuil-Laurentides		4 000 \$
Ordre fraternel des aigles		10 000 \$
<b>Montérégie</b>		
La Société archéologique et historique de l'Île aux Tourtes		2 000 \$
<b>Centre-du-Québec</b>		
La Station du Mont Gleason		25 000 \$
Organisme de récupération anti-pauvreté de l'Érable		45 000 \$
Municipalité de Saint-Albert		20 000 \$
Musée du bronze d'Inverness		25 000 \$
Municipalité du Canton de Chester-Est		70 000 \$
<b>Non régionalisé</b>		
MRC d'Argenteuil (Dossier Ruralité)		6 595 \$
La Corporation des fleurons du Québec		70 000 \$
Société Économusées du Québec		7 500 \$
Fédération des gestionnaires de rivières à saumons du Québec		40 000 \$
Culture pour tous		50 000 \$
Corporation des Fleurons du Québec		50 000 \$
Fédération québécoise pour le saumon atlantique		25 000 \$

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 75

Sommes engagées en 2007-2008 concernant la Politique de développement du Nord-du-Québec. Ventiler les montants par projet. Prévisions pour 2008-2009.

Le MAMR n'a engagé aucune somme dans le cadre de la Politique de développement du Nord-du-Québec.

Rappelons que dans le cadre de la répartition des responsabilités ministérielles lors de la réorganisation du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) et du MAMR, il a été convenu que la responsabilité du MAMR en ce qui a trait à la mission régionale en serait une de coordination de l'activité gouvernementale en région. Les mesures de développement économiques découlant de la stratégie de développement des régions, par lesquelles la politique de développement du Nord-du-Québec a été mise en œuvre, sont sous la responsabilité du MDEIE.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande #76

État de situation détaillé concernant la mise en place des Fonds d'intervention économique régional (FIER) en spécifiant pour les 4 volets (FIER-soutien, FIER-régions, FIER-partenaires, FIER-partenaires) :a) les FIER qui sont actuellement en place par région; b) les sommes gouvernementales investies et les sommes des partenaires; c) les demandes d'accréditation qui sont actuellement à l'étude; d) le nombre d'entreprises qui, à ce jour, ont reçu une aide financière, le montant de l'aide et le nombre d'emplois créés.

L'information demandée sera fournie par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 77

État d'avancement du plan d'action pour soutenir les régions du Québec. Sommes engagées en 2007-2008. Ventilation détaillée par région et résultats obtenus. Prévisions pour 2008-2009.

Les réponses à cette question se trouvent dans la réponse à la demande n° 83, portant sur la *Stratégie pour le développement de toutes les régions, Des moyens accrus, une autonomie renforcée*, lancée dans le cadre du Discours sur le budget 2007-2008.

D'autres mesures ont été mises en place pour favoriser le développement des régions du Québec :

- Fonds de soutien aux territoires en difficulté : Demande n° 82.
- Fonds de diversification économique régionale (FDER) pour la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : Demande n° 92

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 78

État d'avancement du plan d'action pour venir en aide aux communautés en danger de déstructuration. Copie du plan d'action. Sommes engagées et ventilées pour 2007-2008. Indiquer les résultats obtenus. Prévisions pour 2008-2009.

Le gouvernement du Québec annonçait, lors du discours du budget 2005-2006, une mesure d'aide de 30 millions de dollars applicable sur 3 ans pour soutenir les villes monoindustrielles en difficulté économique. De ces 30 millions, un montant de 9 millions était alloué au ministère des Affaires municipales et des Régions dans son *Fonds de soutien aux territoires en difficulté* (FSTD) pour la mobilisation des communautés touchées et un montant de 21 M\$ était alloué au ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exploitation (MDEIE) pour la création du *Fonds de soutien aux municipalités monoindustrielles*.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan de soutien au secteur forestier qui a été rendu public le 20 octobre 2006, le gouvernement a annoncé qu'une aide additionnelle de 45 M\$ sur quatre ans sera spécifiquement destinée à soutenir les municipalités touchées par la crise forestière. Cette aide s'ajoute à l'enveloppe déjà annoncée de 30 M\$, portant le total de l'aide à 75 M\$. L'octroi de sommes additionnelles s'est traduit par un ajout total de 6 M\$ au *Fonds de soutien aux territoires en difficulté*, portant ainsi son enveloppe à 15 M\$ et par un ajout de 39 M\$ au *Fonds de soutien aux municipalités monoindustrielles* pour une enveloppe totale de 60 M\$.

Le *Fonds de soutien aux territoires en difficulté* (FSTD) intervient pour soutenir les communautés et les municipalités confrontées à d'importantes difficultés économiques en raison du caractère trop peu diversifié de leur économie et, notamment, de leur grande dépendance face au secteur forestier. Dans le cadre de ce programme, le MAMR apporte un soutien à la démarche de diversification et de développement des communautés touchées. Il conclut avec la MRC concernée un contrat de diversification et de développement qui prévoit la formation d'un comité composé d'élus de la MRC qui a notamment pour responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de diversification et de développement. Les MRC admissibles bénéficient d'une enveloppe maximale de 100 000 \$ par année pendant 3 ans dans le cadre du FSTD. Cette aide est accordée pour des études, des activités ou projets visant à soutenir une démarche de relance de territoires en difficulté ainsi que les interventions soumises par le comité de diversification et de développement dans leur plan. Cette aide exclut l'aide aux entreprises.

Le MDEIE appuie cette démarche de diversification de la MRC en réservant une somme maximale de 250 000 \$ par année pendant trois ans dans le cadre du *Fonds de soutien aux municipalités monoindustrielles* pour des projets d'entreprise qui auront été priorisés par le comité dans le cadre du plan de diversification.

Compte tenu de la complémentarité des programmes du MAMR et du MDEIE eu égard au soutien des milieux en difficulté, les deux ministères ont convenu d'harmoniser leurs modalités et démarches d'intervention respectives afin d'optimiser l'impact de l'aide auprès de la clientèle.

*(Complément d'information à la réponse à la question 82)*

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 79

Pour chacune des conférences régionales des élus (CRÉ), fournir :

- a) le budget total alloué pour 2007-2008;
- b) la ventilation budgétaire détaillée 2007-2008;
- c) les prévisions budgétaires pour 2008-2009;
- d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat);
- e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration;
- f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.

Réponse a) : Le budget 2007-2008 pour les CRÉ totalisait 55 M\$.

Réponse b) : Voir ANNEXE 1.

Réponse c) : Le budget prévisionnel de l'enveloppe 2008-2009 totalise 55 M\$.

Réponse d) : Voir ANNEXE 2.

Réponse e) : Voir ANNEXE 3.

Réponse f) : Voir ANNEXE 4.

## FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Région	Budget CRÉ 2007-2008
Bas St-Laurent	3 134 477 \$
Saguenay Lac St-Jean	2 516 814 \$
Capitale Nationale	(1) 2 464 368 \$
Mauricie	2 797 894 \$
Estrie	2 492 323 \$
Montréal	4 994 510 \$
Outaouais	2 536 686 \$
Abitibi/Témiscamingue	3 324 551 \$
Côte-Nord	2 747 429 \$
Nord-du-Québec	
Baie-James	2 050 237 \$
Kativik	(2) 2 024 362 \$
Crie	2 046 797 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	3 953 040 \$
Chaudière/Appalaches	2 303 978 \$
Laval	2 003 885 \$
Lanaudière	2 341 610 \$
Laurentides	2 209 838 \$
Montréal	
Longueuil	2 111 385 \$
Est	2 350 431 \$
Ouest	2 144 868 \$
Centre du Québec	2 450 514 \$
Sous-total	54 999 997 \$

(1) La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.

(2) À partir de l'année financière 2006-2007, le budget de la CRÉ Kativik est intégré à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik.

**Conférence régionale des élus – BAS-SAINT-LAURENT**  
(Mise à jour : 2008-02-29)

**ANNEXE 2**

<b>DONNÉES GÉNÉRALES</b>	
Nombre d'élus	18
Nombre de représentants socio-économiques désignés	9
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	7 (25 %)
Nombre actuel de membres désignés	28
Première rencontre officielle	26 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

<b>COMPOSITION DE LA CRÉ</b>		
Nom	Titre	Remarque
M. Michel Lagacé Président	Préfet de la MRC de Rivière-du-Loup	
<b>ÉLU-E-S MUNICIPAUX</b>		
M. Serge Fortin Membre de l'exécutif	Préfet de la MRC du Témiscouata	
M. Jean-Clément Ouellet	Préfet de la MRC de La Mitis	
M. Donald Grenier	Préfet de la MRC de Matane	
M. André Leblond	Préfet de la MRC de Les Basques	
M. Gilbert Pigeon	Préfet de la MRC Rimouski-Neigette	
M. Jean-Guy Charest	Préfet de la MRC du Kamouraska	
M. Georges Guénard	Préfet de la MRC de La Matapédia	
M. Gaétan Ruest	Maire d'Amqui	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Linda Cormier	Mairesse de Matane	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Bélanger	Maire de Mont-Joli	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Éric Forest Membre de l'exécutif	Maire de Rimouski	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Morin	Maire de Rivière-du-Loup	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Asselin	Maire de Cabano	Maire d'une municipalité de figurant à l'annexe
M. Bernard Généreux	Maire de La Pocatière	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
Mme Cécile Joseph Membre de l'exécutif	Mairesse de St-Pascal	Mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jean-Pierre Rioux	Maire de Trois-Pistoles	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Émilien Nadeau	Maire de Dégelis	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
<b>REPRÉSENTANT-E-S D'UNE NATION AUTOCHTONE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE</b>		
M. Bruno Gagnon	Table de concertation agroalimentaire Bas-Saint-Laurent	Agroalimentaire
Mme Suzanne Tremblay, Répondante régionale	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	Condition féminine
Mme Ginette Lepage, Directrice générale	Conseil de la culture Bas-Saint-Laurent	Culture
Mme Claire Bilocq, Directrice	Corporation de développement	Développement social



**Conférence régionale des élus – BAS-SAINT-LAURENT**  
(Mise à jour : 2008-02-29)

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
générale	communautaire du KRTB	
M. Yves Goudreau, Président	ACCORD Bas-Saint-Laurent	Diversification économique, innovation, science et technologie
M. Michel Ringuet, Recteur	Université du Québec à Rimouski	Éducation
M. Bruno Paradis, Président	Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent	Jeunesse
M. Gilles Michaud, Directeur	SER de la Vallée	Milieu forestier
REPRÉSENTANTE AUTOCHTONE		
Mme Sandra Tremblay, Agente au développement économique	Première Nation Malécite de Viger	Nation autochtone

**Conférence régionale des élus – SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
(Mise à jour : 2008-02-29)

<b>DONNÉES GÉNÉRALES</b>	
<b>Nombre d'élus</b>	<b>14</b>
<b>Nombre de représentants socio-économiques désignés</b>	<b>7</b>
<b>Représentant autochtone</b>	<b>Il siège volontairement à titre d'observateur</b>
<b>Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)</b>	<b>5 (23 %)</b>
<b>Nombre actuel de membres désignés</b>	<b>22</b>
<b>Première rencontre officielle</b>	<b>31 mars 2004</b>
<b>Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre</b>	<b>Oui</b>
<b>Ajout par décret, le 30 juin 2004, de trois représentants pour la Ville de Saguenay</b>	

<b>COMPOSITION DE LA CRÉ</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Remarque</b>
<b>M. Serge Simard, président</b>	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Président de l'arrondissement de La Baie
<b>M. Gérald Scullion, vice-président</b>	Maire d'Alma	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Lac-Saint-Jean-Est
<b>M. Jean-Marie Claveau Secrétaire trésorier</b>	Préfet MRC Le Fjord-du-Saguenay	Préfet
<b>M. Gilbert Goulet Membre du comité exécutif</b>	Préfet MRC Maria-Chapdelaine	Préfet
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
M. Jean Tremblay	Maire de Ville de Saguenay	Équivalent d'un préfet, maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Denis Dahl	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Réjean Laforest	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Marc-André Gagnon	Conseiller municipal de Ville de Saguenay	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Gilles Potvin	Maire de Saint-Félicien	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Généreux	Préfet MRC Domaine-du-Roy	Préfet
M. Bertrand Couture	Maire de Saint-Charles-de-Bourget	Représentant supplémentaire de la MRC Le Fjord-du-Saguenay
M. Georges Simard	Maire de Dolbeau-Mistassini	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Maria-Chapdelaine
M. Léonard Côté	Préfet MRC Lac-Saint-Jean-Est	Préfet
M. Michel Larouche	Maire de Roberval	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. MRC Maria-Chapdelaine
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
Mme Guylaine Proulx	Professeur	Cégep de Saint-Félicien
Mme Audrey-Claude Gaudreault	Présidente	Regroupement Action Jeunesse 02

**Conférence régionale des élus – SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
(Mise à jour : 2008-02-29)

Mme Liz S. Gagné	Présidente	Commission scolaire des Rives du Saguenay et Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT)
Mme Jeanne Lavoie	Conseillère – Partenariat avec la communauté Présidente	Alcan Métal Primaire Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire
M. Martin Voyer	Vice-président – Soutien au dév. des affaires Saguenay–Lac-Saint-Jean–Charlevoix	Fédération des caisses du Québec
M. André Fortin	Président	Union des Producteurs Agricoles (UPA)
Mme Nathalie Savard	Présidente	Syndicat des intervenants et intervenantes de la santé
<b>REPRÉSENTANT AUTOCHTONE</b>		
M. Sébastien Kurtness	Vice-chef	Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean

# Conférence régionale des élus – MAURICIE

(Mise à jour : 2008-02-29)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	12
Nombre de représentants socio-économiques désignés	6
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	3 (16 %)
Nombre actuel de membres désignés	19
Première rencontre officielle	2 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
<b>COMITÉ EXÉCUTIF</b>		
Mme France Beaulieu <b>présidente</b>	Conseillère Ville de Shawinigan	Représentante supplémentaire de la Ville-MRC.
M. Réjean Gaudreault <b>1<sup>er</sup> vice-président</b>	Maire de La Tuque	Maire de la Ville et de l'Agglomération
M. Michel Angers <b>2<sup>e</sup> vice-président</b>	Main-d'oeuvre	Président du Comité régional d'économie sociale
M. Pierre A. Dupont <b>Secrétaire</b>	Conseiller Ville de Trois-Rivières	Représentant supplémentaire de la Ville-MRC
M. Yvon Lemire <b>Trésorier</b>	Éducation	Président de la Commission scolaire Chemin-du-Roy
Mme Lise Landry <b>Administratrice</b>	Mairesse de Shawinigan	Mairesse d'une Ville-MRC
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
M. Normand Hudon	Maire de Notre-Dame-de-Montauban	
M. Jean-Paul Diamond	Préfet de la MRC de Maskinongé	
M. Yves Lévesque	Maire de Trois-Rivières	Maire d'une Ville-MRC
M. Gérard Bruneau	Préfet de la MRC des Chenaux	
M. Pierre Bouchard	Maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	
M. Guy Richard	Maire de Louiseville	
M. Reynald Périgny	Préfet de la MRC Mékinac	
M. Elzéar Lepage	Conseiller Ville La Tuque	Représentant supplémentaire de la Ville et de l'Agglomération
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES <sup>1</sup></b>		
M. Michel Dupont	Développement social	
M. Pierre Tremblay	Qualité de vie	
M. André Nollet	Économie	

<sup>1</sup> En Mauricie, les représentants socio-économiques sont issus du Forum de la société civile

## Conférence régionale des élus – MAURICIE

(Mise à jour : 2008-02-29)

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
M. Yvon Lemire	Éducation	
M. Michel Angers	Main-d'oeuvre	
M. Jacques Pinard	Ressources naturelles et Territoire	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
M <sup>me</sup> Éva Ottawa	Conseil de la Nation Atikamekw	
OBSERVATEURS		
Mme Liette Moreau	Collectivités d'influence	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
Mme Annie Brousseau	Collectivités d'influence	Forum Jeunesse
M. Ghislain Bourque	Éducation	
Députés de la Mauricie		
M. Pierre Robert	Directeur régional – MAMR	
M. Denis Hébert	Directeur régional par intérim - MDEIE	

**Conférence régionale des élus – ESTRIE**  
(Mise à jour : 2008-29- 02)

<b>DONNEES GENERALES</b>	
<b>Nombre d'élus</b>	<b>18</b>
<b>Nombre de représentants socio-économiques désignés</b>	<b>9</b>
<b>Représentant autochtone</b>	<b>0</b>
<b>Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)</b>	<b>4 (15 %)</b>
<b>Nombre actuel de membres</b>	<b>27</b>
<b>Première rencontre officielle</b>	<b>14 mai 2004</b>
<b>Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre</b>	<b>Oui</b>
<b>Ajout par décret, le 30 juin 2004, d'un représentant pour la ville de Sherbrooke</b>	

<b>COMPOSITION DE LA CRE</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Remarque</b>
<b>Roger Nicolet Président</b>	Préfet de la MRC de Memphrémagog	
<b>Jean Perrault 1<sup>er</sup> Vice-président</b>	Maire de la Ville de Sherbrooke	Municipalité de plus de 5000 h.
<b>Laroche, Colette Roy- 2<sup>e</sup> Vice-présidente</b>	Maire de la Ville de Lac-Mégantic	Municipalité de plus de 5000 h.
<b>Gingras, Diane Trésorière</b>	Présidente-directrice générale de Oxybec Médical	Développement économique et de la main-d'œuvre — secteur tertiaire
<b>Durivage, Suzanne Secrétaire</b>	Ex-Présidente de la Commission scolaire des Hauts-Cantons	Éducation et formation professionnelle
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
Bachand, Jean-Philippe	Maire de la Ville d'Asbestos	Municipalité de plus de 5000 h.
Badger, Gérald	Préfet de la MRC Le Val-Saint-François	
Bernier, Maurice	Préfet de la MRC du Granit	
Brochu, Louida	Conseiller	Membre supplémentaire de la Ville de Sherbrooke
Dumas, Jean-Claude	Représentant par intérim de la MRC Le Haut-Saint-François	
Gagné, Laurian	Maire de la Ville de Valcourt	Municipalité figurant à l'annexe
Gagnon, Francis	Conseiller	Membre supplémentaire de la Ville de Sherbrooke
Hémond, Jacques	Préfet de la MRC Les Sources	
Lamoureux, Bertrand	Maire de la Ville de Coaticook	Municipalité de plus de 5000 h.
Mailhot, Martin	Maire de la Ville d'East Angus	Municipalité figurant à l'annexe
Masson, Réjean	Préfet de la MRC de Coaticook	

**Conférence régionale des élus – ESTRIE**  
(Mise à jour : 2008-29- 02)

Martel, Marc-André	Maire de la Ville de Richmond	Municipalité figurant à l'annexe
Potvin, Normand	Maire de la Ville de Cookshire-Eaton	Municipalité de plus de 5000 h.
Poulin, Marc	Maire de la Ville de Magog	Municipalité de plus de 5000 h.
Wheeler, Malcom	Maire de la Ville de Windsor	Municipalité de plus de 5000 h.
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
Landry, Noël	Président de la Fédération de l'UPA de l'Estrie	Développement économique et de la main-d'œuvre — agriculture et forêt
Fouquet, Guy	Président de la Fondation estrienne en environnement	Développement durable
Royer, Richard	Président du C.A. du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	Recherche Science et Technologie
Roy, Alain	Coordonnateur de la Corporation de développement communautaire de la MRC d'Asbestos	Communautaire
Nadeau-Saumier, Monique	Consultante en muséologie et patrimoine	Culture
Marceau, Denis	Président du Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Estrie	Développement de la structure économique et de la main-d'oeuvre
Bolduc, Joël	Forum jeunesse Estrie	Relève

Les représentants socio-économiques ont obtenu un mandat de deux ans en juin 2006, donc échéance juin 2008.

Les membres du comité exécutifs ont un mandat d'un an renouvelable en juin.

# Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

## Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre actuel de membres désignés	118
Nombre de femmes parmi les membres du conseil d'administration (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	40 (33,9%)
Nombre d'élus municipaux	79
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	25 (31,6%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés	39
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	15 (38,5%)
Représentant autochtone	1
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	25 octobre 2004 Avenant : • 24 novembre 2006

26 députés provinciaux (9 femmes = 34,6% ; 2 postes vacants)

## CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION		
M. Claude Dauphin Président	Vice-président du comité exécutif et maire de l'arrondissement de Lachine	Ville de Montréal
Mme Manon Barbe 1 <sup>re</sup> Vice-présidente	Mairesse, arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
Mme Carole Lamoureux 2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Vice-rectrice aux études et à la vie étudiante	Université du Québec à Montréal
Mme Monique Worth Trésorière	Mairesse, arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
M. Gaétan Châteauneuf Secrétaire	Vice-président	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
ÉLU-E-S MUNICIPAUX		
M. Warren Allmand	Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal
M. Michael Applebaum	Conseiller associé et maire de l'arrondissement CDN/NDG	Ville de Montréal
Mme Marie-Andrée Beaudoin	Membre du comité exécutif et mairesse, arrondissement Ahuntsic-Cartierville	Ville de Montréal
M. Richard Bélanger	Maire, arrondissement L'île-Bizard/Ste-Geneviève	Ville de Montréal
M. André Bélisle	Arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
M. Bob Benedetti	Maire	Ville de Beaconsfield
M. Richard Bergeron	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Carle Bernier-Genest	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie	Ville de Montréal
Mme Yvette Bissonnet	Arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal
Mme Patricia Bittar	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
M. Laurent Blanchard	Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
Mme Jocelyn-Ann Campbell	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal
M. Jean-Yves Cartier	Mairesse	Ville de Montréal
Mme Marie Cinq Mars	Mairesse de l'arrondissement Outremont	Ville de Montréal
Mme Jane Cowell-Poitrass	Arrondissement Lachine	Ville de Montréal
Mme Vera Danyluk	Mairesse	Ville Mont-Royal
M. Laval Demers	Arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal



# Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

## Composition du conseil d'administration

Mme Mary Deros	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc Extension	Ville de Montréal
M. Richard Deschamps	Arrondissement de LaSalle	Ville de Montréal
M. Alan DeSousa	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Laurent	Ville de Montréal
M. Richer Dompierre	Arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve	Ville de Montréal
Mme Carole Du Sault	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
M. Christian G.Dubois	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal
M. Noushig Eloyan	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Cartierville)	Ville de Montréal
M. Alvaro Farinacci	Arrondissement LaSalle	Ville de Montréal
M. Sammy Forcillo	Membre du comité exécutif et conseiller de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
Mme Helen Fotopulos	Membre du Comité exécutif et mairesse, arrondissement Plateau Mont-Royal (Mile-End)	Ville de Montréal
M. Jean-Marc Gibeau	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Gilles Grondin	Arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
Mme Line Hamel	Arrondissement Sud-Ouest (Louis-Cyr)	Ville de Montréal
Mme Andrée Hénault	Arrondissement d'Anjou	Ville de Montréal
M. Anthony Housefather	Maire	Ville de Côte Saint-Luc
M. James V. Infantino	Arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Edward Janiszewski	Maire	Ville de Dollard-des-Ormeaux
M. Benoît Labonté	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
M. Michel Labrecque	Arrondissement Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Yvon Labrosse	Maire	Ville de Montréal-Est
M. Sylvain Lachance	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Villeray)	Ville de Montréal
M. Pierre Lapointe	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville (Ahuntsic)	Ville de Montréal
M. André Lavallée	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement Rosemont/La-Petite-Patrie	Ville de Montréal
M. Cosmo Maciocia	Membre du comité exécutif et maire de l'arrondissement RDP/PAT/Montréal-Est	Ville de Montréal
M. Joe Magri	Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
Mme Karin Marks	Mairesse	Ville de Westmount
Mme Ginette Marotte	Arrondissement Verdun	Ville de Montréal
Mme Soraya Martinez	Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal
M. George McLeish	Maire	Ville de Senneville
M. Bill McMurchie	Maire	Ville de Pointe-Claire
M. John W. Meaney	Maire	Ville de Kirkland
M. Luis Miranda	Maire de l'arrondissement Anjou	Ville de Montréal
M. Nicolas Montmorency	Arrondissement de Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles	Ville de Montréal
Mme Jacqueline Montpetit	Mairesse de l'arrondissement Sud-Ouest	Ville de Montréal
M. Marcel Parent	Maire de l'arrondissement Montréal-Nord	Ville de Montréal
M. Dominic Perri	Conseiller associé, arrondissement de Saint-Léonard	Ville de Montréal
M. Michel Prescott	Arrondissement du Plateau Mont-Royal	Ville de Montréal
M. Gaetan Primeau	Arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve	Ville de Montréal
M. François Purcell	Arrondissement Rosemont/Petite-Patrie / District Saint-Édouard	Ville de Montréal
M. Marvin Rotrand	Leader de la majorité et substitut, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce / District Snowdon	Ville de Montréal
M. Edgard Rouleau	Maire	Ville de Dorval
Mme Claire Saint-Arnaud	Leader de l'opposition officielle, Arrondissement Mercier / Hochelaga / Maisonneuve (Longue-Pointe)	Ville de Montréal
Mme Anie Samson	Mairesse, Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension (Jarry)	Ville de Montréal
Mme Francine Sénécal	Vice-présidente du comité exécutif, Arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce (Loyola)	Ville de Montréal
Mme Catherine Sévigny	Arrondissement Ville-Marie	Ville de Montréal
M. William Steinberg	Maire	Ville d'Hampstead
M. Jean-François Saint-Onge	Arrondissement Ahuntsic/Cartierville	Ville de Montréal

# Conférence régionale des élus - MONTREAL

## Composition du conseil d'administration

M. Campbell Stuart	Maire	Ville de Montréal-Ouest	
M. Alain Tassé	Arrondissement de Verdun	Ville de Montréal	
Mme Lyn Thériault-Faust	Mairesse, arrondissement Mercier/Hochelaga/Maisonneuve	Ville de Montréal	
M. Bill Tierney	Maire	Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	
M. Gérald Tremblay	Maire	Ville de Montréal	
M. Marcel Tremblay	Membre du comité exécutif, arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	Ville de Montréal	
M. Claude Trudel	Maire, arrondissement de Verdun	Ville de Montréal	
Mme Maria Tutino	Mairesse	Ville de Baie d'Urfé	
M. Frank Vénneri	Arrondissement Villeroy/Saint-Michel/Parc-Extension	Ville de Montréal	
M. Bertrand A.Ward	Arrondissement Pierrefonds/Roxboro	Ville de Montréal	
M. Saulie Zajdel	Arrondissement Côte-des-Neiges/NDG	Ville de Montréal	
M. Frank Zampino	Président du comité exécutif et maire de l'arrondissement Saint-Léonard	Ville de Montréal	
REPRÉSENTANT-E-S SOCIOÉCONOMIQUES			
M. Gerry Arsenault	Affaires	Directeur général	CLD West Island
Mme Rivka Augenfeld	Relations interculturelles	Présidente	Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes-TCRI
M. Claude Bégin	Communautaire	Directrice générale	Centre de recherche d'emploi de l'Est
M. Frantz Benjamin	Relations interculturelles	Président	Conseil interculturel de Montréal
M. Michel Boudreault	Affaires	Directeur régional des ventes	Bell Canada
Mme Édith Cyr	Affaires - Économie sociale	Directrice générale	GRT - Bâtir son quartier
Mme Diane De Courcy	Éducation primaire et secondaire	Présidente	Commission scolaire de Montréal
Mme Véronique De Sève	Syndical	Vice-Présidente	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Mme Claudette Demers-Godley	Femmes	Directrice générale	Y des femmes (YWCA)
M. Denis Deschamps	CRPMT	Président, chef de la direction	Drakkar & Associés inc. - Services-conseils et placement en ressources humaines
M. Michel Ducharme	Syndical	Président	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
M. André Dudemaine	Arts et culture	Directeur général	Société pour la diffusion de la culture autochtone - Terres en vue
M. Jean-Sébastien Dufresne	Jeunes	Président	Réseau citoyen de solidarité Iciéla
Mme Nada Elkouzi	Affaires	Agente de développement	Coopérative de développement régional de Montréal-Laval
M. Jean-Paul Faniel	Communautaire	Coordonnateur	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
M. Henri Gervais	Aînés	Président	Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
M. Victor C.Goldbloom	Santé	Président	Agence de la santé et des services sociaux
M. André Grandchamps	Syndical	Directeur syndical	Syndicat canadien de la fonction publique
Mme Isabelle Hudon	Affaires-industries manufacturières	Présidente et chef de la direction	Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Mme Francine Labelle	Affaires-commerce et services	Directrice générale	Chambre de commerce et d'industrie de l'Est de l'île de Montréal
M. Jean-François Lalonde	Communautaire	Directeur général	CDEC - Rosemont/Petite-Patrie

# Conférence régionale des élus - MONTRÉAL

## Composition du conseil d'administration

M. Charles Lapointe	Affaires - Tourisme	Président - Directeur général	Tourisme Montréal
M. André Leclerc	Arts et culture	Président	Gagné Leclerc Groupe conseil
M. Éric Léouzon	Affaires	Président	Maestro Communications inc.
M. David Levine	Santé	Président - directeur général	Agence de la santé et des services sociaux
M. Laurent McCutcheon	Gais et lesbiennes	Président	Gai Écoute inc.
Mme Louise Millette	Environnement	Directrice - Département des génies civil, géologique et des mines	École polytechnique
M. Gilles Paquette	Syndical	Conseiller régional	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Mme Manon Perron	Syndical - CSN	Trésorière du conseil central	Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Mme Josée Scott	Loisir et sport	Directrice générale	Sport et Loisir de l'île de Montréal
Mme Louise Sicuro	Arts et culture	Directrice générale	Les journées de la culture
M. Marcus Tabachnick	Éducation	Président	Commission scolaire Lester B. Pearson
M. Michel Taylor	Syndical	Président	Conseil régional FTQ - Montréal métropolitain
M. Roch Tremblay	Éducation-Collégial	Directeur général	Cégep de Ahuntsic
M. Denis Turcotte	Syndicat	Président régional	Syndicat de la fonction publique du Québec
Mme Marie Turcotte	Personnes handicapées	Adjointe à la direction	Ex æquo
M. Denis Plante	Affaires - Environnement	Président	Conseil régional de l'environnement

## DÉPUTATION QUÉBÉCOISE

M. Pierre Arcand	Circ. de Mont-Royal
M. Raymond Bachand ministre responsable de la région de Montréal	Circ. d'Outremont
Mme Line Beauchamp	Circ. de Bourassa-Sauvé
M. Lawrence S. Bergman	Circ. de D'Arcy-McGee
M. Michel Bissonnet	Circ. de Jeanne-Mance/Viger
Mme Marguerite Blais	Circ. de Saint-Henri-Sainte-Anne
M. Jacques Chagnon	Circ. de Westmount/St-Louis
M. Russell Copeman	Circ. de Notre-Dame-de-Grâce
Mme Rita Dionne-Marsois	Circ. de Rosemont
M. Emmanuel Dubourg	Circ. de Viau
M. Jacques P. Dupuis	Circ. de Saint-Laurent
M. Henri-François Gauthier	Circ. de Verdun
M. Nicolas Girard	Circ. de Gouin
Mme Louise Harel	Circ. Hochelaga-Maisonneuve
Mme Yolande James	Circ. de Nelligan
Mme Monique Jérôme-Forget	Circ. Marguerite-Bourgeoys
M. Geoffrey Kelley	Circ. de Jacques-Cartier
Mme Lisette Lapointe	Circ. de Crémazie
M. Martin Lemay	Circ. Sainte-Marie-Saint-Jacques
M. Pierre Marsan	Circ. de Robert-Baldwin
M. François Ouimet	Circ. de Marquette
M. Gerry Sklavounos	Circ. de Laurier-Dorion
Mme Christine St-Pierre	Circ. de l'Acadie
Mme Lise Thériault	Circ. d'Anjou
M. Tony Tomassi	Circ. de LaFontaine
M. Daniel Turp	Circ. de Mercier
Vacant	Circ. de Bourget
Vacant	Circ. de Pointe-aux-Trembles

# Conférence régionale des élus – OUTAOUAIS

(Mise à jour : 2007-05-03)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	15
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	6 (26 %)
Nombre actuel de membres désignés	23
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	5 juillet 2004
Ajout par décret, le 30 juin 2004, de deux représentants pour la ville de Gatineau	

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Marc Carrière	Président, maire de Val-des-Monts (mandat de président du 2006-04-01 à 2008-03-31)	Préfet MRC Les Collines-de-l'Outaouais
Mme Paulette Lalande	Vice-présidente, maire de Plaisance (mandat de vice-présidente du 2006-04-01 au 2008-03-31)	Préfet MRC de Papineau
M. Aurèle Desjardins	Trésorier, conseiller de la ville de Gatineau (mandat de trésorier du 2006-04-01 au 2008-03-31)	Municipalité de + de 5000 h (2 <sup>e</sup> représentant)
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Marc Bureau	Maire Ville de Gatineau	Municipalité de + de 5000h
Mme Jocelyne Houle	Conseillère Ville de Gatineau	Demande d'ajout à la CRÉO par la ville de Gatineau
Mme Louise Poirier	Conseillère Ville de Gatineau	Demande d'ajout à la CRÉO par la ville de Gatineau
M. Pierre Rondeau	Préfet, MRC de la Vallée-de-La-Gatineau	
M. Michael McCrank	Préfet, MRC de Pontiac	
M. Robert Buisnière	Maire de La Pêche	Municipalité de + de 5000 h
M. Steve Harris	Maire de Cantley	Municipalité de + de 5000 h
M. Robert Coulombe	Maire de Maniwaki	Municipalité figurant à l'annexe
M. Jean Perras	Maire de Chelsea	Municipalité de + de 5000 h
M. Normand Vachon	Maire de Mayo	Représentant supplémentaire de MRC Papineau
Vacant	Maire de Val-des-Monts	Municipalité de + de 5000 h
M. Raymond Durocher	Maire de Fort-Coulonge	Représentant supplémentaire de MRC de Pontiac

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Michel Allard	Présidente, Conseil régional des partenaires du marché du travail	Secteur économie Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Lise Waters	Présidente, Unité régionale	Secteur culture

**Conférence régionale des élus – OUTAOUAIS**  
(Mise à jour : 2007-05-03)

	de loisir et de sport de l'Outaouais	Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Marlène Thonnard	Présidente Université du Québec en Outaouais	Secteur <b>éducation et recherche</b> Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
	Vacant	Secteur <b>science</b>
	Vacant	Secteur <b>éducation primaire-secondaire</b>
M. Guy Morissette	Président-directeur général, Agence de santé et services sociaux	Secteur <b>Développement social et santé</b> Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
Mme Sylvie Daigle		Secteur <b>Représentant(e) des citoyens</b> Mandat du 2007-04-01 au 2010-03-31
<b>REPRÉSENTANT AUTOCHTONE</b>		
	Vacant	

# Conférence régionale des élus – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

(Mise à jour : 2008-03-06)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	13
Nombre de représentants socio-économiques désignés	5/6
Représentant autochtone	0/1
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	5 (28 %)
Nombre actuel de membres désignés	18 (1 représentant autochtone et 1 représentant socio-économique à venir)
Première rencontre officielle	8 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Jean-Maurice Matte, <b>président</b>	Maire de Senneterre	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
M. Roger Caouette,	Maire de Rouyn-Noranda	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h. (2 représentants selon l'article 100)
M. Fernand Trahan	Maire de Val-d'Or et préfet de la MRC Vallée-de-l'Or	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Philippe Barette	Maire de Témiscaming	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Daniel Rancourt,	Maire de Macamic et préfet MRC d'Abitibi-Ouest	
M. Jacques Riopel	Maire de St-Marc-de-Figury	Représentant supplémentaire de la MRC Abitibi
M. Ulrick Chérubin, <b>2<sup>e</sup> vice-président</b>	Maire d'Amos et préfet de la MRC Abitibi	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Normand Houde <b>trésorier</b>	Maire de La Sarre	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Fernand Carpentier	Maire de Malartic	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Sylvain Trudel,	Maire de Ville-Marie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Mario Provencher, <b>secrétaire</b>	Conseiller	Représentant supplémentaire de la Ville de Rouyn-Noranda
Mme Céliane Taillefer	Mairesse de Senneterre (Paroisse)	Représentante supplémentaire de la MRC de la Vallée-de-l'Or
M. Jean-Pierre Charron, <b>1<sup>er</sup> vice président</b>	Maire de Belleterre et préfet de la MRC de Témiscamingue	Représentant supplémentaire de la MRC de Témiscamingue
<b>REPRÉSENTANT(E)S SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
M <sup>me</sup> Anne-Marie Béland	Territoire Abitibi-Ouest	Présidente du Conseil régional de la culture.
À venir	Territoire Vallée-de-l'Or	
M <sup>me</sup> Johanne Jean	Territoire Rouyn-Noranda	Rectrice de l'Université du Québec de l'Abitibi-Témiscamingue
M <sup>me</sup> Stéphanie Lamarche	Territoire Témiscamingue	Agente de développement touristique et collabore à la gestion d'une entreprise.

# Conférence régionale des élus – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

(Mise à jour : 2008-03-06)

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
M <sup>me</sup> Diane F. Raymond	Territoire Rouyn-Noranda	Conseillère syndicale FTQ. Siège au Conseil régional des partenaires du marché du travail et à plusieurs tables régionales et nationales dont la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
M. Clément Roy	Territoire Abitibi	Président de la Commission scolaire Harricana et de l'Association des commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue.
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
À venir		

**Conférence régionale des élus – CÔTE-NORD**  
(Mise à jour : 2007-05-08)

<b>DONNÉES GÉNÉRALES</b>	
<b>Nombre d'élus municipaux</b>	<b>13</b>
<b>Nombre de représentants socio-économiques désignés</b>	<b>6</b>
<b>Représentants autochtones</b>	<b>1/2 (Représentant innu à venir)</b>
<b>Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)</b>	<b>6 (29 %)</b>
<b>Nombre maximal de membres selon la loi</b>	<b>21</b>
<b>Nombre actuel de membres désignés</b>	<b>20/21</b>
<b>Première rencontre officielle</b>	<b>23 avril 2004</b>
<b>Date de la signature de l'entente de gestion par la CRÉ</b>	<b>2 juin 2004</b>
<b>Date de la signature de l'entente de gestion par la Ministre</b>	<b>2 juin 2004</b>

<b>COMPOSITION DE LA CRÉ</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Remarque</b>
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
<b>M. Georges-Henri Gagné Président</b>	Maire de Ragueneau	Représentant supplémentaire de la MRC de Manicouagan
<b>M. Ivo Di Piazza, Vice-président (ouest)</b>	Maire Ville de Baie-Comeau et préfet de la MRC de Manicouagan	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
<b>M. Ghislain Lévesque Vice-président (est)</b>	Maire de Sept-Iles et préfet MRC de Sept-Rivières	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
<b>M. Pierre Cormier Secrétaire</b>	Maire de Havre St-Pierre	Préfet de la MRC de la Minganie
<b>Mme Marcella Beaudoin</b>	<b>Administratrice</b> Municipalité de Schefferville	Représentante supplémentaire de la MRC de Caniapiscau
<b>M. Jean-Luc Burgess</b>	Maire de Longue-Pointe-de-Mingan	Représentant supplémentaire de la MRC de la Minganie
<b>M. Jean-Marie Delaunay</b>	Maire de Sainte-Anne-de-Portneuf et préfet de la MRC de la Haute-Côte-Nord	
<b>Mme Laurence Méthot</b>	Mairesse Ville de Port-Cartier	
<b>M. Randy Jones,</b>	Maire de Gros Mécatina	Représentant Basse-Côte-Nord
<b>M. Martial Lévesque</b>	Conseiller Ville de Sept-Iles	Représentante supplémentaire de la MRC de Sept-Rivières
<b>M. Richmond Monger</b>	<b>Administrateur</b> de la municipalité de la Côte-Nord du Golfe du Saint-Laurent	Représentant Basse-Côte-Nord
<b>Mme Lise Pelletier</b>	Maire de Fermont et préfet de la MRC de Caniapiscau	
<b>M. Gaston Tremblay</b>	Maire de Forestville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
<b>M. Berchmans Boudreau</b>	Culture et communication	
<b>Mme Ginette Côté Trésorière</b>	Éducation, formation, recherche et science	
<b>M. Jacques Gagnon</b>	Économie et emploi	



**Conférence régionale des élus – CÔTE-NORD**  
(Mise à jour : 2007-05-08)

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
M. Alain Jalbert	Syndicats	
Mme Micheline Rioux	Développement social, environnement et développement durable	
Mme Marie-Ève Vaillancourt	Jeunes	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
M. Philip Einish	chef de bande Kawawachikamak	Nation naskapie
À déterminer		Nation innue
Députés		
Mme Lorraine Richard	Députée de Duplessis	
M. Marjolain Dufour	Député de René-Lévesque	

**Conférences régionales des élus  
NORD-DU-QUÉBEC  
(Mars 2008)**

**Conférence régionale des élus de la Baie-James**

<b>DONNÉES GÉNÉRALES</b>	
<b>Nombre d'élus</b>	<b>9</b>
<b>Nombre de représentants</b>	<b>4</b>
<b>Représentant autochtone</b>	<b>-</b>
<b>Nombre de femmes</b>	<b>4</b> <b>(31 %)</b>
<b>Nombre actuel de membres désignés</b>	<b>4</b>
<b>Première rencontre officielle</b>	<b>12 mars 2004</b>
<b>Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre</b>	<b>Oui</b>

<b>COMPOSITION DE LA CRÉ</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Territoire</b>
M. Gérald Lemoyne Président	Maire de Baie-James et Maire de Lebel-sur-Quévillon	Municipalité de Baie-James
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
M. Jacques Bérubé	Maire de Chapais	Municipalité de Baie-James
M. Donald Bubar	Maire de Chibougamau	Municipalité de Baie-James
Mme Claudine Desgagnées	Présidente de la Localité de Valcanton	Municipalité de Baie-James
M. René Dubé	Maire de Matagami	Municipalité de Baie-James
Mme Colombe Fortin	Territoire non organisé MBJ	Municipalité de Baie-James
M. Yves Pelletier	Président de la Localité de Radisson	Municipalité de Baie-James
Mme Francine Thivierge	Présidente de la Localité de Villebois	Municipalité de Baie-James
<b>REPRÉSENTANTS</b>		
Mme Mireille Brazeau Lebel-sur-Quévillon	Société civile	
M. Réal Dubé, Matagami	Société civile	
M. Richard L'Écuyer Chapais	Société civile	
M. Roger Savard Chibougamau	Société civile	
<b>DÉPUTÉ</b>		
M. Luc Ferland	Parti québécois	Circonscription d'Ungava
<b>REPRÉSENTANT AUTOCHTONE</b>		
-	-	-

**Conférences régionales des élus  
NORD-DU-QUÉBEC  
(Mars 2008)**

**Administration régionale Kativik \***

\* L'Administration régionale Kativik est réputée agir à titre de CRÉ

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	16
Nombre de représentants socio-économiques désignés	-
Représentant autochtone	-
Nombre de femmes	2 (12.5 %)
Nombre actuel de membres désignés	-
Première rencontre officielle	-
Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Territoire
Mme Maggie Emudluk	Présidente du Comité administratif	Kangiqsualujjuaq
M. Eli Aullaluk	Chef d'Assemblée et membre du Comité administratif	Akulivik
M. David Lucassie	Membre	Aupaluk
M. Johnny Naktialuk	Membre	Inukjuak
M. Casey Mark	Membre	Ivujivik
M. Peter Morgan	Membre et mairesse de Kangiqsualujjuaq	Kangiqsualujjuaq
M. Jusipi Annahatak	Chef suppléant d'Assemblée et membre du Comité administratif	Kangiqsujuaq
Mme Mary A. Pilurtoot	Membre du Comité administratif, Présidente de la Régie régionale de la santé et services sociaux du Nunavik	Kangiqsujuaq
M. Philip Einish	Membre	Kawawachikamach
M. Larry Watt	Membre	Kuujuuaq
M. Lucassie Inukpuk	Membre	Kuujuuarapik
M. Muncy Novalinga	Vice-président du Comité administratif	Puvirnituq
M. Johnny A. Oovaut	Membre	Quaqtaq
M. Johnny Kaigallak Papigatok	Membre	Salluit
M. Peter Angnatuk	Membre	Tasiujaq
M. Robbie Tookalook	Membre	Umiujaq

**Conférences régionales des élus  
NORD-DU-QUÉBEC  
(Mars 2008)**

**Administration régionale crie \***

\* L'Administration régionale crie est réputée agir à titre de CRÉ

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	11
Nombre de représentants socio-économiques désignés	-
Représentant autochtone	-
Nombre de femmes	1 (9 %)
Nombre actuel de membres désignés	-
Première rencontre officielle	-
Entente de gestion signée par la CRÉ et le Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Matthew Mukash	Grand Chef et Président	
M. Ashley Iserhoff	Grand Chef adjoint et Vice-président	
M. Roderick Pachano	Chef	Chisasibi
M. Lloyd Mayappo	Chef	Eastmain
M. John Longchap	Chef	Mistissini
M. Josie Jimiken	Chef	Nemiscau
Mme Louise Wapachee	Chef	Oujé-Bougoumou
M. Steve Diamond	Chef	Waskaganish
M. John Kitchen	Chef	Waswanipi
M. Rodney Mark	Chef	Wemindji
M. Losty Mamianskum	Chef	Whapmagoostui

**Conférence régionale des élus – GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE**  
(Mise à jour : 2008-03-04)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	12
Nombre de représentants socio-économiques désignés	6
Représentant autochtone	À désigner
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	4 (22,2 %)
Nombre actuel de membres désignés	18
Première rencontre officielle	23 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui
Ajout par décret, le 30 juin 2004, d'un représentant pour la municipalité des Îles-de-la-Madeleine	M. Gérard Verdier occupe ce poste

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
M. Bertrand Berger, <b>président</b>	Préfet de la MRC d'Avignon	
M. Joël Arsénault, <b>vice-président</b>	Maire des Îles-de-la-Madeleine	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
Mme Nicole Lapointe, <b>secrétaire-trésorière</b>	Représentante de la société civile, MRC Bonaventure	
ÉLUS MUNICIPAUX		
M. Jean-Guy Poirier	Préfet de la MRC Bonaventure	
M. Magella Émond	Préfet de la MRC de La Haute-Gaspésie	
M. François Roussy	Préfet de la MRC de La Côte-de-Gaspé	
M. Claude Cyr	Préfet de la MRC du Roché-Percé	
Mme Nicole Appelby	Maire de New Richmond	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Michel Lacroix	Maire de Carleton Saint-Omer	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Delisca Roussy	Maire de Murdochville	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Georges Mamelonet	Maire de Percé	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Micheline Pelletier	Maire de Sainte-Anne-des-Monts	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
M. Gérard Verdier	Conseiller municipal des Îles-de-la-Madeleine	Statut officiel par décret
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Sébastien Lévesque	Représentant de la société civile, MRC de la Côte de Gaspé	
M. Alain Bernier	Représentant de la société civile, MRC Avignon	
M. Jean-Noël Sergerie	Représentant de la société civile, MRC de la Haute-Gaspésie	
M. Gino Cyr	Représentant de la société civile, MRC du Roché-Percé	Nomination le 2 novembre 2007
M. Arthur Miousse	Représentante de la société	Nomination le 15 février 2008

**Conférence régionale des élus – GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-  
MADELEINE**  
(Mise à jour : 2008-03-04)

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
	civilé, Îles-de-la-Madeleine	
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		

# Conférence régionale des élus – CHAUDIÈRE-APPALACHES

(Mise à jour : 2008-03-07)

## LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 26 AVRIL 2007

### Membre du comité exécutif de la corporation et membres du conseil d'administration

M. Réal Laverdière	Président	Préfet de la MRC de L'Islet
Mme Danielle Roy Marinelli	Vice-présidente	Mairesse de Lévis
M. Harold Guay	Secrétaire	Maire de Sainte-Marie
Mme Hélène Faucher	Trésorière	Préfet de la MRC de L'Amiante
M. Roger Carette	Administrateur	Maire de Saint-Georges
M. Russell Gilbert	Administrateur	Représentant du Groupe-conseil Culture, loisir, sport et tourisme
M. Jean-Denis Morin	Administrateur	Représentant du Groupe-conseil Agriculture et agroalimentaire

### Membres du conseil d'administration

#### ➤ Élus municipaux

M. François Barret	Maire de Saint-Lambert-de-Lauzon	
M. Jean-Pierre Bazinet	Conseiller de Lévis	
M. Luc Berthold	Maire de Thetford Mines	
M. Hervé Blais	Préfet de la MRC de Bellechasse	
M. Jean-Guy Bolduc	Maire de Beauceville	
M. Jean-Guy Breton	Maire de Lac-Etchemin	
M. Yvon Bruneau	Maire de Saint-Henri	
M. Marcel Catellier		Préfet de la MRC de Montmagny
M. Michel Cliche	Maire de Saint-Joseph-de-Beauce	
Mme Marlène Demers	Mairesse de Saint-Patrice-de-Beaurivage	
M. Jean-Guy Desrosiers	Maire de Montmagny	
M. Jean-Pierre Dubé	Maire de Saint-Jean-Port-Joli	
M. Yvon Jolicoeur	Maire de Disraëli	
M. André Labbé	Préfet de la MRC de Robert-Cliche	
Mme Anne Ladouceur	Conseillère de Lévis	
M. Richard Lehoux	Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce	
M. Luc Lemieux	Préfet de la MRC de Beauce-Sartigan	
M. Hector Provençal	Préfet de la MRC des Etchemins	
M. Maurice Sénécal	Préfet de la MRC de Lotbinière	

#### ➤ Représentants de groupes-conseils

Mme Julie Champagne	Représentante du Groupe-conseil famille
M. Raymon Cimon	Représentant du Groupe-conseil Milieu forestier
Mme Thérèse Lachance	Représentante du Groupe-conseil Santé
Mme Yolande Lépine	Représentante du Groupe-conseil Développement social et communautaire
M. Guy Lessard	Représentant du Groupe-conseil Développement durable
M. Philippe Mailloux	Représentant du Groupe-conseil Développement des entreprises et innovation
M. Sylvain Millaire	Représentant du Groupe-conseil Formation de la main-d'oeuvre
M. Daniel Rousse	Représentant du Groupe-conseil Éducation
Postes vacants	Deux groupes-conseils à définir

### Membres du conseil d'administration sans droit de vote

M. Jean Domingue	Député de Bellechasse
M. Janvier Grondin	Député de Beauce-Nord
M. Laurent Lessard	Député de Frontenac et Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches
M. Christian Lévesque	Député de Lévis
M. Claude Morin	Député de Beauce-Sud
M. Marc Picard	Député des Chutes-de-la-Chaudière
M. Claude Roy	Député de Montmagny – L'Islet
Mme Sylvie Roy	Députée de Lotbinière

## Conférence régionale des élus - LAVAL

### Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
<b>Nombre d'élus municipaux</b>	22
<b>Nombre de femmes parmi les élus municipaux</b> (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (36,4 %)
<b>Nombre de représentants socioéconomiques désignés</b> → Commission régionale de développement de Laval (mécanisme de concertation)	24
<b>Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques</b> (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	10 (45,5 %)
<b>Représentant autochtone</b>	0
<b>Nombre actuel de membres désignés</b>	22
<b>Première rencontre officielle</b>	29 mars 2004
<b>Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre</b>	23 août 2004 Avenant : • 6 juin 2005 • 18 janvier 2007

5 députés provinciaux (1 femme = 20 %)

### CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
<b>M. Gilles Vaillancourt</b>	Maire	Président
<b>M. André Boileau</b>	Conseiller municipal de Fabreville	Vice-président de l'exécutif
<b>Mme Jocelyne Guertin</b>	Conseillère municipale de Souvenir-Labelle	Vice-présidente de l'exécutif
<b>Mme Lucie Hill Larocque</b>	Conseillère municipale d'Auteuil	Secrétaire-trésorière
<b>M. Benoît Fradet</b>	Conseiller municipal de Renaud	Membre de l'exécutif
<b>Mme Francine Légaré</b>	Conseillère municipale de Marigot	Membre de l'exécutif
<b>M. Basile Angelopoulos</b>	Conseiller municipal de Chomedey	Membre de l'exécutif
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
<b>M. Jacques St-Jean</b>	Conseiller municipal de Saint-François	Administrateur
<b>M. Norman Girard</b>	Conseiller municipal de Vimont	Administrateur
<b>Mme Sylvie Clermont</b>	Conseillère municipale de St-Vincent-de-Paul	Administratrice
<b>Mme Madelaine Sollazzo</b>	Conseillère municipale de Val-des-Arbres	Administratrice
<b>Mme Michèle Des Trois Maisons</b>	Conseillère municipale de Duvernay-Pont-Viau	Administratrice
<b>M. Jean-Jacques Lapierre</b>	Conseiller municipal de Concorde-Bois-de-Boulogne	Administrateur
<b>M. Yvon Martineau</b>	Conseiller municipal de Saint-Bruno	Administrateur
<b>Mme Ginette Grisé</b>	Conseillère municipale de Laval-des-Rapides	Administratrice
<b>Mme Ginette Legault-Bernier</b>	Conseillère municipale de l'Abord-à-Plouffe	Administratrice
<b>M. Alexandre Duplessis</b>	Conseiller municipal de Saint-Martin	Administrateur



## Conférence régionale des élus - LAVAL

### Composition du conseil d'administration

<b>M. Pierre Cléroux</b>	Conseiller municipal de Sainte-Dorothée	Administrateur
<b>M. Jean-Jacques Beldié</b>	Conseiller municipal de Laval-les-Îles	Administrateur
<b>M. Robert Plante</b>	Conseiller municipal de l'Orée-des-bois	Administrateur
<b>M. Yvon Bromley</b>	Conseiller municipal de Marc-Aurèle-Fortin	Administrateur
<b>M. Denis Robillard</b>	Conseiller municipal de Sainte-Rose	Administrateur

### COMMISSION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT 2007-2008

SECTEUR MUNICIPAL MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Gilles Vaillancourt	Maire de Laval et Préfet de la MRC	Président
M. André Boileau	Ville de Laval – vice-président du comité exécutif	Vice-président de l'exécutif
Mme Jocelyne Guertin	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Vice-présidente de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Ville de Laval – conseillère municipale	Secrétaire-trésorière
M. Benoît Fradet	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
M. Basile Angelopoulos	Ville de Laval – membre du comité exécutif	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Ville de Laval – Présidente du Conseil	Membre de l'exécutif
SECTEUR ÉCONOMIQUE		
M. Jean-Louis Bédard Président	Tourisme Laval	
M. Gilles Lacroix Président	Table de concertation agro-alimentaire de Laval	
M. Raymond Talbot Président	Chambre de commerce et d'industrie de Laval	
Mme Louise Bussière Administratrice	Laval Technopole	
SECTEUR INSTITUTIONNEL ET DISPENSATEUR DE SERVICES		
Mme Francine Charbonneau Présidente	Conférence régionale de l'éducation, Laval <a href="http://www.ville.laval.qc.ca/">http://www.ville.laval.qc.ca/</a>	
Mme Monique Sauvé Présidente	Conseil régional des partenaires du marché du travail	
Mme Mireille Ménard	Agence de la santé et des services sociaux de Laval	
M. Marc Ranger Conseiller syndical – SCFP	Collège électoral syndical <a href="http://www.mess.gouv.qc.ca/">http://www.mess.gouv.qc.ca/</a>	
SECTEUR COMMUNAUTAIRE		
Mme Lucie McNeil Administratrice	Conseil régional de l'environnement de Laval	

## Conférence régionale des élus - LAVAL

### Composition du conseil d'administration

<b>Mme Sonia Girard</b> Administratrice	Corporation de développement communautaire de Laval
<b>M. Jimmy Ung</b> Président	Forum jeunesse Laval
<b>Mme Monic Thouin-Perreault</b> Membre	Conseil de la culture de Ville de Laval
<b>SECTEUR DE LA DÉPUTATION PROVINCIALE</b> (sans droit de vote)	
<b>Mme Michelle Courchesne</b>	Ministre responsable de la région de Laval Députée de Fabre
<b>M. Guy Ouellette</b>	Député de Chomedey
<b>M. Alain Paquet</b>	Député de Laval-des-Rapides
<b>M. Vincent Auclair</b>	Député de Vimont
<b>M. Maurice Clermont</b>	Député de Mille-Îles

**Conférence régionale des élus – LANAUDIÈRE**  
(mise à jour : 6 mars 2008)

<b>DONNÉES GÉNÉRALES</b>	
<b>Nombre d'élus</b>	<b>26</b>
<b>Nombre de représentants socio-économiques désignés</b>	<b>12</b>
<b>Représentant autochtone</b>	<b>1</b>
<b>Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)</b>	<b>8 (20.5 %)</b>
<b>Nombre maximal de membres selon la loi</b>	<b>39</b>
<b>Nombre actuel de membres désignés</b>	<b>39/39</b>
<b>Première rencontre de la CRÉ complète</b>	<b>29 avril 2004</b>
<b>Date de la signature de l'entente de gestion par la CRÉ</b>	<b>21 mai 2004</b>
<b>Date de la signature de l'entente de gestion par la Ministre</b>	<b>21 mai 2004</b>

<b>COMPOSITION DE LA CRÉ</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Remarque</b>
<b>MARCOTTE, Richard, Président</b>	Maire de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
<b>Madame Annette Coutu Vice présidente</b>	<b>Présidente</b> , Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière (CDBL)	
<b>LARUE, Alain Vice-président</b>	Maire de Notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
AUGER, André	Maire de Saint-Lin-Laurentides et préfet de la MRC Montcalm	municipalité de + de 5 000 h.
BEAULIEU, Pierre	Maire de Saint-Jacques	MRC de Montcalm
BELLEMARE, Alain	Maires de Saint-Paul-de-Joliette	MRC de Joliette
BERGERON, Francine	Mairesse de Mandeville	MRC de D'Autray
BENARD, Richard	Maire de Saint-Donat	MRC Matawinie
BLACKBURN, Normand	Maire de Lavaltrie	municipalité de + de 5 000 h.
CAMPAGNA, Marc	Conseiller, Ville de Terrebonne	municipalité de + de 5 000 h.
DESCHAMPS, Chantal	Mairesse de Repentigny et Préfète de la MRC de L'Assomption	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
FRÉCHETTE, Gilles	Maire de Saint-Félix-de-Valois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
GOUR, Pierre	Maire de L'Assomption	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
GRAVEL, GAÉTAN	Maire de Ville Saint-Gabriel	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
GRENIER, Normand	Maire de Charlemagne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
HÉNAULT, André	Maire de Saint-Charles-Borromée et préfet de la MRC Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LABRECQUE, Jean-Luc	Conseiller municipal, Ville de Terrebonne	Représentant supplémentaire de la MRC des Moulins
LARUE, Alain <b>Vice-président</b>	Maire de Notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LAURIN, René	Maire de Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
LEMAY, Jeannot	Conseiller municipal Ville de Repentigny	Représentant supplémentaire de la MRC de L'assomption
MAILLY, Donald	Conseiller, Ville de Mascouche	MRC Les Moulins

**Conférence régionale des élus – LANAUDIÈRE**  
(mise à jour : 6 mars 2008)

<b>COMPOSITION DE LA CRE</b>		
<b>Nom</b>	<b>Titre</b>	<b>Remarque</b>
MAJOR, Louise	Mairesse de Rawdon	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
MARCOTTE, Richard, <b>Président</b>	Maire de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
MIREAULT, Pierre	Maire de Sainte-Julienne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
MORIN, Gaétan	Préfet, MRC de la Matawinie Maire de Sainte Marcelline	
POIRIER, Yvon	Maire de Berthierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
ROBITAILLE, Jean-Marc	Maire de Terrebonne et Préfet de MRC des Moulins	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
SAINT-PIERRE, Martin	Maire de Saint-Calixte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
VERSTRAETE, Benoît	Maire, Ville de l'Épiphanie	
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
BOUCHARD, Joffrey	Directeur général, CLD de la MRC de L'Assomption	
BOURCIER, Ghislaine	Présidente, Conseil de la culture de Lanaudière	
CHARBONNEAU, François	Président, Commission scolaire des Samares	
SAINT-DENIS, Yves	Président, Commission scolaire des Affluents	
DEPELTEAU Lorraine	Présidente, Cégep régional de Lanaudière	
VACCANT	Président, Table des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)	
HARVEY, Mario	Président, Conseil régional de l'environnement	
CLÉMENT Lucie	Coprésidente, Table de concertation des groupes de femmes	
BLAIS Maurice	Président directeur général, Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	
GOUIN, Réjean	Président, Association forestière de Lanaudière	
COUTU, Annette <b>Vice présidente</b>	Présidente, Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière (CDBL)	
Richard Évangéline	Présidente, Tourisme Lanaudière	
<b>REPRÉSENTANT AUTOCHTONE</b>		
OTTAWA, Paul-Émile	Chef, communauté Atikamek de Manawan	

**Conférence régionale des élus – LAURENTIDES**  
2008-03-03

DONNÉES GÉNÉRALES		
Nombre d'élus	34 (excluant un poste vacant)	
Nombre de représentants socio-économiques désignés	11 (excluant un poste vacant)	
Représentant autochtone	1	
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	14 (31 %)	
Nombre actuel de membres désignés	45 (excluant deux postes vacants)	
Première rencontre officielle	29 mars 2004	
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	20 octobre 2004	
COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Michel Adrien	Maire de Mont-Laurier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Déborah Bélanger	Mairesse de Rivière-Rouge	Maire d'une municipalité Exception
Lise Bourgault	Mairesse de Brownsburg-Chatham	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Yvon Brière	Maire de Sainte-Sophie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Roger Lapointe Membre du CE	Préfet de la MRC Antoine-Labelle	Maire de Mont-Saint-Michel
Claude Carignan Membre du CE	Maire de Saint-Eusatche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Claude Descôteaux	Maire de Sainte-Adèle	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Claude Charbonneau	Maire de Prévost	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Roland Charbonneau	Préfet de la MRC La Rivière-du-Nord	Maire de Saint-Colomban, municipalité de + de 5 000 h.
Catherine Collin	Mairesse de Sainte-Anne-des-Plaines	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Sylvie Surprenant	Mairesse de Sainte-Thérèse	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Michel Lagacé	Maire de Saint-Sauveur	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Marc Lauzon	Maire de Deux-Montagnes	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Charles Garnier Membre du CE	Préfet de la MRC Les Pays-d'en-Haut	Préfet élu au suffrage universel de la MRC
Marc Gascon Président	Maire de Saint-Jérôme	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Ronald Tittlit Trésorier	Préfet de la MRC Argenteuil	Maire du village de Grenville
François Cantin Vice-président	Maire de Blainville	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Alain Guindon	Maire de Saint-Joseph-du-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Paul Larocque	Préfet de la MRC Thérèse-De Blainville	Maire de Bois-des-Filion, municipalité de + de 5 000 h.
Sonia Paulus	Mairesse de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Daniel Mayer	Maire de Lachute	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Hubert Meilleur	Préfet de la MRC Mirabel	Maire de Mirabel, municipalité de + de 5 000 h.
Laurent Paquette	Maire de Sainte-Agathe-des-Monts	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Yvan Patry	Préfet de la MRC Deux-Montagnes	Maire d'Oka
Boniface Dalle-Vedove	Maire de Lorraine	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Pierre Pilon	Maire de Mont-Tremblant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Sylvie Saint-Jean	Mairesse de Boisbriand	Mairesse d'une municipalité de + de 5000 h.
Ronald Provost Vice-président	Préfet de la MRC Les Laurentides	Maire de Brébeuf
Hélène Daneault	Mairesse de Rosemère	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

**Conférence régionale des élus – LAURENTIDES**  
2008-03-03

Jacques Séguin	Maire de Pointe-Calumet	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Gilles Rousseau	Maire de Saint-Hippolyte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Jean-Marc Bonenfant	Conseiller municipal de Bois-des-Filion	Représentant supplémentaire de la MRC Thérèse-De Blainville
Luc Saint-Jean	Conseiller municipal de Mirabel	Représentant supplémentaire de la MRC Mirabel
Vacant	Conseiller municipal	Représentant supplémentaire de la MRC La Rivière-du-Nord
<b>REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES</b>		
Francine Asselin-Bélisle	Loisir	Présidente, Loisirs Laurentides
Daniel Desjardins <b>Secrétaire</b>	Développement économique	Directeur général, Chambre de commerce Ste-Agathe-des-Monts
Richard Maheu	Agroalimentaire	Président de la Table agroalimentaire
Annie Bélanger	Entreprises	Directrice générale, Chambre de commerce MRC Thérèse-De Blainville
Denise Julien	Forêts	Directrice générale, Association des Intervenants forestiers des Hautes-Laurentides
Vacant	Éducation	
Monique Laurin	Partenaires du marché du travail	Présidente CRPMT
Pierre Lavallée	Transport avancé	Directeur général, Centre d'Expérimentation des véhicules électriques du Québec
Diane Leblond	Tourisme	Directrice générale, Association touristique
Carole Maillé	Culture	Directrice générale, Conseil de la Culture
Lysanne O'Sullivan <b>Membre du CE</b>	Conseil du développement social	Coordonnatrice au Réseau des femmes
Jacques Ruelland	Environnement	Président du Conseil régional de l'Environnement
<b>REPRÉSENTANT AUTOCHTONE</b>		
Steven Bonspille	Chef de bande Mohawk	Président du Conseil des Mohawks de Kanesatake

## Conférence régionale des élus - LONGUEUIL

### Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	25
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	7 (28%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission consultative sur le développement de Longueuil (mécanisme de concertation)	17
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	9 (52,9 %)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	25
Première rencontre officielle	2 septembre 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	7 octobre 2004 Avenants: • 24 janvier 2006 • 17 novembre 2006

7 députés provinciaux (3 femmes = 42,9 %)

### MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Claude Gladu	Maire 1 <sup>er</sup> Vice-président	Ville de Longueuil
M. Stéphane Desjardins	Conseiller	Arrondissement Saint-Hubert
M. Gilles Grégoire	Conseiller	Arrondissement Vieux Longueuil
Mme Manon D. Hénault	Conseillère Secrétaire-trésorière	Arrondissement Vieux Longueuil
Mme Nicole Lafontaine	Conseillère Présidente	Arrondissement Vieux Longueuil
M. Marc Benoît	Conseiller	Ville de Brossard
M. Armand Lefebvre	Conseiller	Ville de Boucherville
M. Bruno Goulet	Conseiller 2 <sup>e</sup> Vice-président	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Jacques Goyette	Conseiller	Arrondissement du Vieux-Longueuil
M. Claude Trudeau	Conseiller	Ville de Saint-Lambert
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Mme Nicole Béliveau	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
M. Normand Caisse	Conseiller	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Mireille Carrière	Conseillère	Arrondissement de Greenfield Park
M. Michel Desjardins	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Johanne Fontaine-Deshaies	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
Mme Marie-Lise Sauvé	Conseillère	Arrondissement Vieux-Longueuil
M. Robert Gladu	Conseiller	Arrondissement Vieux-Longueuil

## Conférence régionale des élus - LONGUEUIL

### Composition du conseil d'administration

M. Jean-Marc Pelletier	Maire	Ville de Brossard
M. Serge Séguin	Conseiller	Ville de Brossard
M. Antoine Assaf	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Francine Gadbois	Mairesse	Ville de Boucherville
Mme Roger Saucier	Conseiller	Ville de Boucherville
M. Claude Benjamin	Maire	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Sean Finn	Maire	Ville de Saint-Lambert
M. Roger Roy	Conseiller	Arrondissement Saint-Hubert

### DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (participation sans droit de vote)

Mme Nicole Ménard	Député de Laporte
M. Camil Bouchard	Député de Vachon
Mme Fatima Houda-Pépin	Députée de La Pinière
M. Richard Merlini	Député de Chambly
Mme Marie Malavoy	Députée de Taillon
M. Simon-Pierre Diamond	Député de Marguerite d'Youville
M. Bernard Drainville	Député de Marie-Victorin

### COMMISSION CONSULTATIVE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LONGUEUIL 2007-2008

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF	
Mme Nicole Lafontaine	Présidente de la CRÉ de Longueuil et de la Commission consultative
M. Bruno Goulet	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Gilles Grégoire	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Stéphane Desjardins	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
M. Armand Lefebvre	Membre du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil
REPRÉSENTANTS SECTORIELS	
M. Alain Merlin	Bioalimentaire
Mme Madeleine Ste-Marie	Commerces et services
M. Jacques Spencer	Développement économique
Mme Sonia Godbout	Développement local
M. Réjean Parent	Tourisme
Mme Lucie Désilets	Éducation
M. Serge Brasset	Main-d'oeuvre
M. Luc Boileau	Santé et services annexes
M. Christian Laforce	Culture et communication
M. Richard Marois	Environnement
Mme Danielle Lavigne	Organismes communautaires
Mme Catherine Pache-Hébert	Jeunesse
M. Claude Vincent	Syndicat
Mme Catherine Véronneau	Condition féminine
Mme Mireille Beaulac	Aînés
Mme Judy Gold	Immigration et communautés culturelles
Mme Denise Marion	Sports et loisirs



# Conférence régionale des élus de la Montérégie Est

(Mise à jour : 2008-02-29)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	36
Nombre de représentants socio-économiques désignés	17 sur une possibilité de 18
Représentant autochtone	
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	15 (28 %)
Nombre actuel de membres désignés	53
Première rencontre officielle	31 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
<b>MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF</b>		
M. Arthur Fauteux (président)	Préfet de la MRC de Brome-Missisquoi	Maire de Cowansville - municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Dolbec (1 <sup>er</sup> vice-président)	Préfet de la MRC du Haut-Richelieu	Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu - municipalité de + de 5 000 h.
Mme Susie Dubois (2 <sup>e</sup> vice-présidente)	Préfète de la MRC de Rouville	Mairesse de Rougemont
M. Gilles Plante (trésorier)	Préfet de la MRC de la Vallée-du-Richelieu	Maire de McMasterville - municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Bernier (secrétaire)	Maire de Saint-Hyacinthe	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Suzanne Chartrand	Milieu de l'éducation	Présidente de la CS des Patriotes
Mme Guylaine Maltais	Milieu des femmes	Coprésidente du Comité condition féminine en développement régional de la Montérégie
M. Claude Marchesseault	Milieu du loisir et du sport	Président de Loisir et Sport Montérégie
M. Marcel Robert	Maire de Sorel-Tracy	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Suzanne Roy	Préfète de la MRC de Lajemmerais	Mairesse de Sainte-Julie - municipalité de + de 5 000 h.
M. Paul Sarrazin	Préfet de la MRC de la Haute-Yamaska	Maire de Sainte-Cécile-de-Milton
Mme Huguette St-Pierre-Beaulac	Préfète de la MRC d'Acton-Beaulac	Mairesse de Sainte-Christine
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
M. Raymond Arel	Préfet de la MRC du Bas-Richelieu	Maire de Saint-David
M. Robert Bergeron	Maire de Saint-Pie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Patrick Bonvouloir	Préfet suppléant de la MRC du Haut-Richelieu	Élu désigné par la MRC du Haut-Richelieu
M. Yvon Boucher	Maire de Saint-Césaire	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe - municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Carrières	Maire de Saint-Basile-le-Grand	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

COMPOSITION DE LA CRE		
Nom	Titre	Remarque
Mme Suzanne Dansereau	Mairesse de Contrecoeur	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Juliette Dupuis	Mairesse d'Acton Vale	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Durand	Maire de Saint-Jean-Baptiste	Élu désigné par la MRC de la Vallée-du-Richelieu
M. Claude Fradet	Maire de Verchères	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Gilbert	Maire de Mont-Saint-Hilaire	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Yves Gosselin	Maire du Canton de Shefford	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Richard Goulet	Maire de Granby	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Robert Grenier	Maire de Calixa-Lavallée	Élu désigné par la MRC de Lajemmerais
M. Josef Hüslér	Maire de Farnham	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Jeannotte	Maire de Beloeil	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Simon Lacoste	Maire de Saint-Amable	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Ladouceur	Maire de Richelieu	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Denis Lavoie	Maire de Chambly	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Guy Legendre	Maire de Carignan	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Marchand	Maire de Marieville	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Francine Morin	Préfète de la MRC des Maskoutains	Mairesse de Saint-Bernard
M. Marcel Poirier	Maire de Dunham	Élu désigné par la MRC de Brome-Missisquoi
Mme Pauline Quinlan	Mairesse de Bromont	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Pascal Russell	Maire de Waterloo	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Gérard Schafroth	Maire de Otterburn Park	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Tremblay	Maire de Varennes	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Richard Wisdom	Maire de Lac-Brome	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Mme Diane Bouchard	Milieu du tourisme	Directrice du Secteur touristique du Bas-Richelieu
M. Guy Boulanger	Milieu de la culture	DG de la Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC)
M. Jean-François Daigle	Milieu des jeunes	Président du Forum jeunesse Montérégie Est

COMPOSITION DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Mme Johanne Delage	Milieu de l'immigration	Club de recherche d'emploi St-Hyacinthe
Mme Fabienne Desroches	Milieu de l'éducation supérieure	DG du Cégep de Sorel-Tracy
M. René-Jean Fournier	Milieu des aînés	Représentant des aînés
Mme Louise Gagnon Lessard	Milieu communautaire	TROC - Montérégie
M. René Giard	Milieu de la santé	Représentant de la santé
M. Serge Girard	Milieu du marché du travail	Intersyndicale de la Montérégie (FTQ)
Mme Claire L'Heureux	Milieu de l'économie sociale	DG de la Coopérative de développement régional de la Montérégie
Mme Sylvie Lacroix	Milieu de l'économie	DG du Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
M. Richard Marois	Milieu de l'environnement	Président du Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM)
M. Jean Sirois	Milieu de la science	Faculté de médecine vétérinaire de l'université de Montréal
M. René Walaszczyk	Milieu agricole	Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Aucune nation autochtone présente sur le territoire de la CRÉ Est de la Montérégie		

**Conférence régionale des élus de la Vallée du Haut-Saint-Laurent**  
(Mise à jour : 2008-02-29)

Données générales	
Nombre d'élus	29
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7 sur une possibilité de 14
Représentant autochtone	1 (poste vacant)
Nombre de femmes (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	8 (22 %)
Nombre actuel de membres désignés	36
Première rencontre officielle	1 <sup>er</sup> avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la Ministre	Oui

Composition de la CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
<b>MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF</b>		
M. Sergio Pavone (président)	Maire de Châteauguay	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Kandyba (1 <sup>er</sup> vice-président)	Maire de Pincourt	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Michel Lavoie (2 <sup>e</sup> vice-président)	Préfet de la MRC des Jardins-de-Napierville	Maire de Saint-Rémi – municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Castagner (secrétaire)	Préfet de la MRC du Haut-Saint-Laurent	Maire de Saint-Anicet
M. Yves Daoust (trésorier)	Préfet de la MRC de Beauharnois-Salaberry	Maire de Saint-Louis-de-Gonzague
M. Michel Charbonneau	Directeur général du CLD des Jardins-de-Napierville	Président de la Commission Développement économique, transport et entreprises
Mme Marie-Louise Kerneis	Présidente de la CS des Grandes-Seigneuries	Présidente de la Commission Éducation, formation, recherche et science
<b>ÉLUS MUNICIPAUX</b>		
Mme Jocelyne Bates	Préfète de la MRC de Roussillon	Mairesse de Sainte-Catherine - municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Brazeau	Maire de Rigaud	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gaétan Brosseau	Maire de Saint-Philippe	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Paul Carzoli	Maire de Saint-Lazare	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Daniel Charlebois	Maire de Beauharnois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Elizabeth Corker	Mairesse de Hudson	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. André J. Côté	Maire de Candiac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Fredette	Maire de Napierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Georges Gagné	Maire de Delson	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Stéphane Gendron	Maire de Huntingdon	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. André Giroux	Maire de Saint-Patrice-de-Sherrington	Élu désigné par la MRC des Jardins-de-Napierville
M. Jacques Lambert	Maire de Mercier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

Composition de la CRE		
Nom	Titre	Remarque
M. Denis Lapointe	Maire de Salaberry-de-Valleyfield	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Gaétane Legault	Mairesse de Saint-Zotique	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. John McCaig	Maire de Ormstown	Suite à une demande de la CRE autorisée par décret
M. Normand Ménard	Préfet de la MRC de Vaudreuil-Soulanges	Maire de Saint-Polycarpe
M. Gilles Pepin	Maire de Saint-Constant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Guy Pilon	Maire de Vaudreuil-Dorion	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Géraldine T. Quesnel	Mairesse de Les Cèdres	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
Mme Lucie Roussel	Mairesse de La Prairie	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Roy	Maire de L'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Serge Roy	Maire de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Robert Sauvé	Maire de Coteau-du-Lac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
Élu(e) à désigner		Élu désigné par la MRC de Roussillon
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
M. Serge Bourdon	SCABRIC (environnement)	Président de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)
M. Jean-Claude Lecompte		Président de la Commission Tourisme
Mme Catherine Martin		Représentante Jeunesse
M. Eddy Proulx	Président de la Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield	Table bioalimentaire
M. Bertin Savard	Association culturelle Roussillon	Président de la Commission Culture, communications, patrimoine
Mme Nicole Séguin	Comité condition féminine en développement régional de la Montérégie	Présidente de la Commission Développement social, égalité et cohésion
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Vacant	Représentant désigné par les 2 Conseils de bande	1 représentant à être déterminé par la communauté Mohawk de Kahnawake et Akwesasne

# Conférence régionale des élus – CENTRE-DU-QUÉBEC

(Mise à jour le 2008-03-03)

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus	15
Nombre de représentants socio-économiques désignés	7
Représentant autochtone	1
Nombre de femmes	5 (22 %)
Nombre actuel de membres désignés	23
Première rencontre officielle	7 avril 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	Oui

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA CRÉ		
Nom	Titre	Remarque
Maurice Richard	Président	Maire de la Ville de Bécancour
Francine Ruest-Jutras	Vice-présidente représentant les élus municipaux	Mairesse de la Ville de Drummondville
Claude-Henri Léveillé	Directeur général et secrétaire-trésorier	

## ÉLUS MUNICIPAUX

Lionel Fréchette	Préfet de la MRC d'Arthabaska	Maire de la Municipalité de Chester-Est
Roger Richard	Maire de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Éric Lefebvre	Représentant additionnel de la Ville de Victoriaville (conseiller municipal)	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Claude Desrochers	Maire de Warwick	Municipalité inscrite à l'annexe du projet de loi
Mario Lyonnais	Préfet adjoint de la MRC de Bécancour et maire de Sainte-Françoise	Membre supplémentaire de la MRC
Éric Béchar	Préfet de la MRC de Drummond	Maire de Wickham
Raymond Bilodeau	Préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire de Saint-Wenceslas
Jean Shooner	Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Denise Picotin	Représentante additionnelle de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Donald Langlois	Préfet de la MRC de l'Érable	Maire de la Municipalité de Saint-Ferdinand
Jacques Martineau	Maire de Plessisville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Gilles Fortier	Maire de Princeville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Alain Drouin	Maire de Nicolet	Municipalité de plus de 5 000 h.

## REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES

COMPOSITION OFFICIELLE DE LA GRE		
Nom	Titre	Remarque
Jean-Louis Bélisle	Vice-président de l'URLS du Centre-du-Québec et maire de Lemieux	Carrefour de développement de la culture, des loisirs et des communications
Maryse Clément-Guédat	Présidente de la Corporation agroalimentaire-forêt	Carrefour de développement de l'agroalimentaire-forêt et du développement durable
Jacques Daigle	Vice-président représentant la société civile et vice-président de la Commission scolaire des Bois-Francis	Carrefour de développement de l'éducation
Martin Dupont	Directeur général de la Société de développement économique de Drummond (SDED) – CLD Drummond	Carrefour de développement industriel et touristique
Marcel Boutin	Directeur général de Musilab inc.	Carrefour de développement de la recherche et de l'innovation
Marie-Marthe Lespinay	Coordonnatrice de la Table régionale des aînés	Carrefour de développement de la main-d'œuvre et la démographie
Francyne Ducharme	Coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	Carrefour de développement social et communautaire
REPRÉSENTANT AUTOCHTONE		
Bernard Ross	Représentant de la Nation Waban-Aki	Communauté abénaquise de Wôlinak

**ANNEXE 3**

**Présence des femmes et des jeunes sur les conseils d'administration des  
Conférences régionales d'élus**

Nombre de femmes

Région	Nombre de femmes
Bas-Saint-Laurent	7/28 (25,0 %)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4/22 (18,2 %)
Capitale-Nationale <sup>1</sup>	
Mauricie	2/19 (10,5 %)
Estrie	4/27 (14,8 %)
Montréal	40/118 (33,9 %)
Outaouais	7/22 (31,8 %)
Abitibi-Témiscamingue	6/19 (31,6 %)
Côte-Nord	7/21 (33,3 %)
Nord-du-Québec Baie-James	4/13 (30,8 %)
Nord-du-Québec Kativik <sup>2</sup>	3/15 (20,0 %)
Nord-du-Québec Cris <sup>2</sup>	1/22 (4,5 %)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6/18 (33,3 %)
Chaudière-Appalaches	7/34 (20,6 %)
Laval	8/22 (36,4 %)
Lanaudière	7/35 (20,0 %)
Laurentides	15/46 (32,6 %)
Montréal - Longueuil	7/28 (28,0 %)
Montréal - Est	15/52 (28,9 %)
Montréal - Vallée du Haut-Saint-Laurent	6/33 (18,9 %)
Centre-du-Québec	6/23 (26,1 %)

Nombre de jeunes

Les informations actuellement disponibles sur les CRÉ ne nous permettent pas de compiler le nombre de jeunes au sein des conseils d'administration.

<sup>1</sup> La CRÉ de la Capitale-Nationale relève du Bureau de la Capitale-Nationale.

<sup>2</sup> L'Administration régionale Kativik et l'Administration régionale crie agissent à titre de conférence régionale des élus pour leur communauté respective.



#### ANNEXE 4

##### Liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération

Région	Rémunération annuelle de la présidente ou du président
CRÉ du Bas-St-Laurent	15 000 \$
CRÉ du Saguenay-Lac-St-Jean	12 000 \$
CRÉ de la Mauricie	20 000 \$
CRÉ de l'Outaouais	10 000 \$
CRÉ de la Côte-Nord	30 000 \$
CRÉ de Chaudière-Appalaches	12 000 \$
CRÉ de Lanaudière	12 000 \$
CRÉ des Laurentides	5 000 \$ (1)
CRÉ de la Montérégie - Est	5 000 \$ (2)
CRÉ de la Montérégie - Longueuil	25 000 \$
CRÉ du Centre-du-Québec	10 000 \$

Note : Rémunération autorisée par la ministre selon les modalités de l'entente de gestion.

- (1) : À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de présence de 230 \$ par rencontre du conseil d'administration.
- (2) : À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de 200 \$ par présence et le montant maximal ne pourra excéder 10 000 \$ par année.

**Étude des crédits 2008-2009**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande # 80

Copie des études, analyses ou scénarios concernant les mandats et responsabilités qui seront dévolus aux CRÉ. Copie du document d'orientation identifiant les responsabilités pouvant être décentralisées, déconcentrées ou réorganisées devant être terminé pour juin 2004.

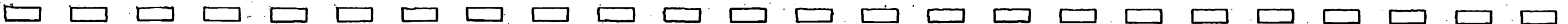
Les mandats et les responsabilités confiés aux conférences régionales des élus (CRÉ) sont établis dans la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., chapitre M-22.1). Les articles se référant aux CRÉ sont les articles 21.5 à 21.29.

Concernant la deuxième partie de la question, l'élaboration du document d'orientation envisagé en 2003 a fait place à un vaste forum de discussion avec les citoyens du Québec dans toutes les régions (Forums régionaux Place aux citoyens) au printemps et à l'automne 2004 qui a conduit à la tenue du Forum des générations les 12, 13 et 14 octobre 2004. Dans le cadre de ce forum, le premier ministre a rendu public le **Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale** qui comprend quatre volets : 1) la décentralisation de responsabilités vers les municipalités; 2) la régionalisation des services gouvernementaux; 3) l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales; 4) la réalisation d'initiatives de partenariat. Pour concrétiser ces engagements, le gouvernement a signé deux protocoles d'entente : un premier en faveur de la décentralisation vers les municipalités avec les deux associations municipales, soit la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et Union des municipalités du Québec (UMQ), et un second, portant sur les trois autres volets, avec les présidents des 21 conférences régionales des élus (CRÉ)

**Les travaux entourant le premier volet (décentralisation) sont confiés à la Table Québec-municipalités (TQM).** Dans un premier temps, les travaux ont mené à la conclusion, en avril 2006, de l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013. À la réunion de la TQM du 20 octobre 2006, les partenaires ont convenu d'une entente de principe pour la mise en œuvre de la décentralisation vers les municipalités locales et les MRC, sur la base de bancs d'essai. En janvier 2007, à l'issue d'une consultation auprès de ses membres, la FQM a transmis à la ministre des Affaires municipales et des Régions un rapport comprenant une cinquantaine de propositions de décentralisation en provenance de 23 MRC portant sur 14 thèmes ou compétences. Parmi ces propositions, 11 concernent la gestion des droits fonciers ou la gestion des sables et graviers sur les terres du domaine public. En décembre 2007, un mandat a été confié, par le Conseil des ministres, à la ministre des Affaires municipales et des Régions et au ministre des Ressources naturelles et de la Faune pour enclencher les discussions avec les MRC concernées dans les domaines d'activités suivants : la délégation de la gestion des droits fonciers sur les terres du domaine public (baux de villégiature, d'abris sommaires et d'occupations temporaires); la gestion des sables et graviers du domaine public; la poursuite de la délégation de la gestion foncière et forestière sur les terres publiques intramunicipales. Pour concrétiser ce mandat, un comté de négociation a été mis en place à l'hiver 2008, sous la coordination du MAMR.

**Les travaux concernant les trois autres volets du projet (régionalisation, adaptation et partenariat) sont confiés à la Table Québec régions (TQR).** La version finale du Rapport sur la mise en œuvre du protocole d'entente avec les présidents des conférences régionales des élus (CRÉ) a été déposée à la réunion de la TQR du 1<sup>er</sup> juin 2007 et rendu publique ce même mois. Le document est accessible sur le site Web du MAMR. Ce rapport comprend trois parties portant respectivement sur les trois volets du projet gouvernemental. On y présente les engagements découlant du protocole ainsi que les actions réalisées. Il comprend aussi une synthèse des appréciations formulées par les CRÉ en regard de l'application du protocole. Près de 70 % des propositions reçues des CRÉ, portant sur l'adaptation des normes et des programmes gouvernementaux aux réalités régionales sont considérées comme réglées, soit par une mesure d'adaptation, soit après discussion entre le ministère et la CRÉ concernés. De façon générale, la poursuite du projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la *Stratégie pour le développement de toutes les régions – Des moyens accrus, une autonomie renforcée*, annoncée dans le Discours sur le budget 2007-2008. Une nouvelle Politique nationale de la ruralité 2007-2014 a également été annoncée.

Pour plus d'information concernant le Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, on peut également consulter les réponses données aux demandes 27 et 28.



**Affaires municipales  
et Régions**

**Québec** 

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL B 346 972